



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES



Banque Royale du Canada | Premier trimestre de 2013

La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le premier trimestre de 2013

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

TORONTO, le 28 février 2013 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd’hui un bénéfice net de 2 070 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2013, soit un résultat en hausse de 215 millions, ou 12 %, par rapport à l’exercice précédent, et en hausse de 159 millions, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent. Ce résultat reflète le bénéfice record des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine, ainsi que le solide rendement du secteur Marchés des Capitaux.

« RBC a poursuivi sur sa lancée avec un bénéfice de plus de 2 milliards de dollars au premier trimestre, qui reflète la solide croissance de la plupart des secteurs d’activité ainsi que la gestion efficace et disciplinée des coûts », a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. « Nous sommes d’avis que notre solidité financière et notre position concurrentielle avantageuse nous permettront de bien composer avec les conditions difficiles qui persistent dans notre secteur et de continuer à consolider notre position de chef de file au Canada, tout en accroissant nos activités à l’échelle mondiale de manière sélective. Nous sommes par ailleurs heureux d’annoncer aujourd’hui une hausse de 5 % de notre dividende trimestriel. »

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

- Bénéfice net de 2 070 millions de dollars (en hausse de 12 % par rapport à 1 855 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,36 \$ (en hausse de 0,14 \$ par rapport à 1,22 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,6 % (en baisse par rapport à 19,7 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 9,3 %, calculé en vertu de l’accord de Bâle III

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

- Bénéfice net de 2 070 millions de dollars (en hausse de 8 % par rapport à 1 911 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,36 \$ (en hausse de 0,11 \$ par rapport à 1,25 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,6 % (en hausse par rapport à 18,7 %)

Annonce d’une hausse de 0,03 \$, ou 5 %, de notre dividende trimestriel pour atteindre 0,63 \$ par action.

Table des matières

1	Faits saillants du premier trimestre			
2	Rapport de gestion			
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives			
2	Vue d’ensemble			
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada			
3	Faits saillants financiers et autres			
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives			
5	Principaux événements de 2013			
5	Rendement financier			
5	Vue générale			
8	Résultats des secteurs d’exploitation			
8	Évaluation et présentation des secteurs d’exploitation			
8	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR			
9	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises			
11	Gestion de patrimoine			
12	Assurances			
13	Services aux investisseurs et trésorerie			
14	Marchés des Capitaux			
15	Services de soutien généraux			
16	Analyse des résultats trimestriels et des tendances			
17	Résultats par secteur géographique			
18	Situation financière			
18	Bilans résumés			
19	Arrangements hors bilan			
21	Gestion du risque			
21	Risque de crédit			
26	Rendement au chapitre de la qualité du crédit			
28	Risque de marché			
30	Gestion des liquidités et du financement			
34	Gestion du capital			
40	Information financière supplémentaire			
40	Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés			
41	Questions en matière de comptabilité et de contrôle			
42	Transactions entre parties liées			
43	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)			
48	Notes annexes (non audité)			
70	Renseignements à l’intention des actionnaires			

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats opérationnels et notre situation financière au 31 janvier 2013 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport aux trimestres clos le 31 janvier 2012 et le 31 octobre 2012. Le présent rapport de gestion, daté du 27 février 2013, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2012. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*.

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2012, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2013, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats opérationnels aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, les risques liés à l'environnement réglementaire et juridique, à l'assurance, à la réputation et aux stratégies, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2012 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2013; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris ceux liés à la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act et aux règlements édictés aux termes de cette loi et ceux qui seront édictés, aux normes mondiales du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) liées à la réforme visant le capital et les liquidités, à la réforme concernant les dérivés hors cote, au système de paiements au Canada, aux mesures de protection des consommateurs et aux réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe; la conjoncture commerciale et économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe et les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; la cybersécurité; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution ainsi que l'incidence des questions d'ordre environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2013 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2012, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2013. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2012, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2013.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. Elle est la plus importante banque au Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services aux investisseurs et des services bancaires de gros. Nous comptons environ 80 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 15 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 49 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre clos le			Variation au 31 janvier 2013 par rapport au	
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012	31 octobre 2012	31 janvier 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Activités poursuivies					
Total des revenus	7 910 \$	7 518 \$	7 574 \$	392 \$	336 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	349	362	267	(13)	82
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	705	770	1 211	(65)	(506)
Frais autres que d'intérêt	4 051	3 873	3 671	178	380
Bénéfice net avant impôt	2 805	2 513	2 425	292	380
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 070	1 911	1 876	159	194
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(21)	–	21
Bénéfice net	2 070 \$	1 911 \$	1 855 \$	159 \$	215 \$
Secteurs – Bénéfice net lié aux activités poursuivies					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 120 \$	1 034 \$	1 012 \$	86 \$	108 \$
Gestion de patrimoine	233	207	188	26	45
Assurances	164	194	190	(30)	(26)
Services aux investisseurs et trésorerie	80	72	83	8	(3)
Marchés des Capitaux	464	410	371	54	93
Services de soutien généraux	9	(6)	32	15	(23)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 070 \$	1 911 \$	1 876 \$	159 \$	194 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,37 \$	1,26 \$	1,23 \$	0,11 \$	0,14 \$
– dilué	1,36	1,25	1,22	0,11	0,14
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	19,6 %	18,7 %	19,7 %	90 p.b.	(10)p.b.
Données financières sommaires liées aux activités poursuivies					
Bénéfice par action – de base	1,37 \$	1,26 \$	1,24 \$	0,11 \$	0,13 \$
– dilué	1,36	1,25	1,23	0,11	0,13
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	19,6 %	18,7 %	20,0 %	90 p.b.	(40)p.b.
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,35 %	0,37 %	0,30 %	(2)p.b.	5 p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,54 %	0,58 %	0,64 %	(4)p.b.	(10)p.b.
Ratios de capital et coefficients (3)					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (3)	9,3 %	s.o.(3)	s.o.(3)	s.o.(3)	s.o.(3)
Ratio du capital de première catégorie	11,5 %	13,1 %	12,2 %	(160)p.b.	(70)p.b.
Ratio du capital total	14,3 %	15,1 %	14,5 %	(80)p.b.	(20)p.b.
Coefficient actif-capital (4)	16,2 X	16,7 X	16,6 X	n.s.	n.s.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	837 585 \$	825 100 \$	815 016 \$	12 485 \$	22 569 \$
Valeurs mobilières	169 225	161 611	165 186	7 614	4 039
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	380 984	378 244	353 938	2 740	27 046
Actifs liés aux dérivés	87 243	91 293	103 341	(4 050)	(16 098)
Dépôts	514 661	508 219	489 827	6 442	24 834
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	40 500	39 453	36 159	1 047	4 341
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	40 000	38 850	35 600	1 150	4 400
Actif pondéré en fonction du risque	303 128	280 609	285 508	22 519	17 620
Biens sous gestion	356 900	343 000	316 300	13 900	40 600
Biens administrés – RBC (5)	781 800	764 100	709 900	17 700	71 900
– RBC Services aux investisseurs (6)	2 995 600	2 886 900	2 709 800	108 700	285 800
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 445 489	1 444 189	1 439 252	1 300	6 237
– moyenne (diluée)	1 469 330	1 469 304	1 467 527	26	1 803
– à la fin	1 446 267	1 445 303	1 440 857	964	5 410
Dividendes déclarés par action	0,60 \$	0,60 \$	0,54 \$	– \$	0,06 \$
Rendement de l'action (7)	4,1 %	4,4 %	4,4 %	(30)p.b.	(30)p.b.
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX)	62,12 \$	56,94 \$	52,37 \$	5,18 \$	9,75 \$
Capitalisation boursière (TSX)	89 842	82 296	75 458	7 546	14 384
Renseignements généraux liés aux activités poursuivies					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	74 434	74 377	68 337	57	6 097
Nombre de succursales	1 363	1 361	1 345	2	18
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	5 096	5 065	4 704	31	392
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (8)	1,005 \$	1,011 \$	0,987 \$	(0,006)\$	0,018 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	1,003 \$	1,001 \$	0,997 \$	0,002 \$	0,006 \$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, nous calculons les ratios de capital et le coefficient actif-capital en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Les ratios de capital sont calculés selon la méthode « tout compris ». Les ratios de capital et le coefficient actif-capital pour la période précédente ont été calculés en vertu du cadre de l'accord de Bâle II. L'accord de Bâle III et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie est une nouvelle mesure réglementaire prévue par le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie est sans objet (s.o.) pour les périodes précédentes, car l'accord de Bâle III a été adopté de façon prospective, avec prise d'effet au premier trimestre de 2013. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital.
- (4) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire, conformément aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) sur les normes de fonds propres.
- (5) Les biens administrés par RBC comprennent un montant de 37,1 milliards de dollars (38,4 milliards au 31 octobre 2012; 35,7 milliards au 31 janvier 2012) en prêts hypothécaires et prêts sur cartes de crédit titrisés.
- (6) Les biens administrés par RBC Services aux investisseurs (auparavant, RBC Dexia) représentent le total des biens administrés de l'entité dans laquelle nous détenons une participation de 50 % avant le 27 juillet 2012.
- (7) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (8) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.
- n.s. non significatif

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 27 février 2013

Canada

Le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne au quatrième trimestre civil de 2012 s'est établi à 0,5 % et découle du niveau modéré des dépenses de consommation et des investissements effectués par les entreprises. Bien que la croissance de l'économie se soit avérée inférieure aux prévisions au deuxième semestre civil de 2012, le taux de chômage a diminué pour s'établir à 7,0 % en janvier 2013, par rapport à 7,2 % en novembre 2012, soit le taux le plus faible enregistré au cours des quatre dernières années. Les activités sur le marché de l'habitation ont subi une contraction au quatrième trimestre civil de 2012. Pour l'année civile 2013, nous prévoyons une croissance de l'économie d'environ 2 %. On s'attend à un ralentissement continu de l'accroissement du crédit aux ménages et à une stabilisation au fil du temps des ratios d'endettement des ménages par rapport au revenu. En janvier 2013, la Banque du Canada a maintenu son taux de financement à un jour à 1 % et annoncé qu'une hausse des taux d'intérêt est improbable à court terme, en raison de l'incertitude qui perdure à l'échelle mondiale.

États-Unis

L'économie américaine a subi une légère contraction au quatrième trimestre civil de 2012, le taux de croissance estimatif s'étant établi à (0,1) %, en dépit de la reprise continue du marché de l'habitation et de l'augmentation des investissements effectués par les entreprises et des dépenses de consommation. Le recul imprévu de la croissance de l'économie s'explique par le ralentissement du restockage, par la baisse des exportations nettes et par l'importante réduction des dépenses publiques, laquelle reflète en grande partie l'incertitude concernant les perspectives fiscales aux États-Unis. Ces facteurs devraient être temporaires, et nous prévoyons une reprise de l'économie américaine au premier trimestre civil de 2013. Pour l'année civile 2013, on s'attend à une croissance de l'économie de 2,1 %. Afin d'assurer une amélioration durable des conditions du marché du travail, la Réserve fédérale a maintenu les taux d'intérêt à des planchers historiques et annoncé son intention de mettre en place d'autres mesures de relance non traditionnelles.

Europe

L'économie dans la zone euro a subi une contraction au quatrième trimestre civil de 2012, le taux de croissance estimatif s'étant établi à (0,6) %, en raison de l'intensification de la récession. Malgré les faits nouveaux positifs tels que le soutien supplémentaire fourni par les gouvernements européens visant à permettre la viabilité de la dette de la Grèce, et la conclusion d'un accord visant un cadre de supervision bancaire commun pour la zone euro, on s'attend à une faiblesse continue de l'économie. Pour l'année civile 2013, on s'attend à une contraction estimative de l'économie de (0,3) %; cependant, les perspectives économiques seront tributaires de l'efficacité des mesures prises. On s'attend à ce que la Banque centrale européenne maintienne son taux d'intérêt à 0,75 % pour l'année civile 2013.

Marchés financiers

Les marchés financiers mondiaux ont affiché une reprise au cours de notre premier trimestre de 2013, en raison de l'atténuation des conditions économiques difficiles et du fait que certaines mesures prises par les gouvernements européens et américain ont réduit les craintes des investisseurs. Des pressions à la baisse sur les marchés des actions aux États-Unis ont subsisté au cours des deux premiers mois du trimestre, mais une reprise des marchés est survenue en janvier 2013 par suite de la résolution partielle de la question du « mur fiscal » aux États-Unis. Les écarts de taux ont de façon générale diminué et les rendements ont baissé, particulièrement dans les pays périphériques de l'Europe et aux États-Unis. Les conditions de financement des banques européennes se sont améliorées au premier trimestre de 2013, en raison du maintien d'une forte demande visant les obligations de sociétés. Les marchés des actions en Europe ont de façon générale affiché un rendement supérieur à celui des autres marchés au cours du premier trimestre de 2013.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle nationale et à l'échelle mondiale et de nous y préparer, notamment le règlement Volcker en vertu de la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act aux États-Unis et d'autres initiatives liées à Dodd-Frank, la loi intitulée U.S. Foreign Account Tax Compliance Act, les modifications touchant les exigences concernant le capital et les liquidités posées par les normes mondiales élaborées par le CBCB (accord de Bâle III), la réforme concernant les dérivés hors cote et les autres réformes du secteur financier. En octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du Conseil de stabilité financière a publié ses recommandations visant la divulgation accrue, par les banques et d'autres institutions financières, de renseignements concernant les risques. En décembre 2012, la Réserve fédérale américaine a publié les règles proposées concernant une supervision renforcée des banques étrangères exerçant des activités aux États-Unis, conformément aux articles 165 et 166 de la loi Dodd-Frank. Ces règles comprennent une obligation de créer une société de portefeuille intermédiaire américaine capitalisée séparément qui détiendrait toutes les filiales bancaires et non bancaires américaines auxquelles les règles de prudence renforcées s'appliqueraient. Ces règles comprennent des exigences supplémentaires en matière de capital, de liquidités et de levier financier ainsi que d'autres normes de supervision renforcée à l'égard de la gestion des risques, des simulations de crise et des plafonds relativement aux ratios d'endettement et aux risques de crédit liés à une seule entreprise. Même si la plupart des changements proposés s'appliqueraient à la société de portefeuille intermédiaire, certaines exigences devraient également s'appliquer aux activités commerciales exercées au sein des succursales américaines. Nous continuons de prendre des mesures visant ces faits nouveaux et d'autres éléments récents, et nous nous efforçons de faire en sorte que toute répercussion possible d'ordre commercial ou économique soit réduite au minimum.

Pour plus de détails concernant les facteurs de risque découlant des faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents de notre rapport annuel 2012. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2012.

Principaux événements de 2013

Activités canadiennes de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial Inc.

Le 1^{er} février 2013, nous avons conclu l'acquisition de 100 % des actions liées aux activités canadiennes de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial Inc., pour un investissement de 1,4 milliard de dollars, déduction faite des capitaux excédentaires. Compte tenu des capitaux excédentaires et de certains ajustements de clôture, la contrepartie totale versée s'élevait à 3,7 milliards de dollars. Les activités canadiennes d'Ally fournissent des services financiers, y compris le financement des stocks, directement aux concessionnaires automobiles et elles offrent également du financement aux consommateurs par l'intermédiaire des concessions. Cette acquisition nous permet d'accroître l'envergure de nos activités actuelles de financement automobile aux particuliers et aux entreprises.

Rendement financier

Vue générale

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Nous avons déclaré un bénéfice net de 2 070 millions de dollars, en hausse de 215 millions, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,36 \$, en hausse de 0,14 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,6 %. Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est établi à 9,3 %. L'augmentation du bénéfice net reflète la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et la forte croissance de nos activités de prêt et de syndication de prêts, de nos activités de montage de prêts et de nos activités de fusion et d'acquisition. La hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, l'augmentation des volumes de transactions et l'accroissement des honoraires liés au rendement du secteur Gestion de patrimoine, de même que l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation du taux d'intérêt effectif, par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux, qui a trait à deux comptes, ainsi que par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Par ailleurs, les résultats du secteur Assurances ont diminué, en raison principalement de la baisse du revenu de placement découlant de la comptabilisation de profits nets sur placements à l'exercice précédent. Bien que notre bénéfice ait augmenté, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a diminué de 10 points de base, situation qui tient au fait que nous détenons un capital-actions ordinaire plus élevé, conformément aux exigences en matière de capital prévues par l'accord de Bâle III qui sont entrées en vigueur au premier trimestre de 2013.

Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2012, nous n'avons plus aucune activité abandonnée, étant donné que la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis a été conclue au deuxième trimestre de 2012. La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 21 millions de dollars à l'exercice précédent, et elle était imputable aux pertes opérationnelles liées aux services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

Pour plus de détails sur nos résultats, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation. Pour plus de détails sur notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 159 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,11 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est accru de 90 points de base, par rapport au dernier trimestre. La hausse du bénéfice net tient principalement aux résultats à la hausse tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, à la hausse des activités de fusion et d'acquisition et à la forte croissance des activités de syndication de prêts. L'augmentation est aussi attribuable à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à la baisse saisonnière des coûts de marketing du secteur Services bancaires canadiens. De plus, nos résultats ce trimestre tiennent compte d'honoraires liés au rendement semestriels comptabilisés dans le secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse du taux d'intérêt effectif, par l'accroissement des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurance invalidité comptabilisés dans le secteur Assurances, ainsi que par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux, qui a trait à deux comptes.

Incidence estimative du change sur nos résultats financiers

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

L'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat a été négligeable en ce qui a trait aux résultats du premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012 et par rapport au quatrième trimestre de 2012.

Le tableau suivant illustre les variations des taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
Dollar américain	1,005	1,011	0,987
Livre sterling	0,626	0,630	0,630
Euro	0,758	0,790	0,750

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

Les fluctuations des taux de change illustrées dans le tableau ci-dessus influent sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
Revenu d'intérêt	5 277 \$	5 202 \$	5 171 \$
Frais d'intérêt	1 992	2 027	2 168
Revenu net d'intérêt	3 285 \$	3 175 \$	3 003 \$
Services de placement (1)	1 524	1 465	1 283
Activités d'assurance (1)	1 021	1 098	1 550
Activités de négociation	356	258	396
Services bancaires (1)	1 069	1 019	905
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	469	375	294
Autres (1)	186	128	143
Revenus autres que d'intérêt	4 625 \$	4 343 \$	4 571 \$
Total des revenus	7 910 \$	7 518 \$	7 574 \$
Renseignements supplémentaires			
Total des revenus tirés des activités de négociation			
Revenu net d'intérêt	438 \$	367 \$	388 \$
Revenus autres que d'intérêt	356	258	396
Total des revenus tirés des activités de négociation	794 \$	625 \$	784 \$

(1) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2012 pour une définition de ces catégories.

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le total des revenus a augmenté de 336 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 282 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens. La forte croissance des activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux et la hausse du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés des activités d'investissement ont augmenté de 241 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement des revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs, de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et des volumes de transactions à la hausse du secteur Gestion de patrimoine.

Les revenus tirés des activités d'assurance ont diminué de 529 millions de dollars, ou 34 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 40 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, s'est chiffré à 794 millions de dollars, en hausse de 10 millions, ou 1 %, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, y compris les profits sur les contrats à valeur stable visant des polices d'assurance détenues par des banques, des pertes à cet égard ayant été comptabilisées à l'exercice précédent. Ce facteur a été neutralisé en partie par la baisse des revenus tirés de nos activités de négociation de titres de participation, principalement aux États-Unis, et par la baisse des revenus tirés de nos activités de négociation de devises et de marchandises.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 164 millions de dollars, ou 18 %, résultat qui découle essentiellement de la forte croissance des activités de syndication de prêts, ainsi que de l'accroissement des volumes de transactions sur cartes de crédit.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrus de 175 millions de dollars, ou 60 %, grâce essentiellement à l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à l'augmentation des activités de montage de prêts et de titres de participation, principalement aux États-Unis.

Les autres revenus ont augmenté de 43 millions de dollars, ou 30 %, résultat qui tient principalement aux profits sur certains titres disponibles à la vente, y compris sur la cession des actions de la LME (London Metal Exchange).

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le total des revenus a augmenté de 392 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation, de la forte croissance des activités de fusion et d'acquisition au Canada et aux États-Unis et de l'augmentation des activités de syndication de prêts aux États-Unis, ainsi que de l'augmentation des activités de montage de prêts dans la plupart des secteurs géographiques. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, à l'accroissement des volumes de transactions et aux honoraires liés au rendement semestriels comptabilisés ce trimestre dans le secteur Gestion de patrimoine. De plus, nos revenus ont été touchés de façon favorable par l'augmentation des revenus de change du secteur Services aux investisseurs et trésorerie et par la solide croissance des volumes, y compris l'accroissement des volumes de transactions sur cartes de crédit, facteurs neutralisés en grande partie par la diminution des écarts du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Dotation à la provision pour pertes sur créances**Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 82 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse des dotations comptabilisées dans le secteur Marchés des Capitaux ayant trait à deux comptes, ainsi que de la hausse des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit, qui reflète l'amélioration de la qualité du crédit.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 13 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises, de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts de détail au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des dotations comptabilisées dans le secteur Marchés des Capitaux, lesquelles ont trait à deux comptes.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 506 millions de dollars, ou 42 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance au Canada. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Assurances.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 65 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements dont il est fait mention ci-dessus, à une variation favorable nette des ajustements des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, ainsi qu'à la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances vie, habitation et automobile. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
Salaire	1 131 \$	1 132 \$	1 060 \$
Rémunération variable	1 082	884	911
Avantages du personnel et conservation du personnel	338	296	311
Rémunération fondée sur des actions	81	20	47
Ressources humaines	2 632 \$	2 332 \$	2 329 \$
Autres charges	1 419	1 541	1 342
Frais autres que d'intérêt	4 051 \$	3 873 \$	3 671 \$

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 380 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable découlant en grande partie de l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de l'augmentation des revenus du secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation est aussi imputable aux coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs, à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et à la croissance des volumes, de même qu'à l'augmentation de la rémunération fondée sur des actions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à nos activités de gestion des coûts.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 178 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète principalement la hausse de la rémunération variable dont il est fait mention ci-dessus. L'augmentation est aussi imputable à la hausse de la rémunération fondée sur des actions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse saisonnière des coûts de marketing, principalement dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que par l'attention que nous continuons de prêter à nos activités de gestion des coûts.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
Bénéfice net avant impôt	2 805 \$	2 513 \$	2 425 \$
Impôt sur le résultat	735 \$	602 \$	549 \$
Taux d'imposition effectif (1)	26,2 %	24,0 %	22,6 %

(1) Impôt sur le résultat en pourcentage du bénéfice net avant impôt sur le résultat.

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

La charge d'impôt a augmenté de 186 millions de dollars, ou 34 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est élevé. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 26,2 %, en hausse de 360 points de base par rapport à 22,6 % à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est élevé, et de la proportion plus faible du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

La charge d'impôt a augmenté de 133 millions de dollars, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est élevé. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 26,2 %, en hausse de 220 points de base par rapport à 24 % au trimestre précédent, en raison en grande partie de la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est élevé, et de la proportion plus faible du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2012. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2012.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures du rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesure du rendement du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2012.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

	Pour les trimestres clos								le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012		
	le 31 janvier 2013							Total			Total	Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total					
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)												
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	1 099 \$	223 \$	162 \$	77 \$	446 \$	(27) \$	1 980 \$	1 823 \$	1 787 \$			
Perte attribuable aux actionnaires ordinaires liée aux activités abandonnées							-	-	(21)			
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 099 \$	223 \$	162 \$	77 \$	446 \$	(27) \$	1 980 \$	1 823 \$	1 766 \$			
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités poursuivies (1), (2)	12 450 \$	5 300 \$	1 500 \$	1 950 \$	10 950 \$	7 850 \$	40 000 \$	38 850 \$	34 350 \$			
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées (1)							-	-	1 250			
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12 450 \$	5 300 \$	1 500 \$	1 950 \$	10 950 \$	7 850 \$	40 000 \$	38 850 \$	35 600 \$			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités poursuivies (3)	35,1 %	16,7 %	43,1 %	15,6 %	16,2 %	n.s.	19,6 %	18,7 %	20,0 %			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)							19,6 %	18,7 %	19,7 %			

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

(3) Calculé conformément à l'accord de Bâle III, incluant les périodes comparatives.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives de chaque secteur d'exploitation à la valeur pour l'actionnaire. Le bénéfice économique est une mesure hors PCGR qui n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Nous avons révisé le coût des capitaux propres sur une base prospective au premier trimestre de 2013; ce coût, qui était de 9,5 % en 2012, a été ramené à 8,5 %, en raison principalement du maintien de faibles taux d'intérêt.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 31 janvier 2013							le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net	1 120 \$	233 \$	164 \$	80 \$	464 \$	9 \$	2 070 \$	1 911 \$	1 855 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(1)	–	–	–	(23)	(25)	(23)	(25)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	4	17	–	5	1	–	27	26	29
Bénéfice net ajusté	1 123 \$	249 \$	164 \$	85 \$	465 \$	(14)\$	2 072 \$	1 914 \$	1 869 \$
Moins : Charge de capital	287	123	34	45	252	181	922	992	914
Bénéfice économique	836 \$	126 \$	130 \$	40 \$	213 \$	(195)\$	1 150 \$	922 \$	955 \$

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
Revenu net d'intérêt	2 314 \$	2 302 \$	2 203 \$
Revenus autres que d'intérêt	931	927	883
Total des revenus	3 245	3 229	3 086
Dotations à la provision pour pertes sur créances	241	298	251
Frais autres que d'intérêt	1 493	1 526	1 454
Bénéfice net avant impôt	1 511	1 405	1 381
Bénéfice net	1 120 \$	1 034 \$	1 012 \$
Revenus par division			
Services bancaires canadiens	3 041 \$	3 020 \$	2 885 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	204	209	201
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	35,1 %	32,8 %	30,0 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,80 %	2,82 %	2,84 %
Ratio d'efficacité (2)	46,0 %	47,3 %	47,1 %
Levier d'exploitation	2,5 %	2,1 %	(4,0)%
Moyenne du total des actifs productifs (3)	327 600 \$	325 000 \$	308 600 \$
Moyenne des prêts et des acceptations (3)	326 300	323 700	308 300
Moyenne des dépôts	255 700	250 200	239 200
Biens administrés (4)	180 800	179 200	169 400
Taux d'imposition effectif	25,9 %	26,4 %	26,7 %
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,29 %	0,37 %	0,32 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, laquelle s'est établie à 44,6 milliards de dollars et à 7,0 milliards, respectivement (44,9 milliards et 7,3 milliards au 31 octobre 2012; 42,2 milliards et 3,9 milliards au 31 janvier 2012).

(4) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 30,1 milliards de dollars et de 7,0 milliards, respectivement, au 31 janvier 2013 (31,0 milliards et 7,4 milliards au 31 octobre 2012; 31,8 milliards et 3,9 milliards au 31 janvier 2012).

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 108 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes au Canada, laquelle a été neutralisée en partie par la compression des écarts.

Le total des revenus s'est accru de 159 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Services bancaires canadiens ont augmenté de 156 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, facteur neutralisé en partie par la diminution des écarts liés aux prêts et aux dépôts.

Les revenus tirés des services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont accrus de 3 millions de dollars, ou 1 %, en raison essentiellement de l'amélioration du revenu net d'intérêt.

La marge nette d'intérêt a diminué de 4 points de base, résultat qui tient principalement à la réduction des écarts reflétant la concurrence au chapitre des tarifs et le maintien de faibles taux d'intérêt au Canada. La marge nette d'intérêt a également été touchée de façon défavorable par la hausse des actifs productifs liée à la mise en place de nos services bancaires transfrontaliers aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 10 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts hypothécaires résidentiels au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 39 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'accroissement de l'effectif découlant de l'expansion de notre réseau de succursales au Canada, facteurs neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts au Canada et dans les Antilles. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par les coûts de mise en place liés à nos services bancaires transfrontaliers aux États-Unis.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 86 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, la baisse saisonnière des coûts de marketing et la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité au Canada, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts.

Le total des revenus s'est accru de 16 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit. La solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité au Canada a été neutralisée en grande partie par la diminution des écarts liés aux dépôts.

La marge nette d'intérêt a diminué de 2 points de base, en raison de la réduction des écarts reflétant la concurrence au chapitre des tarifs et du maintien de faibles taux d'intérêt au Canada et dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 57 millions de dollars, ou 19 %, en raison essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts aux entreprises, de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts de détail garantis au Canada. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles est demeurée relativement inchangée. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 33 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète principalement la baisse saisonnière des coûts de marketing au Canada et l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts au Canada et dans les Antilles.

Services bancaires canadiens

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	2 169 \$	2 154 \$	2 064 \$
Revenus autres que d'intérêt	872	866	821
Total des revenus	3 041	3 020	2 885
Dotation à la provision pour pertes sur créances	213	269	243
Frais autres que d'intérêt	1 330	1 357	1 294
Bénéfice net avant impôt	1 498	1 394	1 348
Bénéfice net	1 106 \$	1 027 \$	994 \$
Revenus par division			
Services financiers aux particuliers	1 683 \$	1 680 \$	1 575 \$
Services financiers aux entreprises	738	742	721
Solutions cartes et paiements	620	598	589
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	43,4 %	41,1 %	36,6 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,73 %	2,74 %	2,75 %
Ratio d'efficience (2)	43,7 %	44,9 %	44,9 %
Levier d'exploitation	2,6 %	1,8 %	(1,6) %
Moyenne du total des actifs productifs (3)	315 800 \$	313 100 \$	298 600 \$
Moyenne des prêts et des acceptations (3)	319 000	316 300	300 600
Moyenne des dépôts	242 100	236 600	225 500
Biens administrés (4)	172 900	171 100	161 500
Taux d'imposition effectif	26,2 %	26,3 %	26,3 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,26 %	0,34 %	0,32 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, laquelle s'est établie à 44,6 milliards de dollars et à 7,0 milliards, respectivement (44,9 milliards et 7,3 milliards au 31 octobre 2012; 42,2 milliards et 3,9 milliards au 31 janvier 2012).

(4) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 30,1 milliards de dollars et de 7,0 milliards, respectivement, au 31 janvier 2013 (31,0 milliards et 7,4 milliards au 31 octobre 2012; 31,8 milliards et 3,9 milliards au 31 janvier 2012).

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 112 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le total des revenus s'est accru de 156 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers se sont accrus de 108 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète essentiellement la solide croissance de 6 % des volumes de prêts aux particuliers, de dépôts des particuliers et de prêts hypothécaires résidentiels, ainsi que la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 17 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète la forte croissance de 9 % des volumes de dépôts des entreprises et de prêts aux entreprises, facteur neutralisé en partie par la réduction des écarts découlant de la concurrence au chapitre des tarifs et du maintien de faibles taux d'intérêt.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 31 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de l'accroissement des volumes d'achats et des soldes des prêts, facteurs neutralisés en partie par la réduction des écarts.

La marge nette d'intérêt a diminué de 2 points de base, ce qui s'explique principalement par la réduction des écarts reflétant la concurrence au chapitre des tarifs et le maintien de faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 30 millions de dollars, ou 12 %, en raison essentiellement de la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos

portefeuilles de prêts de détail et de prêts hypothécaires résidentiels. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 36 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'accroissement de l'effectif découlant de l'expansion de notre réseau de succursales. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 79 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, la baisse saisonnière des coûts de marketing et la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts.

Le total des revenus s'est accru de 21 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit. La solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité a été neutralisée en grande partie par la réduction des écarts liés aux dépôts.

La marge nette d'intérêt a diminué de 1 point de base, en raison principalement de la réduction des écarts reflétant la concurrence au chapitre des tarifs et du maintien de faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 56 millions de dollars, ou 21 %, résultat qui tient essentiellement à la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts aux entreprises, de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts de détail. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 27 millions de dollars, ou 2 %, en raison de la baisse saisonnière des coûts de marketing.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
Revenu net d'intérêt	96 \$	95 \$	102 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	828	769	721
Revenus tirés des transactions et autres revenus	416	397	365
Total des revenus	1 340	1 261	1 188
Frais autres que d'intérêt	1 023	972	939
Bénéfice net avant impôt	317	289	249
Bénéfice net	233 \$	207 \$	188 \$
Revenus par division			
Gestion de patrimoine – Canada	456 \$	463 \$	422 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	535	509	486
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	537	515	480
Gestion mondiale d'actifs	349	289	280
Principales données moyennes figurant au bilan			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,7 %	15,3 %	13,8 %
Marge avant impôt (1)	23,7 %	22,9 %	21,0 %
Nombre de conseillers (2)	4 389	4 388	4 220
Total des biens administrés	593 300 \$	577 800 \$	534 200 \$
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International	359 400	347 400	318 000
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	360 400	347 800	317 200
Biens sous gestion	353 400	339 600	313 200
Moyenne des biens administrés	585 800	568 100	531 800
Moyenne des biens sous gestion	347 600	333 100	311 800

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 45 millions de dollars, ou 24 %, résultat qui tient principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, à l'accroissement des volumes de transactions et à l'augmentation des honoraires liés au rendement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 152 millions de dollars, ou 13 %.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 34 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes, ainsi que des volumes de transactions à la hausse reflétant l'amélioration des conditions du marché.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont augmenté de 49 millions de dollars, ou 10 %. Libellés en dollars américains, les revenus se sont accrus de 57 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement des volumes de transactions plus élevés reflétant l'amélioration des conditions du marché, ainsi que la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs ont augmenté de 69 millions de dollars, ou 25 %, résultat qui tient principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital, ainsi qu'à l'augmentation des honoraires liés au rendement.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 84 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de l'augmentation de la rémunération variable découlant de la hausse des revenus et de l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 26 millions de dollars, ou 13 %, en raison de la comptabilisation, ce trimestre, d'honoraires liés au rendement semestriels, de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'augmentation des volumes de transactions.

Le total des revenus a augmenté de 79 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient essentiellement aux honoraires liés au rendement semestriels comptabilisés ce trimestre, à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 51 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	913 \$	914 \$	957 \$
Revenu de placement (1)	39	93	532
Honoraires	69	91	61
Total des revenus	1 021	1 098	1 550
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	587	631	1 065
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	118	139	146
Frais autres que d'intérêt	135	134	129
Bénéfice net avant impôt	181	194	210
Bénéfice net	164 \$	194 \$	190 \$
Revenus par division			
Assurances – Canada	537 \$	616 \$	1 054 \$
Assurances – International	484	482	496
Principales données moyennes figurant au bilan			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	43,1 %	50,7 %	48,5 %
Primes et dépôts (2)	1 195 \$	1 215 \$	1 232 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	(80)	(35)	385

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le bénéfice net a diminué de 26 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la réduction du revenu de placement découlant de la comptabilisation, à l'exercice précédent, de profits nets sur placements, ainsi que la réduction du bénéfice tiré des contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, situation due au fait que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un nouveau contrat. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable des taux d'intérêt et des activités de placement relatives aux obligations au titre des polices d'assurance.

Le total des revenus a diminué de 529 millions de dollars, ou 34 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont diminué de 517 millions de dollars, ou 49 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La diminution est aussi imputable à la comptabilisation, à l'exercice précédent, de profits nets sur placements. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des primes liées aux polices d'assurances vie, habitation et automobile.

Les revenus tirés du secteur Assurances – International ont reculé de 12 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui tient principalement à la baisse des revenus tirés des contrats de rente au Royaume-Uni, laquelle s'explique par le fait que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni. La diminution est aussi imputable à la baisse des volumes liés à la plupart des produits. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 506 millions de dollars, ou 42 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements dont il est fait mention ci-dessus. La diminution découle aussi des provisions techniques favorables liées aux polices d'assurance vie, ainsi que de la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances habitation et automobile.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 6 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement du reclassement de certains coûts d'acquisition qui étaient classés au poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts liés à l'effectif.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le bénéfice net a reculé de 30 millions de dollars, ou 15 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurance invalidité, facteur neutralisé en partie par l'incidence favorable des taux d'intérêt et des activités de placement relatives aux obligations au titre des polices d'assurance.

Le total des revenus a diminué de 77 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui découle principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La diminution est aussi imputable à la baisse des volumes du secteur Assurances – International.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 65 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements dont il est fait mention ci-dessus, de la variation nette favorable des ajustements des provisions techniques découlant des mesures prises par la direction et des modifications apportées aux hypothèses, ainsi que de la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances vie, habitation et automobile. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement inchangés par rapport au dernier trimestre, du fait que le reclassement de certains coûts d'acquisition qui étaient inscrits au poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance et la hausse des coûts liés à l'effectif ont été en grande partie neutralisés par la baisse des coûts de marketing.

Services aux investisseurs et trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
Revenu net d'intérêt	175 \$	172 \$	180 \$
Revenus autres que d'intérêt	275	242	145
Total des revenus	450	414	325
Frais autres que d'intérêt	341	316	214
Bénéfice net avant impôt	109	98	111
Bénéfice net	80 \$	72 \$	83 \$
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,6 %	13,0 %	17,9 %
Dépôts	101 100 \$	107 200 \$	102 400 \$
Biens administrés	2 995 600	2 886 900	2 709 800
Moyenne des biens administrés	2 928 100	2 840 500	2 698 000

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion d'opérations libellées en dollars américains et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos	
	Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012	Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	7 \$	(3)\$
Frais autres que d'intérêt	7	(2)
Bénéfice net	–	(1)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(1)%	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(4)%	1 %

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le bénéfice net a diminué de 3 millions de dollars, ou 4 %, soit un résultat qui reflète principalement la réduction des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement. La diminution est aussi imputable à la hausse des coûts liés aux infrastructures. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par les revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs et par l'augmentation des revenus de change. Nos résultats ont également été touchés de façon favorable par l'amélioration du rendement lié à nos services de garde.

Le total des revenus a augmenté de 125 millions de dollars, ou 38 %, grâce essentiellement aux revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse des revenus de change découlant de l'accroissement des volumes de transactions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement, les résultats de l'exercice précédent ayant bénéficié du resserrement des écarts de taux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 127 millions de dollars, ou 59 %, résultat qui reflète les coûts supplémentaires liés à l'acquisition de notre participation additionnelle de 50 % dans RBC Services aux investisseurs ainsi que la hausse des coûts liés aux infrastructures.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 8 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète principalement la hausse des revenus de change et l'augmentation des commissions de services de garde.

Le total des revenus s'est accru de 36 millions de dollars, ou 9 %, en raison essentiellement de la hausse des revenus de change découlant de l'accroissement des volumes de transactions, et de l'incidence favorable de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien. La hausse des commissions de services de garde a également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 25 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts liés aux infrastructures et l'incidence défavorable de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien.

Marchés des Capitaux

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt (1)	738 \$	663 \$	604 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 169	893	859
Total des revenus (1)	1 907	1 556	1 463
Dotation à la provision pour pertes sur créances	109	63	17
Frais autres que d'intérêt	1 051	916	930
Bénéfice net avant impôt	747	577	516
Bénéfice net	464 \$	410 \$	371 \$
Revenus par division			
Marchés Mondiaux	1 035 \$	842 \$	983 \$
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	840	687	520
Autres	32	27	(40)
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,2 %	12,9 %	13,5 %
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	99 800 \$	91 800 \$	88 600 \$
Moyenne des prêts et acceptations	52 800	51 300	42 200
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,82 %	0,49 %	0,16 %

	Pour les trimestres clos	
	Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012	Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012
Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion d'opérations libellées en dollars américains, en livres sterling et en euros		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
<i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus (avant impôt)	9 \$	(26)\$
Frais autres que d'intérêt (avant impôt)	4	(8)
Bénéfice net	3	(13)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(1)%	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(1)%	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(4)%	1 %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 s'élève à 90 millions de dollars (104 millions au 31 octobre 2012; 121 millions au 31 janvier 2012). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2012.

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 93 millions de dollars, ou 25 %, en raison de la forte croissance des activités de prêt et de syndication de prêts, des activités de montage de prêts et des activités de fusion et d'acquisition. L'augmentation est aussi attribuable aux profits sur les contrats à valeur stable visant des polices d'assurance détenues par des banques, à la cession de nos actions de la LME, ainsi qu'à l'accroissement des activités de montage de titres de participation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse du taux d'imposition effectif reflétant l'augmentation du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé, par l'augmentation de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a augmenté de 444 millions de dollars, ou 30 %.

Les revenus tirés des Marchés Mondiaux se sont accrus de 52 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de l'accroissement des activités de montage de prêts aux États-Unis, du profit sur la cession de nos actions de la LME et de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés de nos activités de négociation de devises et de marchandises.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement se sont accrus de 320 millions de dollars, ou 62 %, en raison principalement de la forte croissance des activités de prêt et de syndication de prêts, principalement aux États-Unis. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à l'augmentation des activités de montage de prêts et de titres de participation reflétant les niveaux élevés d'émissions, principalement aux États-Unis.

Les autres revenus se sont élevés à 32 millions de dollars, par rapport à une perte de 40 millions à l'exercice précédent. Ce résultat à la hausse tient principalement à la comptabilisation de profits sur les contrats à valeur stable visant des polices d'assurance détenues par des banques, des pertes à cet égard ayant été comptabilisées à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 92 millions de dollars, résultat qui reflète principalement une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances qui a trait à deux comptes. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 121 millions de dollars, ou 13 %, en raison de l'accroissement de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 54 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation reflétant l'accroissement des activités des clients et les conditions de marché favorables. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition, à la forte croissance des activités de syndication de prêts et à l'amélioration des activités de montage de prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse du taux d'imposition effectif reflétant l'augmentation du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par la diminution des activités de montage de titres de participation.

Le total des revenus a augmenté de 351 millions de dollars, ou 23 %, en raison essentiellement des revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe reflétant la hausse des volumes de transactions des clients et l'amélioration des conditions du marché. L'augmentation est aussi attribuable à la forte croissance des activités de fusion et d'acquisition reflétant le plus grand nombre de mandats obtenus, principalement au Canada et aux États-Unis, à l'accroissement des activités de syndication de prêts aux États-Unis et à l'augmentation des activités de montage de prêts dans la plupart des secteurs géographiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de montage de titres de participation au Canada et aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 46 millions de dollars, résultat qui reflète principalement une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances qui a trait à deux comptes. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 135 millions de dollars, ou 15 %, résultat qui reflète principalement l'accroissement de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse enregistrés, facteur neutralisé en partie par l'attention que nous continuons de prêter à nos activités de gestion des coûts.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
(Perte nette) d'intérêt ⁽¹⁾	(38)\$	(57)\$	(86)\$
(Pertès) revenus autres que d'intérêt	(15)	17	48
Total des revenus ⁽¹⁾	(53)	(40)	(38)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	1	(1)
Frais autres que d'intérêt	8	9	5
(Perte nette) avant impôt ⁽¹⁾	(60)	(50)	(42)
Charge (économie) d'impôt ⁽¹⁾	(69)	(44)	(74)
Bénéfice net (perte nette) ⁽²⁾	9 \$	(6)\$	32 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 s'est établi à 23 millions de dollars (22 millions au 31 octobre 2012; 24 millions au 31 janvier 2012).

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant lié à la majoration pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 s'est établi à 90 millions de dollars, par rapport à 104 millions au trimestre précédent et à 121 millions au trimestre clos le 31 janvier 2012. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2012.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Premier trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est élevé à 9 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement nos mesures de gestion de l'actif et du passif, facteur neutralisé en partie par des ajustements fiscaux nets défavorables.

Quatrième trimestre de 2012

La perte nette s'est élevée à 6 millions de dollars, en raison principalement d'ajustements fiscaux nets défavorables et d'une perte liée à un placement comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Premier trimestre de 2012

Le bénéfice net s'est établi à 32 millions de dollars, résultat attribuable en grande partie à nos mesures de gestion de l'actif et du passif, facteur neutralisé en partie par un ajustement fiscal défavorable.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations des taux de change. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2013	2012				2011		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Activités poursuivies								
Revenu net d'intérêt	3 285 \$	3 175 \$	3 289 \$	3 031 \$	3 003 \$	2 957 \$	2 889 \$	2 716 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 625	4 343	4 467	3 893	4 571	3 735	4 008	4 115
Total des revenus	7 910 \$	7 518 \$	7 756 \$	6 924 \$	7 574 \$	6 692 \$	6 897 \$	6 831 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	349	362	324	348	267	276	320	273
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	705	770	1 000	640	1 211	867	1 081	843
Frais autres que d'intérêt	4 051	3 873	3 759	3 857	3 671	3 530	3 417	3 551
Bénéfice net avant impôt	2 805 \$	2 513 \$	2 673 \$	2 079 \$	2 425 \$	2 019 \$	2 079 \$	2 164 \$
Impôt sur le résultat	735	602	433	516	549	410	396	482
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 563 \$	1 876 \$	1 609 \$	1 683 \$	1 682 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	(30)	(21)	(38)	(389)	(51)
Bénéfice net	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 533 \$	1 855 \$	1 571 \$	1 294 \$	1 631 \$
Bénéfice par action – de base	1,37 \$	1,26 \$	1,49 \$	1,00 \$	1,23 \$	1,03 \$	0,84 \$	1,08 \$
– dilué	1,36	1,25	1,47	0,99	1,22	1,02	0,83	1,06
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies – de base	1,37 \$	1,26 \$	1,49 \$	1,02 \$	1,24 \$	1,06 \$	1,11 \$	1,12 \$
– dilué	1,36	1,25	1,47	1,01	1,23	1,05	1,10	1,10
Bénéfice net (perte nette) par secteur lié aux activités poursuivies								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 120 \$	1 034 \$	1 102 \$	940 \$	1 012 \$	947 \$	882 \$	924 \$
Gestion de patrimoine	233	207	156	212	188	179	192	227
Assurances	164	194	179	151	190	200	141	123
Services aux investisseurs et trésorerie	80	72	51	(121)	83	40	53	70
Marchés des Capitaux	464	410	429	371	371	125	230	353
Services de soutien généraux	9	(6)	323	10	32	118	185	(15)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 563 \$	1 876 \$	1 609 \$	1 683 \$	1 682 \$
Total du bénéfice net	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 533 \$	1 855 \$	1 571 \$	1 294 \$	1 631 \$
Taux d'imposition effectif	26,2 %	24,0 %	16,2 %	24,8 %	22,6 %	20,3 %	19,0 %	22,3 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	1,005 \$	1,011 \$	0,982 \$	1,008 \$	0,987 \$	0,992 \$	1,039 \$	1,039 \$

Éléments importants ayant eu une incidence sur nos résultats

- Pour le troisième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions de dollars et d'un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) au titre du remboursement d'impôts payés, lequel découle du règlement de plusieurs questions fiscales intervenu avec l'Agence du revenu du Canada.
- Pour le troisième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte d'un ajustement de 125 millions de dollars (92 millions après impôt) lié à la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires.
- Pour le deuxième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte d'une perte de 212 millions de dollars (202 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. Les résultats du troisième trimestre de 2012 tiennent compte d'une perte supplémentaire de 12 millions de dollars (11 millions après impôt) liée à l'acquisition.
- Pour le troisième trimestre de 2011, nos résultats tiennent compte d'une perte nette liée aux activités abandonnées de 389 millions de dollars, qui a trait principalement à nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis et qui se compose d'une perte à la vente de ces services de 310 millions et d'une perte opérationnelle nette de 79 millions. La vente a été conclue le 2 mars 2012.

Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats pour la période.

Analyse des tendances

Les économies canadienne et américaine ont continué d'afficher une croissance modérée pour la plus grande partie de la période. L'économie américaine a subi une légère contraction au quatrième trimestre civil de 2012, ce qui reflète principalement les préoccupations concernant les perspectives fiscales aux États-Unis. Les conditions sur les marchés financiers sont demeurées incertaines au cours de la période, en raison des préoccupations continues concernant l'endettement d'États souverains en Europe et de la lente reprise de l'économie mondiale, bien que les marchés aient repris de la vigueur ce trimestre.

Nous avons affiché de solides résultats au cours de la période, particulièrement au cours des trois derniers trimestres, qui reflètent essentiellement la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et les solides résultats du secteur Marchés des Capitaux. Les résultats du secteur Gestion de patrimoine ont fluctué au cours de la période, en raison de l'incertitude ressentie par les investisseurs; l'amélioration du bénéfice ce trimestre découle de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, des volumes de transactions à la hausse et des honoraires liés au rendement semestriels.

Les revenus ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours des huit derniers trimestres. Les revenus tirés des activités de négociation ont fluctué au cours de la période, et de solides résultats ont été enregistrés au cours des cinq derniers trimestres. Les revenus au cours de la période ont été touchés de façon favorable par la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, par la croissance de nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, et par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ont contribué aux fluctuations de revenus. Le revenu net d'intérêt a, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison

principalement de la solide croissance des volumes liés à la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens, mais il a été touché de façon défavorable par la compression des écarts liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine, laquelle découle du maintien de faibles taux d'intérêt et de la concurrence au chapitre des taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est de façon générale demeurée stable au cours de la période, résultat qui reflète la stabilisation de la qualité des actifs de notre portefeuille de prêts de détail au Canada, facteur neutralisé par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles, laquelle découle de la faiblesse de la conjoncture économique dans la région, et par les dotations ayant trait à quelques comptes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux au cours des trois derniers trimestres.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles. Au cours de la période, la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance a affiché des variations qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi été touchés par la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes, par les ajustements apportés aux provisions techniques et par la diminution générale des coûts liés aux sinistres.

Les frais autres que d'intérêt ont affiché de façon générale une tendance à la hausse, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités ainsi que de l'augmentation générale de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux et de l'accroissement des revenus du secteur Gestion de patrimoine. Le taux de croissance des frais autres que d'intérêt a de façon générale été touché de façon favorable par notre programme de gestion des coûts au cours de la période.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice présenté dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et divers ajustements fiscaux. La réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi au cours de la période a eu une incidence favorable sur notre taux d'imposition effectif. L'augmentation du taux d'imposition effectif ce trimestre reflète principalement la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé.

Résultats par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos											
	le 31 janvier 2013				le 31 octobre 2012				le 31 janvier 2012			
	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total	Canada	É.-U.	Autres pays	Total
Total des revenus	4 860 \$	1 543 \$	1 507 \$	7 910 \$	4 897 \$	1 300 \$	1 321 \$	7 518 \$	5 185 \$	1 096 \$	1 293 \$	7 574 \$
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 541 \$	343 \$	186 \$	2 070 \$	1 475 \$	232 \$	204 \$	1 911 \$	1 493 \$	174 \$	209 \$	1 876 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(21)	–	(21)
Total du bénéfice net	1 541 \$	343 \$	186 \$	2 070 \$	1 475 \$	232 \$	204 \$	1 911 \$	1 493 \$	153 \$	209 \$	1 855 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails, se reporter à la note 30 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 48 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, à l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine, ainsi qu'à la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, par la réduction du revenu de placement découlant de la comptabilisation, à l'exercice précédent, de profits nets sur placements dans le secteur Assurances, par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, ainsi que par la compression des écarts liés à nos prêts de détail.

Le bénéfice net aux États-Unis a progressé de 190 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement à la forte croissance des activités de prêt et de syndication de prêts, à l'accroissement de nos activités de montage de prêts et de titres de participation, et à nos activités de fusion et d'acquisition. Les résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe incluaient des profits sur les contrats à valeur stable visant des polices d'assurance détenues par des banques, des pertes à cet égard ayant été comptabilisées à l'exercice précédent. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et aux volumes de transactions à la hausse du secteur Gestion de patrimoine, qui reflètent l'amélioration des conditions du marché.

Le bénéfice net dans les autres pays a diminué de 23 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison en grande partie de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui a trait à deux comptes, comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles dans les Antilles. La diminution est aussi imputable à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités du secteur Gestion de patrimoine, aux résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et à la réduction du bénéfice tiré des contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, les résultats de l'exercice précédent tenant compte d'un nouveau contrat. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des honoraires liés au rendement du secteur Gestion de patrimoine, par des profits à la cession de nos actions de la LME, et par l'accroissement de nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement découlant de l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition et des activités de syndication de prêts.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 66 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de la baisse saisonnière des coûts de marketing du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation s'explique également par la forte croissance des activités de fusion et d'acquisition reflétant le plus grand nombre de mandats obtenus pour les Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 111 millions de dollars, ou 48 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe reflétant l'accroissement des activités des clients et les conditions de marché favorables, ainsi que de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux. La forte croissance de nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement reflétant l'accroissement des activités de syndication de prêts et des activités de fusion et d'acquisition a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de montage de titres de participation du secteur Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays a diminué de 18 millions de dollars, ou 9 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui a trait à deux comptes, comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. La diminution est aussi imputable à une variation favorable des ajustements des provisions techniques comptabilisée dans le secteur Assurances, laquelle reflète les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses au cours du trimestre précédent. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par l'augmentation des honoraires liés au rendement semestriels comptabilisés dans le secteur Gestion de patrimoine, par les résultats à la hausse tirés des activités de négociation et par le profit à la cession de nos actions de la LME.

Situation financière

Bilans résumés (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
Actif			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	13 741 \$	12 617 \$	12 005 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 499	10 255	5 844
Valeurs mobilières	169 225	161 611	165 186
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	121 333	112 257	96 212
Prêts			
Prêts de détail	302 193	301 185	287 164
Prêts de gros	80 745	79 056	68 739
Provision pour pertes sur prêts	(1 954)	(1 997)	(1 965)
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	406	383	343
Autres – Dérivés	87 243	91 293	103 341
– Actifs liés aux activités abandonnées	–	–	26 324
– Autres	56 154	58 440	51 823
Total de l'actif	837 585 \$	825 100 \$	815 016 \$
Passif			
Dépôts	514 661 \$	508 219 \$	489 827 \$
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	406	383	343
Autres – Dérivés	92 262	96 761	106 763
– Passifs liés aux activités abandonnées	–	–	19 488
– Autres	172 839	165 194	146 221
Déventures subordonnées	9 441	7 615	8 744
Titres de fiducie de capital	900	900	900
Total du passif	790 509	779 072	772 286
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	45 312	44 267	40 972
Participations ne donnant pas le contrôle	1 764	1 761	1 758
Total des capitaux propres	47 076	46 028	42 730
Total du passif et des capitaux propres	837 585 \$	825 100 \$	815 016 \$

(1) L'actif et le passif exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens.

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le total de l'actif a augmenté de 23 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques se sont accrues de 3 milliards de dollars, ou 45 %, résultat qui reflète essentiellement la croissance des dépôts des entreprises.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 4 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des titres d'emprunt de gouvernements et de certaines positions liées aux activités de négociation de titres à l'appui des activités du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une réduction des instruments d'emprunt de sociétés.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 25 milliards de dollars, ou 26 %, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation des activités des clients et à la croissance des activités du secteur Marchés des Capitaux.

Les prêts ont augmenté de 27 milliards de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada et de la croissance des prêts de gros.

Les actifs dérivés ont diminué de 16 milliards de dollars, ou 16 %, résultat qui s'explique en grande partie par la diminution de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt.

Le total du passif s'est accru de 18 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts ont augmenté de 25 milliards de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète principalement l'accroissement des dépôts des entreprises et de la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des dépôts à terme fixe imputable à l'utilisation des dépôts des entreprises à des fins de financement interne.

Les passifs dérivés ont diminué de 15 milliards de dollars, ou 14 %, résultat qui est principalement attribuable à la diminution de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt.

Les autres passifs se sont accrues de 27 milliards de dollars, ou 18 %, résultat qui découle essentiellement de l'augmentation des obligations liées à des titres vendus à découvert à l'appui des activités et de l'augmentation des conventions de rachat relative à l'accroissement des exigences en matière de financement, principalement dans le secteur Marchés des Capitaux.

Le total des capitaux propres a augmenté de 4 milliards de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le total de l'actif a augmenté de 12 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation des biens acquis en vertu de conventions de revente ainsi que de l'accroissement des titres d'emprunt de gouvernements et de certaines positions liées aux activités de négociation de titres à l'appui des activités, facteurs contrebalancés en partie par la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt.

Le total du passif a augmenté de 11 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation des obligations liées à des titres vendus à découvert et à la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces transactions comprennent les transactions avec des entités ad hoc et peuvent comprendre l'émission de garanties, et elles entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements est présentée aux pages 48 à 51 de notre rapport annuel 2012.

Nous avons recours à des entités ad hoc pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

La majorité de nos transactions de titrisation, y compris nos créances sur cartes de crédit et nos prêts hypothécaires résidentiels titrisés dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH), sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Pour des détails sur nos transactions, se reporter aux notes 7 et 8 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

Nous n'avons pas titrisé de prêts hypothécaires résidentiels dans le cadre du programme d'habitation sociale du Canada, de prêts hypothécaires commerciaux ni de certificats de participation liés à des obligations au cours du trimestre.

Participations dans des entités ad hoc non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités ad hoc, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits d'investissement et d'autres types de financement structuré. Le tableau suivant fournit des renseignements sur les entités ad hoc dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives, mais que nous n'avons pas consolidées.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 janvier 2013		31 octobre 2012		31 janvier 2012	
	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)
Entités ad hoc non consolidées						
Conduits multicédants (2)	28 052 \$	28 470 \$	29 582 \$	30 029 \$	25 623 \$	25 992 \$
Entités ad hoc de financement structuré	4 569	1 768	4 840	1 663	5 288	1 541
Fonds de placement	1 534	1 028	1 584	1 082	1 196	1 023
Entités ad hoc de création de produits de crédit	827	162	146	17	240	16
Entités de titrisation de tiers	6 760	1 167	5 429	1 266	3 683	786
Autres	418	107	368	103	376	125
	42 160 \$	32 702 \$	41 949 \$	34 160 \$	36 406 \$	29 483 \$

(1) Le risque de perte maximal découlant des participations financières significatives détenues dans ces entités ad hoc est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit, et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.

(2) Représente les conduits multicédants que nous gérons.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques pris en charge dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessaire, entre autres, l'examen des données concernant le rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos cotes à chaque trimestre et nous confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle cote sur une base annuelle. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Une tranche d'environ 81 % des actifs dans des entités ad hoc non consolidées dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives est assortie d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 81 % au trimestre précédent et à 84 % à l'exercice précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent tient principalement à nos placements dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers, dont les actifs sous-jacents ne sont pas évalués individuellement. Dans le cas des conduits multicédants, 99 % des actifs sont assortis d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, soit un résultat conforme à celui du trimestre précédent et de l'exercice précédent. Toutes les transactions financées par les conduits multicédants non consolidés sont assorties d'une note attribuée sur une base interne au moyen d'un système qui est, dans l'ensemble, conforme aux systèmes utilisés par les agences de notation externes.

Les actifs dans les entités ad hoc non consolidées au 31 janvier 2013 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,8 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients.

Au 31 janvier 2013, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a diminué de 1,6 milliard de dollars, ou 5 %, et les rehaussements de crédit partiels ont diminué de 54 millions par rapport au trimestre précédent. La diminution de ces facilités fournies aux conduits multicédants par rapport au trimestre précédent reflète en grande partie l'extinction de plusieurs transactions au cours du trimestre. La valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a augmenté de 2,5 milliards de dollars, ou 9 %, et les rehaussements de crédit partiels ont augmenté de 187 millions par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation de ces facilités par rapport à l'exercice précédent reflète l'augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants visant à soutenir les besoins de nos clients en matière de titrisation. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités a diminué de 118 millions de dollars par rapport au trimestre précédent et de 146 millions par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des remboursements de capital.

Notre risque global a diminué de 1,6 milliard de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète l'extinction de plusieurs transactions. L'augmentation de 2,5 milliards de dollars, ou 10 %, du risque global par rapport à l'exercice précédent découle de l'amélioration des conditions commerciales, laquelle a donné lieu à une augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants. Le total de l'actif des conduits multicédants a diminué de 1,5 milliard de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui a trait principalement aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts à la consommation. Le total de l'actif a augmenté de 2,4 milliards de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui a trait principalement aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts-auto et crédit-bail automobile.

Au 31 janvier 2013, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 17,5 milliards de dollars, en hausse de 376 millions, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent et de 709 millions, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent reflète principalement le plus grand recours au papier commercial par les clients. Une tranche de 75 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une cote parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA et la tranche restante du papier commercial a obtenu une cote se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation, comparativement à 71 % au trimestre précédent et à 66 % à l'exercice précédent.

Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. La juste valeur de nos placements au 31 janvier 2013 s'élevait à 5 millions de dollars, soit une baisse de 21 millions par rapport au trimestre précédent et un résultat analogue à celui de l'exercice précédent. La diminution des placements par rapport au trimestre précédent reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Entités ad hoc de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères d'entités qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Au 31 janvier 2013, le total des actifs des fiducies de titres à enchères non consolidées dans lesquelles nous avons des placements significatifs s'établissait à 3,1 milliards de dollars (3,9 milliards au 31 octobre 2012; 4,9 milliards au 31 janvier 2012). Le risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 750 millions de dollars au 31 janvier 2013 (1,1 milliard au 31 octobre 2012; 1,3 milliard au 31 janvier 2012). La diminution du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport aux périodes précédentes tient principalement à la restructuration d'une fiducie importante et à la vente subséquente des placements liés aux titres au cours du trimestre. Au 31 janvier 2013, environ 86 % de ces placements présentaient une note AA ou supérieure.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales dans lesquels nous détenons des participations significatives mais que nous ne consolidons pas puisque les certificats résiduels sont détenus par des tiers. Au 31 janvier 2013, le total de l'actif de ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 1,5 milliard de dollars (856 millions au 31 octobre 2012; 398 millions au 31 janvier 2012), et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés était de 1 milliard (552 millions au 31 octobre 2012; 235 millions au 31 janvier 2012). L'augmentation du total de l'actif de ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés provient en grande partie de l'augmentation par nos investisseurs de leur exposition aux placements financés par emprunt en se servant de notre programme d'obligations encaissables par anticipation et de l'augmentation de nos limites concernant le financement d'obligations encaissables par anticipation.

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds référencés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés, lesquels sont également gérés par des tiers. Notre risque total au 31 janvier 2013, qui vise principalement nos placements dans les fonds référencés, a diminué de 54 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison d'une réduction des positions et des transactions liées aux dérivés; il a augmenté de 5 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une augmentation des positions et des transactions liées aux dérivés. Le total de l'actif détenu dans des fonds référencés non consolidés, au 31 janvier 2013, a diminué de 50 millions de dollars par rapport au trimestre précédent en raison du rendement négatif des fonds référencés et des rachats de capitaux effectués par RBC et par des tiers investisseurs dans les fonds; il a augmenté de 338 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de certains fonds référencés non consolidés qui ont acquis une plus grande participation dans des fonds de placement sous-jacents, ce qui a eu comme effet d'augmenter de façon importante notre participation financière.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations significatives dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités ad hoc. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités ad hoc un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Le total de l'actif de ces fonds a augmenté de 1,3 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent et de 3,1 milliards par rapport à l'exercice précédent, résultats attribuables essentiellement aux nouveaux placements effectués. Le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés a diminué de 99 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison de la nature amortissable de ces transactions et des fluctuations des taux de change; il a augmenté de 381 millions par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement aux nouveaux placements effectués au cours de l'exercice.

Entités ad hoc de création de produits de crédit et autres structures

Nous avons recours à des entités ad hoc dans le but de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux exigences précises des investisseurs, et nous créons des fonds liés aux crédits d'impôt. Pour plus de détails sur ces entités ad hoc, se reporter à la note 8 des états financiers consolidés annuels de 2012.

Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'est établi à 215 milliards de dollars au 31 janvier 2013, comparativement à 204 milliards à l'exercice précédent. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent tient principalement à l'augmentation des autres engagements de crédit et des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement, à la note 11 des états financiers résumés ainsi qu'à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

Gestion du risque**Risque de crédit****Risque de crédit (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par portefeuille et par secteur, montant brut**

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 octobre 2012
	31 janvier 2013						
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres		Risque total (2)	
En cours	Engagements inutilisés	Autres		Dérivés (1)		Risque total (2)	
Prêts hypothécaires résidentiels	199 375 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	199 375 \$	198 324 \$
Prêts aux particuliers	86 709	72 020	59	–	–	158 788	157 010
Prêts sur cartes de crédit	13 573	20 015	–	–	–	33 588	31 697
Prêts aux petites entreprises (3)	2 536	3 825	39	–	–	6 400	6 476
Prêts de détail	302 193 \$	95 860 \$	98 \$	– \$	– \$	398 151 \$	393 507 \$
Prêts aux entreprises (3)							
Exploitations agricoles	5 272 \$	548 \$	27 \$	– \$	28 \$	5 875 \$	5 919 \$
Industrie automobile	3 799	3 121	230	–	358	7 508	7 590
Biens de consommation	5 631	3 744	459	–	272	10 106	9 633
Énergie	8 744	17 390	2 818	10	1 812	30 774	30 420
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	3 134	7 397	13 250	141 588	12 939	178 308	152 974
Industrie forestière	985	406	96	–	10	1 497	1 317
Produits industriels	3 882	3 685	332	–	209	8 108	7 154
Mines et métaux	1 009	2 757	681	30	120	4 597	4 480
Secteur immobilier et secteurs connexes	21 877	5 014	1 363	–	364	28 618	26 884
Technologie et médias	4 286	5 329	411	1	523	10 550	9 728
Transport et environnement	5 299	2 916	1 255	–	666	10 136	9 781
Autres	20 991	8 714	8 696	25 203	18 395	81 999	66 683
Organismes souverains (3), (4)	4 197	4 795	36 110	29 879	8 127	83 108	73 456
Banques (3)	951	295	67 861	91 824	23 316	184 247	175 306
Prêts de gros	90 057 \$	66 111 \$	133 589 \$	288 535 \$	67 139 \$	645 431 \$	581 325 \$
Risque total	392 250 \$	161 971 \$	133 687 \$	288 535 \$	67 139 \$	1 043 582 \$	974 832 \$

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation. Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(2) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables de la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III (31 janvier 2013) et par l'accord de Bâle II (31 octobre 2012) sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Se reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2012 pour obtenir la définition de ces termes.

(4) Le poste Organismes souverains a été retraité pour tenir compte des dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient pas inclus dans notre risque auparavant.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a augmenté de 69 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la hausse enregistrée relativement aux transactions de mise en pension de titres et aux dérivés.

Les risques liés aux prêts de détail ont augmenté de 5 milliards de dollars, ou 1 %, résultat qui tient en grande partie aux engagements inutilisés relatifs aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, ainsi qu'à la croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels au Canada. Le recours à des garanties et à des biens donnés en garantie fait partie intégrante de notre processus d'atténuation des risques liés à notre portefeuille de prêts de détail. Les prêts aux particuliers garantis représentaient 55 % de notre portefeuille de prêts aux particuliers au 31 janvier 2013, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros s'est accru de 64 milliards de dollars, ou 11 %, en raison principalement de l'augmentation des transactions de mise en pension de titres et des dérivés. L'augmentation des transactions de mise en pension de titres découle principalement de l'accroissement des activités des clients. L'augmentation des dérivés s'explique par la mise en œuvre de l'accord de Bâle III, qui prévoit l'utilisation des risques liés aux dérivés négociés en Bourse et aux dérivés auprès de contreparties de compensation centrales dans le calcul du risque total. Les prêts et les acceptations de gros en cours se sont accrus de 2 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui a trait principalement au secteur Immobilier et secteurs connexes. Les engagements inutilisés ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 4 %, résultat qui a trait en grande partie au secteur Produits industriels. Le taux d'utilisation des prêts s'est établi à 37 %, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent.

Risque de crédit brut (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par région

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 octobre 2012
	31 janvier 2013						
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres			
En cours	Engagements inutilisés	Autres	Dérivés (1)	Risque total (2)	Risque total (2)	Risque total (2)	
Canada	349 253 \$	121 744 \$	62 971 \$	81 526 \$	25 792 \$	641 286 \$	611 690 \$
États-Unis	20 386	30 139	19 177	110 691	9 710	190 103	169 692
Europe (3)	10 921	7 790	37 081	72 498	25 716	154 006	143 011
Autres pays	11 690	2 298	14 458	23 820	5 921	58 187	50 439
Risque total (4)	392 250 \$	161 971 \$	133 687 \$	288 535 \$	67 139 \$	1 043 582 \$	974 832 \$

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation. Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.

(2) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III (31 janvier 2013) et par l'accord de Bâle II (31 octobre 2012) sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accès à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Le poste Europe a été retraité pour tenir compte des dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient pas inclus dans notre risque auparavant.

(4) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

La composition géographique du risque de crédit brut auquel nous sommes exposés n'a pas varié de façon importante par rapport au trimestre précédent au Canada, aux États-Unis, en Europe et dans les autres pays, les pourcentages enregistrés correspondant à 61 %, à 18 %, à 15 % et à 6 %, respectivement, du risque auquel nous sommes exposés. L'augmentation de 69 milliards de dollars de notre risque de crédit brut reflète la hausse des risques chiffrée à 30 milliards au Canada, à 20 milliards aux États-Unis, à 11 milliards en Europe et à 8 milliards dans les autres pays. L'augmentation enregistrée au Canada reflète essentiellement l'accroissement des dérivés. L'augmentation enregistrée aux États-Unis et en Europe découle principalement des transactions de mise en pension de titres.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette

En juin 2012, le BSIF a publié une nouvelle ligne directrice intitulée *Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels*, qui a pour objectif de favoriser la transparence et la présentation accrue d'informations détaillées qui permettent la comparabilité au sein du secteur bancaire et qui entre en vigueur au premier trimestre de 2013.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau suivant présente la répartition par région géographique :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au					
	31 janvier 2013					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (2)	Non assurés	Total	Total	Total	Total
Secteur géographique (3)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	5 992 \$	61 %	3 798 \$	39 %	9 790 \$	1 945 \$
Québec	11 342	56	8 822	44	20 164	3 937
Ontario	32 635	36	59 130	64	91 765	16 608
Provinces des Prairies	22 226	58	16 304	42	38 530	10 658
Colombie-Britannique et territoires	15 114	44	19 481	56	34 595	10 300
Total – Canada (4)	87 309 \$	45 %	107 535 \$	55 %	194 844 \$	43 448 \$
États-Unis	5	2	291	98	296	143
Autres pays	11	–	2 494	100	2 505	1 525
Total – autres pays	16 \$	1 %	2 785 \$	99 %	2 801 \$	1 668 \$
Total	87 325 \$	44 %	110 320 \$	56 %	197 645 \$	45 116 \$
Total – 31 octobre 2012	82 104 \$	42 %	114 393 \$	58 %	196 497 \$	45 073 \$

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent des titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 1 730 millions de dollars (1 827 millions au 31 octobre 2012).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; les provinces des Prairies comprennent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Le solde total des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 195 milliards de dollars comprend des prêts hypothécaires résidentiels de 175 milliards et des prêts hypothécaires commerciaux de 5 milliards dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de 15 milliards dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 janvier 2013, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 43 milliards de dollars (44 milliards au 31 octobre 2012) de ce portefeuille. Plus de 97 % de ces marges de crédit (97 % au 31 octobre 2012) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et une tranche de moins de 8 % (7 % au 31 octobre 2012) des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau suivant présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les diverses périodes d'amortissement :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au							
	31 janvier 2013						31 octobre 2012	
	Canada		États-Unis et autres pays		Total		Total	
Période d'amortissement								
25 ans ou moins	109 127 \$	56 %	2 676 \$	96 %	111 803 \$	57 %	110 285 \$	56 %
Plus de 25 ans à 30 ans	41 402	21	125	4	41 527	21	39 827	20
Plus de 30 ans à 35 ans	32 478	17	–	–	32 478	16	33 661	17
Plus de 35 ans à 40 ans	11 731	6	–	–	11 731	6	12 618	7
Plus de 40 ans	106	–	–	–	106	–	106	–
Total	194 844 \$	100 %	2 801 \$	100 %	197 645 \$	100 %	196 497 \$	100 %

Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau suivant présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires traditionnels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique :

	Pour le trimestre clos	
	le 31 janvier 2013	
	Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Secteur géographique (3)		
Provinces de l'Atlantique	73 %	71 %
Québec	72	69
Ontario	71	67
Provinces des Prairies	72	69
Colombie-Britannique et territoires	68	62
États-Unis	71	65
Autres pays	80	59
Moyenne (4)	71 %	67 %

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.
- (2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.
- (3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; les provinces des Prairies comprennent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (4) Le ratio valeur-prêt moyen des prêts hypothécaires résidentiels non assurés et des produits de la gamme Marge Proprio de notre secteur Services bancaires canadiens s'est établi à 70 % et à 71 %, respectivement, pour le trimestre clos le 31 octobre 2012.

Bien que le tableau ci-dessus présente les ratios prêt-valeur concernant les prêts montés au cours du trimestre considéré, le ratio prêt-valeur des soldes en cours des prêts hypothécaires résidentiels non assurés de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, y compris les produits de la gamme Marge Proprio, s'est établi à 47 % au 31 janvier 2013. Ce calcul est ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur un indice provincial du prix du logement. Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers. Ces simulations démontrent que la grande majorité des clients auxquels nous avons consenti un prêt hypothécaire résidentiel ou un produit de la gamme Marge Proprio sont en mesure de verser des paiements supplémentaires si un choc se répercute sur l'un des paramètres mentionnés ci-dessus.

Risque lié à l'Europe

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 octobre 2012
	31 janvier 2013							
	Prêts et acceptations		Autres			Risque total lié à l'Europe		
En cours	Engagements inutilisés (1)	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés (3)		Risque total lié à l'Europe	
Risque brut lié à l'Europe (4)	10 921 \$	7 790 \$	19 104 \$	17 977 \$	72 498 \$	25 716 \$	154 006 \$	143 011 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	–	–	–	–	70 413	–	70 413	63 887
Montant additionnel au titre du risque de crédit éventuel	–	–	–	–	–	16 047	16 047	10 536
Engagements inutilisés	–	7 790	–	17 977	–	–	25 767	27 781
Risque de crédit brut lié à l'Europe – en cours (5)	10 921 \$	– \$	19 104 \$	– \$	2 085 \$	9 669 \$	41 779 \$	40 807 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	–	–	–	–	–	6 789	6 789	6 495
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	–	–	13 179	–	–	–	13 179	11 742
Risque net lié à l'Europe (6)	10 921 \$	– \$	32 283 \$	– \$	2 085 \$	2 880 \$	48 169 \$	46 054 \$

- (1) Se compose d'engagements inutilisés de 5,6 milliards de dollars à des entreprises, de 1,8 milliard à des institutions financières et de 0,4 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 3,3 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 1,7 milliard en France, de 0,6 milliard en Allemagne, de 215 millions en Irlande et de 116 millions en Espagne, la tranche résiduelle de 1,9 milliard ayant trait aux autres pays européens. Plus de 87 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une note de première qualité.
- (2) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 13,2 milliards de dollars (11,7 milliards au 31 octobre 2012), des dépôts de 12,3 milliards (12,5 milliards au 31 octobre 2012) et des titres disponibles à la vente de 6,8 milliards (6,8 milliards au 31 octobre 2012).
- (3) Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.
- (4) Le poste Risque brut lié à l'Europe a été retraité pour tenir compte des dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient pas inclus dans notre risque auparavant.
- (5) Selon notre interprétation des risques liés aux engagements capitalisés bruts présentés par certaines banques américaines, qui ne tiennent pas compte des engagements inutilisés, du montant au titre du risque de crédit éventuel et des biens donnés en garantie.
- (6) Exclut un risque de 1,1 milliard de dollars (0,6 milliard au 31 octobre 2012) lié aux organismes supranationaux et un risque de 2,2 milliards (1,9 milliard au 31 octobre 2012) lié aux produits de réassurance crédit.

Comme il est fait mention ci-dessus, le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III (31 janvier 2013) et dans l'accord de Bâle II (31 octobre 2012). En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque. Conformément à cette définition, le total du risque de crédit lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 154 milliards de dollars au 31 janvier 2013. Le risque de crédit brut lié à l'Europe en cours se chiffrait à 42 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres de 70 milliards, des lettres de crédit et des garanties, et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 26 milliards ainsi que du montant de 16 milliards lié au risque de crédit éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 48 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 7 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 13 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 0,3 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

Risque net lié à l'Europe

(en millions de dollars canadiens)	Au					31 octobre 2012
	31 janvier 2013					
	Prêts en cours	Valeurs mobilières (1)	Mise en pension de titres	Dérivés (2)	Total	
Royaume-Uni (3)	6 894 \$	6 510 \$	1 780 \$	1 525 \$	16 709 \$	14 887 \$
Allemagne	400	6 632	38	366	7 436	6 815
France	481	3 599	82	196	4 358	3 786
Total – Royaume-Uni, Allemagne et France	7 775 \$	16 741 \$	1 900 \$	2 087 \$	28 503 \$	25 488 \$
Grèce	– \$	11 \$	– \$	– \$	11 \$	14 \$
Irlande	58	50	6	82	196	498
Italie	42	37	–	17	96	157
Portugal	–	3	–	–	3	1
Espagne	430	333	10	21	794	803
Total – pays périphériques (4)	530 \$	434 \$	16 \$	120 \$	1 100 \$	1 473 \$
Luxembourg	654 \$	6 143 \$	– \$	67 \$	6 864 \$	6 900 \$
Pays-Bas	99	2 695	4	224	3 022	3 283
Norvège	353	1 505	–	28	1 886	1 632
Suède	–	1 618	56	42	1 716	1 371
Suisse	735	1 597	105	41	2 478	3 233
Autres	775	1 550	4	271	2 600	2 674
Total – autres pays d'Europe	2 616 \$	15 108 \$	169 \$	673 \$	18 566 \$	19 093 \$
Total du risque lié à l'Europe (5),(6)	10 921 \$	32 283 \$	2 085 \$	2 880 \$	48 169 \$	46 054 \$

- (1) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 13,2 milliards de dollars (11,7 milliards au 31 octobre 2012), des dépôts de 12,3 milliards (12,5 milliards au 31 octobre 2012) et des titres disponibles à la vente de 6,8 milliards (6,8 milliards au 31 octobre 2012).
- (2) Le risque de crédit lié aux dérivés est mesuré à la juste valeur.
- (3) Le poste Royaume-Uni a été retraité pour tenir compte des dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient pas inclus dans notre risque auparavant.
- (4) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe est de néant pour la Grèce (néant au 31 octobre 2012), de 2,5 milliards pour l'Irlande (3,8 milliards au 31 octobre 2012), de 0,2 milliard pour l'Italie (0,2 milliard au 31 octobre 2012), de 0,1 milliard pour le Portugal (0,1 milliard au 31 octobre 2012) et de 1,5 milliard pour l'Espagne (1,1 milliard au 31 octobre 2012).
- (5) Exclut un risque de 1,1 milliard de dollars (0,6 milliard au 31 octobre 2012) lié aux organismes supranationaux.
- (6) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le risque de crédit net lié à l'Europe a augmenté de 2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation du volume de titres détenus à des fins de transaction, qui reflète une intensification des activités commerciales.

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, y compris la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible et le risque de crédit total s'élevait à 1,1 milliard de dollars au 31 janvier 2013, comparativement à 1,5 milliard au trimestre précédent. Ce risque concerne principalement des titres de première qualité. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et aux services aux investisseurs; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européens. Nous menons également des activités de courtier principal dans un certain nombre de pays, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de titres d'emprunt gouvernementaux, et nous exerçons des activités de teneur de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux autres pays européens sont principalement liés aux valeurs mobilières, qui comprennent les titres détenus à des fins de transaction, les dépôts et les titres disponibles à la vente.

Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 13 milliards de dollars, des dépôts de 12 milliards et des titres disponibles à la vente de 7 milliards. Les titres détenus à des fins de transaction sont liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Tous nos titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur de marché sur une base quotidienne. Les dépôts comprenaient principalement les dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Les titres disponibles à la vente se composent principalement de créances d'entités gouvernementales de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de titres d'emprunt de sociétés. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts s'inscrivent dans la foulée de l'approche prudente adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Nous avons comptabilisé des pertes sur créances de 115 millions de dollars au titre de ce portefeuille ce trimestre, qui ont trait principalement à deux comptes. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts s'est établi à 0,64 %.

Risque net lié à l'Europe par type de client

(en millions de dollars canadiens)	Au												
	31 janvier 2013												31 octobre 2012
	R.-U.	Allemagne	France	Total R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total pays périphériques	Autres pays d'Europe	Total Europe	Total Europe
Institutions financières	5 169 \$	5 231 \$	2 192 \$	12 592 \$	– \$	97 \$	40 \$	2 \$	112 \$	251 \$	9 386 \$	22 229 \$	21 944 \$
Organismes souverains (1)	5 251	1 380	1 418	8 049	–	13	4	–	264	281	6 305	14 635	12 661
Grandes entreprises	6 289	825	748	7 862	11	86	52	1	418	568	2 875	11 305	11 449
Total (2)	16 709 \$	7 436 \$	4 358 \$	28 503 \$	11 \$	196 \$	96 \$	3 \$	794 \$	1 100 \$	18 566 \$	48 169 \$	46 054 \$

- (1) Le poste Organismes souverains a été retraité pour tenir compte des dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient pas inclus dans notre risque auparavant.
- (2) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	241 \$	298 \$	251 \$
Marchés des Capitaux	109	63	17
Services de soutien généraux et autres (1)	(1)	1	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	349	362	267
Canada (2)			
Prêts hypothécaires résidentiels	4 \$	10 \$	11 \$
Prêts aux particuliers	93	106	107
Prêts sur cartes de crédit	88	87	104
Prêts aux petites entreprises	8	11	8
Prêts de détail	193	214	230
Prêts de gros	14	122	10
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	207	336	240
États-Unis (2)			
Prêts de détail	2 \$	1 \$	– \$
Prêts de gros	(1)	(3)	(2)
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	1	(2)	(2)
Autres pays (2)			
Prêts de détail	17 \$	7 \$	6 \$
Prêts de gros	124	21	24
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	141	28	30
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	349	362	268
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux	–	–	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	349 \$	362 \$	267 \$

- (1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux activités poursuivies relatives aux prêts qui n'ont pas encore été classés à titre de prêts douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2012.
- (2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 82 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 10 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit reflétant l'amélioration de la qualité du crédit. La diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée relativement à nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts hypothécaires résidentiels au Canada a également contribué à la baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 92 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement la hausse des dotations, qui ont trait à deux comptes.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 13 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 57 millions de dollars, ou 19 %, en raison principalement de la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts aux entreprises, de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts de détail au Canada. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles dans les Antilles est demeurée relativement inchangée.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 46 millions de dollars, ou 73 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse des dotations, qui ont trait à deux comptes.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 809 \$	1 820 \$	2 094 \$
Marchés des Capitaux	287	389	193
Services aux investisseurs et trésorerie	2	6	34
Services de soutien généraux et autres	39	35	2
Total du montant brut des prêts douteux	2 137 \$	2 250 \$	2 323 \$
Canada (1)			
Prêts de détail	725 \$	715 \$	828 \$
Prêts de gros	503	641	483
Montant brut des prêts douteux	1 228	1 356	1 311
États-Unis (1)			
Prêts de détail	7 \$	7 \$	6 \$
Prêts de gros	153	162	106
Montant brut des prêts douteux	160	169	112
Autres pays (1)			
Prêts de détail	257 \$	258 \$	263 \$
Prêts de gros	492	467	637
Montant brut des prêts douteux	749	725	900
Total du montant brut des prêts douteux	2 137 \$	2 250 \$	2 323 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 186 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a reculé de 285 millions de dollars, ou 14 %, résultat qui découle principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels dans les Antilles et au Canada.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 94 millions de dollars, ou 49 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés au secteur Technologie et médias.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services aux investisseurs et trésorerie a diminué de 32 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les radiations comptabilisées.

Le montant brut des prêts douteux liés aux prêts de détail au Canada a reculé de 103 millions de dollars, en raison en grande partie du nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels. Le montant brut des prêts douteux liés aux prêts de gros aux États-Unis a augmenté de 47 millions de dollars, en raison principalement de la hausse du nombre de prêts douteux liés aux secteurs Produits industriels et Technologie et médias. Le montant brut des prêts douteux liés aux prêts de gros dans les autres pays a diminué de 145 millions de dollars, résultat qui s'explique essentiellement par le nombre moins élevé de prêts douteux liés au secteur immobilier et secteurs connexes et au secteur Transport et environnement.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 113 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a reculé de 11 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient principalement au nombre moins élevé de prêts douteux liés au secteur Exploitations agricoles au Canada, facteur qui a été neutralisé en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts de détail.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 102 millions de dollars, ou 26 %, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés au secteur Technologie et médias, qui reflète en grande partie les radiations.

Le montant brut des prêts douteux liés aux prêts de gros au Canada a reculé de 138 millions de dollars, en raison en grande partie du nombre moins élevé de prêts douteux liés au secteur Technologie et médias reflétant essentiellement les radiations et les remboursements. Le montant brut des prêts douteux liés aux prêts de gros dans les autres pays a augmenté de 25 millions de dollars, résultat qui tient essentiellement au nombre plus élevé de prêts douteux liés au secteur Technologie et médias.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
Provision pour prêts douteux			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	510 \$	507 \$	498 \$
Marchés des Capitaux	79	126	74
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	33
Services de soutien généraux et autres	3	2	–
Total de la provision pour prêts douteux	594	637	605
Canada (1)			
Prêts de détail	140 \$	142 \$	159 \$
Prêts de gros	163	239	166
Provision pour prêts douteux	303	381	325
États-Unis (1)			
Prêts de détail	2 \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	23	38	20
Provision pour prêts douteux	25	39	21
Autres pays (1)			
Prêts de détail	96 \$	96 \$	81 \$
Prêts de gros	170	121	178
Provision pour prêts douteux	266	217	259
Total de la provision pour prêts douteux	594	637	605
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 451	1 451	1 451
Total de la provision pour pertes sur créances	2 045 \$	2 088 \$	2 056 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 11 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui a principalement trait à la diminution de la provision pour pertes sur créances du secteur Services aux investisseurs et trésorerie, laquelle reflète les radiations et notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels au Canada, facteurs neutralisés en partie par la hausse de la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles dans les Antilles.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 43 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient en grande partie à la baisse de la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux, laquelle reflète principalement les radiations.

Risque de marché

VAR liée à la gestion du risque de marché

Le tableau ci-après illustre la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché concernant toutes les positions qui sont évaluées à la valeur de marché aux fins de la présentation de l'information financière, sauf en ce qui concerne les positions faisant partie d'une relation de couverture désignée et certains autres éléments⁽¹⁾. Avant juin 2012, nous appliquions ces mesures sur une base individuelle aux positions du portefeuille de négociation, ainsi qu'aux positions considérées comme ne faisant pas partie de ce portefeuille⁽²⁾, notamment les ajustements de l'évaluation du crédit, les couvertures de swaps sur défaillance liées au portefeuille de prêts et les risques liés aux passifs évalués à la juste valeur. En juin 2012, nous avons amélioré notre structure de plafonds afin que ces mesures s'appliquent aux deux sources de risque de marché évalué à la juste valeur. Nous avons apporté ce changement afin d'accroître la concordance entre les positions assujetties aux contrôles du risque de marché et celles dont le risque de marché a une incidence directe sur nos revenus. Les principales évaluations du risque de marché (VAR liée à la gestion du risque de marché) présentées dans les tableaux et dans les graphiques ci-dessous tiennent compte de ce changement.

Nous évaluons la VAR en fonction du 99^e centile de l'intervalle de confiance en ce qui a trait aux fluctuations des prix sur une période de détention de un jour, à l'aide d'une simulation historique fondée sur les deux derniers exercices pour lesquels il existe des données de marché historiques à pondération égale. Ces calculs sont révisés quotidiennement en fonction des positions de risque actuelles, sauf en ce qui concerne certaines positions qui sont révisées chaque semaine. La VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché est calculée de la même manière que la VAR liée à la gestion du risque de marché, sauf que les calculs sont basés sur une période historique de volatilité extrême de un an et sur la situation inverse, plutôt que sur les données historiques des deux derniers exercices. La période de tensions utilisée s'échelonne de septembre 2008 à août 2009. La VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché est calculée hebdomadairement pour tous les portefeuilles. Pour plus de détails sur notre démarche aux fins de la gestion du risque de marché lié aux activités de négociation, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2012.

(1) Compte non tenu de certaines positions détenues dans le secteur RBC Assurances.

(2) Le portefeuille de négociation, tel qu'il est défini dans le chapitre 8.5 des Normes de fonds propres du BSIF (janvier 2012).

Le tableau illustre également l'effet de diversification, lequel représente l'écart entre la VAR liée à la gestion du risque de marché et la somme des VAR individuelles liées à la gestion du risque de marché par facteur de risque.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2013				31 octobre 2012		31 janvier 2012	
	Au 31 janvier	Pour le trimestre clos à cette date			Au 31 octobre	Pour le trimestre clos à cette date Moyenne	Au 31 janvier	Pour le trimestre clos à cette date Moyenne
		Moyenne	Haut	Bas				
Actions	7 \$	11 \$	14 \$	7 \$	10 \$	10 \$	9 \$	10 \$
Change	2	2	3	1	2	3	3	4
Marchandises	2	3	4	2	3	3	4	3
Taux d'intérêt	38	41	51	37	50	47	58	53
Risque spécifique de crédit (1)	9	11	12	9	10	10	8	9
Effet de diversification	(20)	(25)	(30)	(20)	(28)	(26)	(22)	(20)
VAR liée à la gestion du risque de marché	38 \$	43	48 \$	38 \$	47 \$	47 \$	60 \$	59 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	73 \$	78 \$	82 \$	73 \$	79 \$	73 \$	74 \$	93 \$

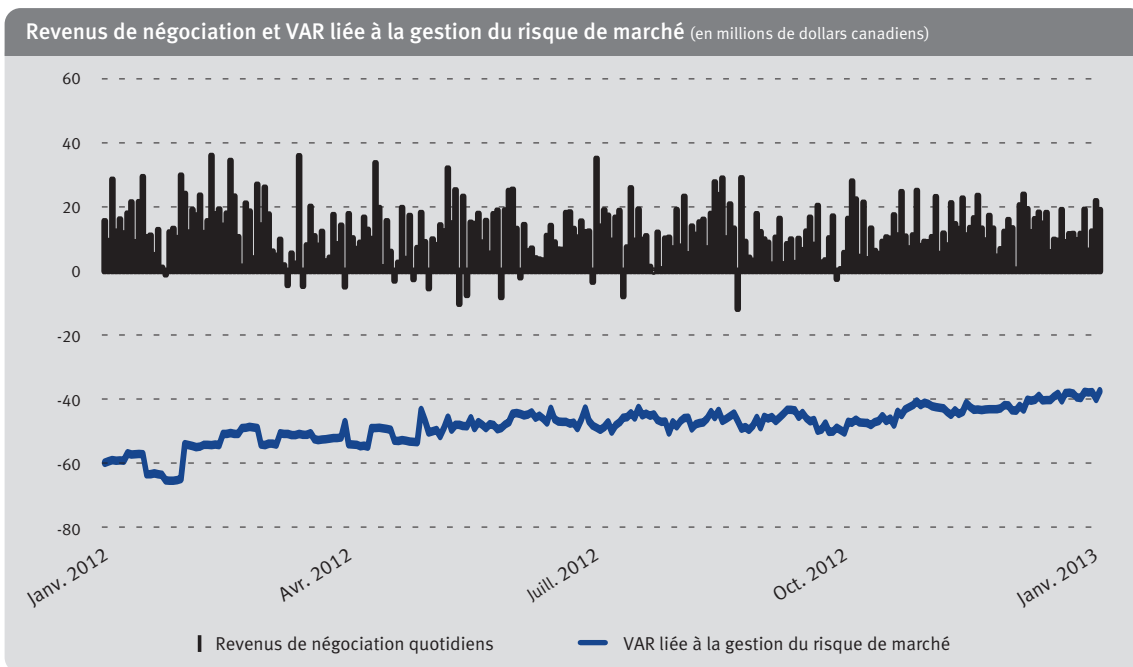
(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée au taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 43 millions de dollars au premier trimestre de 2013, soit un résultat en baisse de 16 millions par rapport à l'exercice précédent. La moyenne de la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché a diminué de 15 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. La diminution de la VAR liée à la gestion du risque de marché et de la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché tient principalement aux activités visant à réduire les risques liés à certains portefeuilles de titres à revenu fixe mises en œuvre au cours du dernier exercice.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 43 millions de dollars au premier trimestre de 2013, soit un résultat en baisse de 4 millions par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est liée à la baisse de la VAR liée au taux d'intérêt pour certains pupitres de négociation. La moyenne de la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 78 millions de dollars, en hausse de 5 millions par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'accroissement du risque lié aux positions de négociation de titres et aux titres adossés à des créances hypothécaires au premier trimestre.



Au cours du trimestre, nous n'avons connu aucune séance marquée par des pertes de négociation nettes. Les revenus de négociation ont augmenté au premier trimestre de 2013, en raison principalement des activités de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis découlant de l'accroissement des activités des clients et des conditions de marché favorables, par rapport au trimestre précédent.

Évaluations du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du premier trimestre de 2013, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif en ce qui a trait au risque lié au revenu net d'intérêt, qui a représenté 3,50 % du revenu net d'intérêt prévu, et au risque lié à la valeur économique des capitaux propres, qui a représenté 3,25 % des capitaux propres.

	31 janvier 2013						31 octobre 2012		31 janvier 2012	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
(en millions de dollars canadiens)										
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b	(462)\$	(2)\$	(464)\$	479 \$	10 \$	489 \$	(497)\$	397 \$	(383)\$	331 \$
diminution des taux de 100 p.b	387	-	387	(346)	-	(346)	405	(322)	351	(173)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Gestion des liquidités et du financement

Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2012. Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Les risques de liquidité et de financement auxquels nous sommes exposés demeurent largement dans les limites de notre goût du risque.

Nous continuons de surveiller et, le cas échéant, de modifier nos politiques, nos pratiques et nos processus aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner en prévision de la mise en œuvre des réformes réglementaires dont l'application est prospective, notamment les normes de liquidités réglementaires de l'accord de Bâle III élaborées par le CBCB et les normes publiées par le BSIF. Les lignes directrices concernant les liquidités élaborées par le CBCB comprennent des exigences minimales liées à deux mesures de réglementation, soit le ratio de couverture des liquidités et le ratio de capitalisation stable net. En janvier 2013, le CBCB a publié ses règles définitives concernant le ratio de couverture des liquidités, ainsi qu'un échéancier aux fins de la mise en application graduelle de ces exigences, lequel prévoit une couverture minimale de 60 % en 2015, qui augmentera de 10 % annuellement pour atteindre 100 % en 2019. Ces changements ont eu une incidence favorable sur notre ratio de couverture des liquidités. Le CBCB poursuivra son examen du ratio de capitalisation stable net et la mise en application des exigences liées à ce ratio devrait entrer en vigueur en 2018.

Évaluation des risques

Nous utilisons divers paramètres et diverses mesures fondés sur des plafonds pour surveiller et contrôler le risque de liquidité en fonction de seuils de tolérance appropriés, de divers horizons et du degré de gravité des périodes de tensions. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes afin d'assurer leur concordance avec notre contexte opérationnel, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues. Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction du risque de liquidité structurel, du risque de liquidité stratégique et du risque de liquidité éventuel (en période de tensions). Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement de notre rapport annuel 2012.

Profil de risque

Au 31 janvier 2013, les dépôts basés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 335 milliards de dollars, ou 53 % du total du financement (329 milliards, ou 54 %, au 31 octobre 2012). Notre source de financement pour les actifs très liquides se composait principalement de financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation prévue de ces actifs. Ce financement de gros se composait de passifs non garantis de 77 milliards de dollars et de passifs garantis (conventions de rachat et ventes à découvert) de 114 milliards, qui représentaient 12 % et 18 % du total du financement au 31 janvier 2013, respectivement (84 milliards et 105 milliards, ou 14 % et 17 % du total du financement, respectivement, au 31 octobre 2012). Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides. Des informations quantitatives supplémentaires sont fournies à la rubrique Financement ci-dessous.

Nos actifs liquides se composent principalement d'un groupe diversifié de titres négociables et liquides auxquels des notations élevées ont été attribuées; ils représentaient 34 % du total de nos actifs (37 % au 31 octobre 2012) et ils comprennent de la trésorerie, des conventions de vente et des valeurs mobilières. Une tranche de 289 milliards de dollars du total des actifs liquides de 321 milliards (tranche de 272 milliards sur un total de 305 milliards au 31 octobre 2012) se composait d'actifs très liquides, principalement des titres des gouvernements canadien et américain et de gouvernements d'autres pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de titres adossés à des créances hypothécaires LNH conservés et de trésorerie. La tranche résiduelle des actifs liquides se composait principalement de titres ayant fait l'objet d'une couverture et de titres d'emprunt de sociétés de première qualité dont la liquidité sur les marchés est bonne, ainsi que de titres sur les marchés du financement garanti. Se reporter à la note 3 de nos états financiers résumés pour les soldes de ces titres et à la note 7 de nos états financiers consolidés annuels de 2012 pour la titrisation de nos propres actifs à des fins de financement.

Au 31 janvier 2013 et au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, nos actifs liquides en cas d'urgence se chiffraient à 5,3 milliards de dollars en dollars américains et à 4,5 milliards en dollars canadiens (5,3 milliards en dollars américains et 4,5 milliards en dollars canadiens au 31 octobre 2012). Nous détenons également des réserves d'actifs liquides aux fins des activités de mise en gage des dérivés s'élevant à 1,4 milliard de dollars US au 31 janvier 2013 (1,3 milliard de dollars US au 31 octobre 2012); elles servent à atténuer la volatilité de nos besoins nets relatifs aux activités de mise en gage des dérivés. Ces réserves se sont chiffrées en moyenne à 1,3 milliard de dollars US au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013 (1,2 milliard de dollars US au cours du trimestre clos le 31 octobre 2012).

Le tableau suivant présente un sommaire des actifs liquides figurant à notre bilan, lesquels constituent l'une des données utilisées pour évaluer notre profil de risque de liquidité. Nous ne considérons pas les actifs grevés comme une source de liquidités disponibles aux fins de l'évaluation de ce risque, et nous tenons compte des restrictions liées au marché et des restrictions juridiques, réglementaires, fiscales et opérationnelles ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.

Actifs liquides

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 janvier 2013	31 octobre 2012
Trésorerie et montants à recevoir de banques	11 234 \$	10 556 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 499	10 255
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	121 333	112 257
Valeurs mobilières		
Créances d'entités gouvernementales canadiennes	36 528	36 923
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	25 687	24 530
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	24 567	21 360
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 035	956
Titres adossés à des actifs	1 027	880
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	27 398	27 096
Titres de participation	44 430	40 872
Titres de substitut de prêt	222	217
Prêts à vue	360	310
Métaux précieux	501	996
Titres adossés à des créances hypothécaires LNH	17 876	17 358
Total des actifs liquides	320 697 \$	304 566 \$
Actifs liquides grevés (1)	154 533	147 563
Actifs liquides non grevés	166 164	157 003
Actifs liquides de la Banque, des filiales et des succursales à l'étranger		
Banque Royale du Canada	93 717 \$	86 740 \$
Succursales à l'étranger	27 721	26 331
Filiales	199 259	191 495
Total des actifs liquides	320 697 \$	304 566 \$

(1) Les actifs grevés sont des actifs donnés en garantie, et ils ne peuvent pas être utilisés pour obtenir du financement. Les actifs grevés comprennent les prêts figurant au bilan consolidé qui sont détenus par des entités jouissant d'une réelle autonomie patrimoniale aux fins des instruments de titrisation, et les titres donnés en garantie aux fins des transactions liées aux dérivés et aux conventions de rachat.

Financement

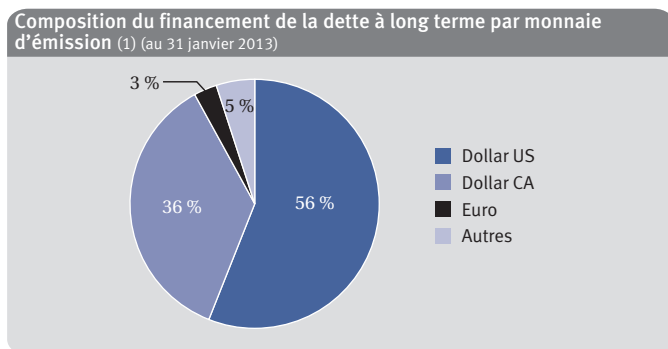
Stratégie de financement

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées pour ce qui est de la provenance géographique, des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller constamment les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes d'émission de titres d'emprunt à plus long terme enregistrés. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

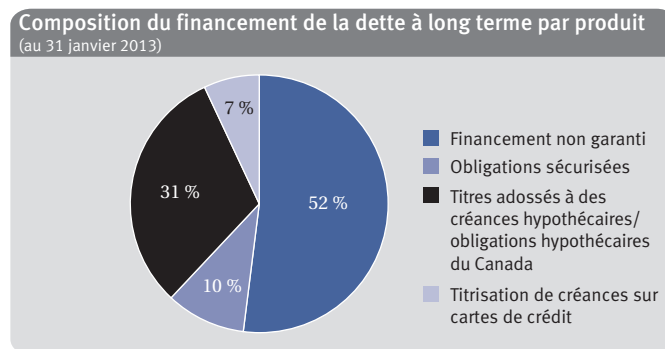
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> • Prospectus préalable de base au Canada – 15 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme enregistré auprès de la SEC – 25 milliards de dollars US • Obligations sécurisées enregistrées auprès de la SEC – 12 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US • Programme d'obligations sécurisées – 15 milliards d'euros • Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires de la *Loi nationale sur l'habitation* du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et secteurs d'investissement, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel en ce qui a trait à la dette à long terme est bien diversifié d'un point de vue géographique et en ce qui concerne chaque type de produit de financement à long terme. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.



(1) Comprend le financement à terme non garanti et les obligations sécurisées.



Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes.

Le 13 décembre 2012, Standard & Poor's (S&P) a révisé à la hausse sa perspective nous concernant, la faisant passer de négative à stable et a confirmé nos notations d'émetteur de titres d'emprunt à long terme et à court terme. S&P a révisé la perspective par suite de son examen du secteur bancaire et des risques économiques au Canada, et elle a en conséquence révisé son analyse par pays des risques liés au secteur bancaire, faisant passer le Canada du groupe 1 au groupe 2.

Le 28 janvier 2013, Moody's a supprimé les facteurs systémiques liés aux notations attribuées à la dette subordonnée de RBC et de toutes les autres banques canadiennes, conformément à son annonce faite en octobre 2012. Moody's a confirmé toutes les autres notations qui nous ont été attribuées.

Le tableau suivant présente nos principales notations et perspectives au 27 février 2013 :

	Au 27 février 2013 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	stable
S&P	A-1+	AA-	stable (2)
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1(élevé)	AA	stable

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

(2) Le 13 décembre 2012, S&P a révisé à la hausse sa perspective nous concernant, la faisant passer de négative à stable.

Profil des dépôts

Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des particuliers et des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, sont de façon générale demeurés inchangés par rapport au trimestre précédent et représentent 67 % du total de nos dépôts, résultat qui tient au fait que la croissance continue des dépôts relationnels a été en grande partie neutralisée par le recours moindre à du financement de gros à terme.

Échéances contractuelles

Les tableaux suivants présentent le profil des échéances contractuelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan au 31 janvier 2013, ainsi que les données comparatives au 31 octobre 2012.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2013					
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif						
Trésorerie et dépôts à des banques	– \$	– \$	– \$	– \$	22 240 \$	22 240 \$
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction	81 268	325	311	4 976	43 878	130 758
Titres disponibles à la vente	12 758	4 490	5 757	13 504	1 958	38 467
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	115 980	643	–	–	4 710	121 333
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	61 167	88 563	122 650	23 184	85 420	380 984
Autres						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 091	2 073	1 914	234	–	9 312
Dérivés	16 746	12 045	14 624	43 826	2	87 243
Autres actifs financiers	26 195	202	242	188	–	26 827
Total des actifs financiers	319 205 \$	108 341 \$	145 498 \$	85 912 \$	158 208 \$	817 164 \$
Autres actifs non financiers	4 029	–	–	1 632	14 760	20 421
Total de l'actif	323 234 \$	108 341 \$	145 498 \$	87 544 \$	172 968 \$	837 585 \$
Passif et capitaux propres						
Dépôts (1)						
Emprunts non garantis	110 872 \$	53 839 \$	20 128 \$	8 790 \$	258 129 \$	451 758 \$
Emprunts garantis	10 941	22 851	17 999	11 112	–	62 903
Autres						
Acceptations	5 091	2 073	1 914	234	–	9 312
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 062	–	–	–	–	50 062
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	64 251	–	–	–	78	64 329
Dérivés	17 923	16 542	14 487	43 308	2	92 262
Autres passifs financiers	31 654	355	181	3 785	1 408	37 383
Débiteures subordonnées	–	229	–	9 212	–	9 441
Titres de fiducie de capital	900	–	–	–	–	900
Total des passifs financiers	291 694 \$	95 889 \$	54 709 \$	76 441 \$	259 617 \$	778 350 \$
Autres passifs non financiers	1 782	1 046	951	8 096	284	12 159
Actions	–	–	–	–	47 076	47 076
Total du passif et des capitaux propres	293 476 \$	96 935 \$	55 660 \$	84 537 \$	306 977 \$	837 585 \$
Éléments hors bilan						
Garanties financières	8 838 \$	4 287 \$	1 854 \$	29 \$	22 \$	15 030 \$
Engagements en vertu de baux	698	1 242	793	1 206	–	3 939
Engagements de crédit	23 734	41 070	57 265	10 165	952	133 186
Autres engagements	4 524	366	172	120	61 372	66 554
Total des éléments hors bilan	37 794 \$	46 965 \$	60 084 \$	11 520 \$	62 346 \$	218 709 \$

(1) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins opérationnels et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2012					Total
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif						
Trésorerie et dépôts à des banques	– \$	– \$	– \$	– \$	22 872 \$	22 872 \$
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction	74 911	296	360	4 911	40 305	120 783
Titres disponibles à la vente	14 977	4 963	5 838	12 998	2 052	40 828
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	105 220	2 205	–	–	4 832	112 257
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	62 998	83 635	124 218	22 060	85 333	378 244
Autres						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 198	1 907	2 167	113	–	9 385
Dérivés	12 958	15 735	14 222	48 374	4	91 293
Autres actifs financiers	27 288	216	113	190	–	27 807
Total des actifs financiers	303 550 \$	108 957 \$	146 918 \$	88 646 \$	155 398 \$	803 469 \$
Autres actifs non financiers	4 293	1 005	–	1 559	14 774	21 631
Total de l'actif	307 843 \$	109 962 \$	146 918 \$	90 205 \$	170 172 \$	825 100 \$
Passif et capitaux propres						
Dépôts (1)						
Emprunts non garantis	109 370 \$	49 577 \$	22 470 \$	8 525 \$	252 947 \$	442 889 \$
Emprunts garantis	11 683	24 354	17 232	12 061	–	65 330
Autres						
Acceptations	5 198	1 907	2 167	113	–	9 385
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 756	–	–	–	–	40 756
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	63 116	–	–	–	916	64 032
Dérivés	14 429	19 703	15 659	46 969	1	96 761
Autres passifs financiers	33 627	278	193	3 819	1 427	39 344
Débiteures subordonnées	–	233	–	7 382	–	7 615
Titres de fiducie de capital	–	900	–	–	–	900
Total des passifs financiers	278 179 \$	96 952 \$	57 721 \$	78 869 \$	255 291 \$	767 012 \$
Autres passifs non financiers	1 815	882	963	8 179	221	12 060
Actions	–	–	–	–	46 028	46 028
Total du passif et des capitaux propres	279 994 \$	97 834 \$	58 684 \$	87 048 \$	301 540 \$	825 100 \$
Éléments hors bilan						
Garanties financières	9 021 \$	2 791 \$	2 532 \$	317 \$	22 \$	14 683 \$
Engagements en vertu de baux	688	1 246	856	1 258	–	4 048
Engagements de crédit	22 344	36 992	57 871	10 169	1 033	128 409
Autres engagements	4 678	374	181	163	56 141	61 537
Total des éléments hors bilan	36 731 \$	41 403 \$	61 440 \$	11 907 \$	57 196 \$	208 677 \$

(1) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis, selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins opérationnels et de liquidités, tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

Gestion du capital

Accord de Bâle III

Les règles en matière de capital prévues par l'accord de Bâle III, qui visent à accroître la qualité, la cohérence et la transparence des fonds propres bancaires à l'échelle mondiale, à renforcer la couverture du risque du cadre de gestion du capital, à limiter la possibilité d'endettement excessif et à réduire la procyclicité dans le secteur bancaire, entreront en vigueur progressivement entre 2013 et 2019.

Afin de fournir des directives pour la mise en œuvre des règles, le BSIF a publié, en décembre 2012, la version définitive de sa *Ligne directrice sur les normes de fonds propres*, dans laquelle il établit un ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie « tout compris » minimal de 4,5 %. Le BSIF s'attend toutefois à ce que les banques canadiennes atteignent le ratio cible « tout compris » minimal de 7 % pour les capitaux propres ordinaires de première catégorie d'ici le premier trimestre de 2013, lequel prévoit une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %. Le BSIF s'attend en outre à ce que les banques canadiennes atteignent le ratio cible « tout compris » de 8,5 % pour le capital de première catégorie et de 10,5 % pour le capital total d'ici le premier trimestre de 2014. La méthode dite « tout compris » correspond aux fonds propres calculés de manière à inclure tous les ajustements réglementaires qui seront requis d'ici 2019, tout en maintenant les règles de retrait progressif des instruments de capital non admissibles. La version définitive de la ligne directrice du BSIF prévoit également des exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité et reporte au 1^{er} janvier 2014 la mise en application des exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit. Pour plus de détails sur notre mise en œuvre des règles de l'accord de Bâle III, se reporter à la rubrique Gestion du capital de notre rapport annuel 2012.

Capital réglementaire, ratios de capital et actif pondéré en fonction des risques en vertu de l'accord de Bâle III

En vertu de l'accord de Bâle III, le capital réglementaire comprend les capitaux propres ordinaires de première catégorie, le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie. Le capital total représente la somme de ces composantes.

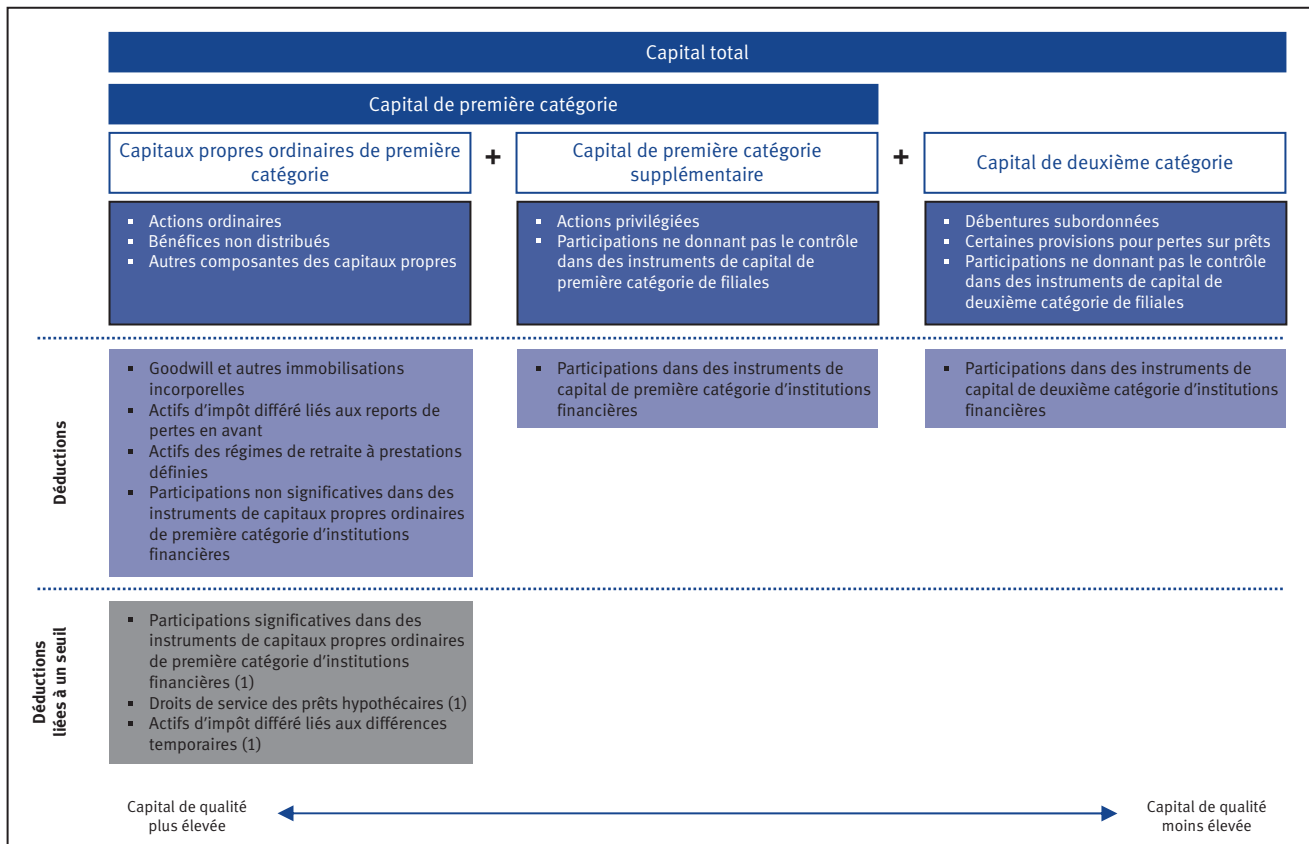
Les capitaux propres ordinaires de première catégorie comprend le capital de la plus haute qualité. La portée des ajustements réglementaires aux termes de l'accord de Bâle III a été élargie afin d'y inclure la déduction intégrale de certains éléments ainsi que des composantes du capital supplémentaires qui sont assujettis aux déductions liées à un seuil.

La définition du capital de première catégorie a été modifiée et ce capital comprend principalement les capitaux propres ordinaires de première catégorie et certains éléments du capital de première catégorie. Le capital de deuxième catégorie comprend des débetures subordonnées qui satisfont à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations sans contrôle dans des instruments de capital de deuxième catégorie de filiales.

En vertu de l'accord de Bâle III, notre actif pondéré en fonction des risques augmente, situation qui reflète principalement les éléments assujettis au seuil de pondération en fonction du risque de 250 % non déduits des capitaux propres ordinaires de première catégorie, la charge de capital accrue et la nouvelle charge de capital au titre du risque de crédit lié au facteur de corrélation de la valeur de l'actif des institutions financières et les positions ayant fait l'objet d'une compensation par l'entremise de contreparties centrales, ainsi que l'application d'une pondération à certaines déductions prévues par l'accord de Bâle II, notamment en ce qui a trait aux transactions de titrisation et aux participations significatives dans des entités commerciales, auxquelles une pondération de 1 250 % s'applique. Notre actif pondéré en fonction des risques augmentera davantage lorsque nous appliquerons les exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2014.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total par l'actif pondéré en fonction des risques. En attendant que le Comité de Bâle sur la supervision bancaire examine les exigences finales en matière d'endettement, le BSIF exige que les banques canadiennes maintiennent un coefficient actif-capital (qui est calculé en divisant le montant brut de l'actif ajusté par le capital total calculé sur une base transitoire en vertu de l'accord de Bâle III) égal ou inférieur au niveau maximal prescrit par le BSIF. Tous les éléments qui sont déduits du capital sont exclus du total de l'actif.

Le tableau suivant présente un sommaire des principales composantes des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie, du capital de deuxième catégorie et du capital total.



(1) Premier niveau : le montant par lequel chaque élément excède 10 % des capitaux propres ordinaires de première catégorie (compte tenu de toutes les déductions, mais avant les déductions liées au seuil) sera déduit des capitaux propres ordinaires de première catégorie. Deuxième niveau : le montant total des trois éléments non déduits du montant du premier niveau ci-dessus qui excède 15 % des capitaux propres ordinaires de première catégorie après les ajustements réglementaires sera déduit du capital, et le solde résiduel non déduit sera assujéti à une pondération en fonction du risque de 250 %.

Le tableau suivant présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.

Ratios du capital en vertu de l'accord de Bâle III	Cibles de capital réglementaire du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III			Ratios du capital de RBC au 31 janvier 2013	Ratios cibles du BSIF atteints ou dépassés	Année d'application des exigences de ratio cible du BSIF
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie (%)	> 4,5 %	2,5 %	> 7,0 %	9,3 %	✓	2013
Capital de première catégorie (%)	> 6,0 %	2,5 %	> 8,5 %	11,5 %	✓	2014
Capital total (%)	> 8,0 %	2,5 %	> 10,5 %	14,3 %	✓	2014

Le tableau qui suit présente notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital. Notre position de capital est demeurée solide au cours du trimestre et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF.

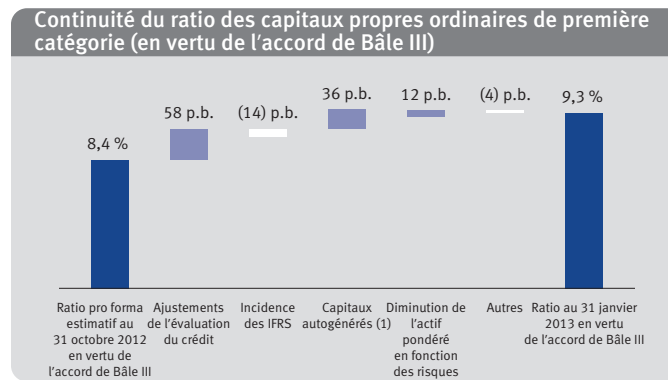
Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Accord de Bâle III – Méthode « tout compris » (1)			Accord de Bâle II	
				Au	
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012		
Capital					
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	28 115 \$	s.o. ⁽¹⁾	s.o. ⁽¹⁾		
Capital de première catégorie	34 769	36 807	34 727		
Capital total	43 287	42 347	41 462		
Actif pondéré en fonction des risques					
Risque de crédit	223 318 \$	209 559 \$	211 604 \$		
Risque de marché	38 099	30 109	33 549		
Risque opérationnel	41 711	40 941	40 355		
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	303 128 \$	280 609 \$	285 508 \$		
Ratios de capital et coefficients					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (1)	9,3 %	s.o. (1)	s.o. (1)		
Ratio du capital de première catégorie	11,5 %	13,1 %	12,2 %		
Ratio du capital total	14,3 %	15,1 %	14,5 %		
Coefficient actif-capital (2)	16,2 X	16,7 X	16,6 X		
Montant brut de l'actif ajusté (en milliards) (2)	762,7 \$	740,8 \$	717,5 \$		

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, nous calculons les ratios de capital et le coefficient actif-capital en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Les ratios de capital sont calculés à l'aide de la méthode « tout compris ». Les ratios de capital et le coefficient actif-capital de la période précédente ont été calculés en vertu du cadre de l'accord de Bâle II. L'accord de Bâle III et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie est une nouvelle mesure réglementaire prévue par le cadre de l'accord de Bâle III. Les capitaux propres ordinaires de première catégorie et le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie sont sans objet (s.o.) pour les périodes antérieures, car l'accord de Bâle III a été adopté de façon prospective, avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2013.

(2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire, conformément à la ligne directrice du BSIF sur les normes de fonds propres. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application progressive des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.

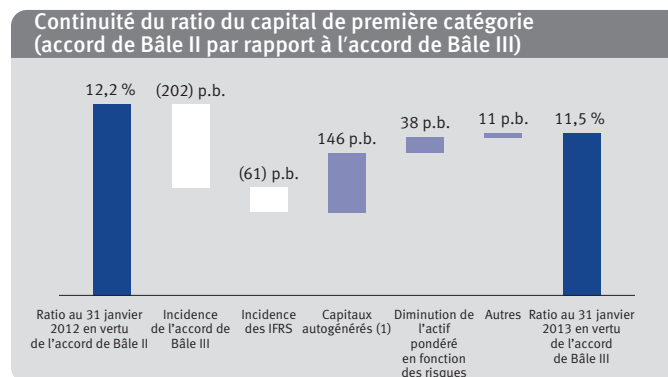
Premier trimestre de 2013 (en vertu de l'accord de Bâle III) par rapport au quatrième trimestre de 2012 (ratio pro forma estimatif en vertu de l'accord de Bâle III)



(1) Les capitaux autogénérés de 1 milliard de dollars représentent le bénéfice net attribuable aux actionnaires, moins les dividendes sur actions ordinaires.

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III s'est établi à 9,3 %, par rapport à un ratio pro forma estimatif des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III de 8,4 % au dernier trimestre, soit une augmentation de 90 points de base qui reflète une diminution de l'actif pondéré en fonction des risques tenant principalement au report de la mise en application réglementaire d'exigences liées aux ajustements de l'évaluation du crédit d'environ 20 milliards de dollars, et aux capitaux autogénérés. En excluant l'incidence des ajustements de l'évaluation du crédit au dernier trimestre, notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a augmenté de 30 points de base.

Premier trimestre de 2013 (en vertu de l'accord de Bâle III) par rapport au premier trimestre de 2012 (en vertu de l'accord de Bâle II)



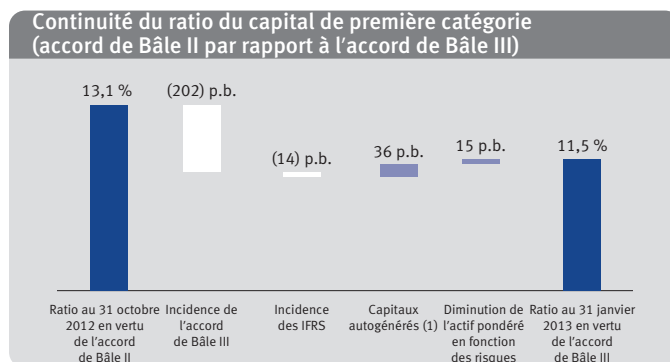
(1) Les capitaux autogénérés de 4 milliards de dollars représentent le bénéfice net attribuable aux actionnaires, moins les dividendes sur actions ordinaires.

Notre ratio du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III a diminué de 70 points de base par rapport au ratio du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle II au 31 janvier 2012. Ce résultat tient principalement à l'adoption de l'accord de Bâle III, qui a entraîné une augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, et à des exigences accrues au chapitre du capital de première catégorie, notamment des déductions intégrales des immobilisations incorporelles et des actifs des régimes de retraite à prestations définies, ainsi qu'au retrait progressif du capital de première catégorie non admissible en vertu de l'accord de Bâle III. La diminution découle également de l'application progressive de l'incidence des IFRS. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les capitaux autogénérés.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 18 milliards de dollars, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation de 27 milliards de l'actif pondéré en fonction des risques en vertu de l'accord de Bâle III reflétant la pondération en fonction des risques accrue liée au risque de crédit découlant de l'augmentation de la charge de capital liée au facteur de corrélation de la valeur de l'actif des institutions financières et à une nouvelle charge de capital concernant les positions ayant fait l'objet d'une compensation par l'entremise de contreparties centrales, ainsi que la pondération liée aux activités de titrisation. L'augmentation découle également de la prise en compte de notre participation supplémentaire de 50 % dans RBC Services aux investisseurs et de la croissance des risques liés aux prêts de gros et aux prêts de détail. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis conclue au deuxième trimestre de 2012, par la révision de nos paramètres de gestion des risques ainsi que par nos mesures de gestion des risques et d'optimisation du bilan en cours.

Notre ratio du capital total a diminué de 20 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement des facteurs concernant le ratio du capital de première catégorie dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que du retrait progressif du capital de deuxième catégorie non admissible et du rachat de 1 milliard de dollars d'instruments de capital innovateurs de deuxième catégorie (billets secondaires de fiducie de série A) au deuxième trimestre de 2012. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'émission de 2 milliards de dollars de débentures subordonnées ce trimestre.

Au 31 janvier 2013, notre coefficient actif-capital était de 16,2 fois, par rapport à 16,6 fois à l'exercice précédent, l'augmentation de notre capital total (sur une base transitoire) ayant excédé la croissance du montant brut de l'actif ajusté.

Premier trimestre de 2013 (en vertu de l'accord de Bâle III) par rapport au quatrième trimestre de 2012 (en vertu de l'accord de Bâle II)

(1) Les capitaux autogénérés de 1 milliard de dollars représentent le bénéfice net attribuable aux actionnaires, moins les dividendes sur actions ordinaires.

Notre ratio du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III a diminué de 160 points de base, en raison de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques et de la réduction du capital de première catégorie reflétant essentiellement l'incidence de l'accord de Bâle III dont il est fait mention ci-dessus et l'application progressive de l'incidence des IFRS, facteurs neutralisés en partie par les capitaux autogénérés.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 23 milliards de dollars, en raison principalement de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques prévue par l'accord de Bâle III dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que de la pondération en fonction des risques accrue liée au risque de marché découlant de l'accroissement des risques liés aux activités de négociation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la révision de nos paramètres de gestion des risques, ainsi que par nos mesures de gestion des risques et d'optimisation du bilan en cours.

Notre ratio du capital total a diminué de 80 points de base, en raison principalement des facteurs concernant le ratio du capital de première catégorie dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que du retrait progressif du capital de deuxième catégorie non admissible, facteurs qui ont été neutralisés en partie par l'émission de 2 milliards de dollars de débetures subordonnées ce trimestre.

Au 31 janvier 2013, notre coefficient actif-capital était de 16,2 fois, par rapport à 16,7 fois au trimestre précédent, l'augmentation de notre capital total (sur une base transitoire) ayant excédé la croissance du montant brut de l'actif ajusté.

Principales activités de gestion du capital

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion du capital pour le trimestre clos le 31 janvier 2013.

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)		
Capital de première catégorie		
Actions ordinaires émises		
Options sur actions exercées (1)	964	44 \$
Capital de deuxième catégorie		
Émission de débetures subordonnées échéant le 6 décembre 2024 (2)		2 000

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 31 janvier 2013	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires en circulation	1 446 267	14 367 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation		
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325
Actions propres – privilégiées	(45)	(1)
Actions propres – ordinaires	(327)	(22)
Options sur actions		
En cours	12 245	
Pouvant être exercées	7 264	
Dividendes		
Actions ordinaires		868
Actions privilégiées		65

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

En octobre 2012, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de laquelle nous pouvons racheter un nombre maximal de 30 millions de nos actions ordinaires. Cette offre se poursuivra jusqu'au 31 octobre 2013. Au 22 février 2013, nous n'avions pas racheté d'actions en vertu de cette offre publique de rachat.

Au 22 février 2013, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 446 337 425 et à 12 175 096, respectivement. Au 22 février 2013, le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à 18 842 et à (199 163), respectivement.

Capital attribué

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
Risque de crédit	11 400 \$	11 100 \$	8 750 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 700	3 700	3 850
Risque opérationnel	4 100	3 850	3 650
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 850	2 850	2 600
Risque d'assurance	500	450	450
Goodwill et immobilisations incorporelles	10 150	10 100	9 700
Attribution du capital réglementaire	1 550	3 100	4 950
Capital attribué	34 250 \$	35 150 \$	33 950 \$
Sous-attribution de capital	5 750	3 700	400
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées	–	–	1 250
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	40 000 \$	38 850 \$	35 600 \$

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le capital attribué a augmenté de 300 millions de dollars, en raison principalement de l'augmentation du risque de crédit découlant de la croissance des activités, ainsi que de l'accroissement du risque opérationnel et du risque commercial reflétant la croissance des revenus. L'augmentation tient également à l'accroissement du goodwill et des immobilisations incorporelles reflétant l'acquisition de notre participation supplémentaire de 50 % dans RBC Services aux investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de l'attribution du capital réglementaire, laquelle tient essentiellement à la mise en application reportée des exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit et à la diminution du risque de marché lié aux activités de négociation, laquelle reflète nos activités de gestion des risques en cours.

Notre capitalisation demeure favorable, et le niveau actuel des capitaux disponibles excède le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques importants. Le capital non attribué a augmenté par rapport à l'exercice précédent car nous prenons en compte les éventuelles exigences supplémentaires du BSIF en matière de capital pour les banques d'importance systémique nationale.

Premier trimestre de 2013 par rapport au quatrième trimestre de 2012

Le capital attribué a diminué de 900 millions de dollars, en raison essentiellement de la réduction de l'attribution du capital réglementaire reflétant la mise en application reportée des exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit, facteur neutralisé en partie par la hausse du risque de crédit reflétant la croissance des activités, ainsi que par l'augmentation du risque opérationnel découlant de la croissance des revenus.

Information financière supplémentaire

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2013				31 janvier 2012			
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	176 \$	156 \$	15 \$	347 \$	232 \$	287 \$	16 \$	535 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la note								
AAA	15 \$	– \$	– \$		5 \$	26 \$	– \$	
AA	38	12	–		40	14	–	
A	12	7	–		28	35	–	
BBB	25	–	–		15	19	–	
Inférieure à BBB-	86	137	15		144	193	16	
Total	176 \$	156 \$	15 \$	347 \$	232 \$	287 \$	16 \$	535 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage								
2003 (ou avant)	8 \$	9 \$	– \$		15 \$	4 \$	– \$	
2004	7	36	–		52	54	–	
2005	89	60	15		120	107	16	
2006	66	26	–		30	57	–	
2007 et par la suite	6	25	–		15	65	–	
Total	176 \$	156 \$	15 \$	347 \$	232 \$	287 \$	16 \$	535 \$
Coût amorti des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	7 \$	28 \$	– \$	35 \$	157 \$	655 \$	– \$	812 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	183 \$	184 \$	15 \$	382 \$	389 \$	942 \$	16 \$	1 347 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(3)\$	(12)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	–	(9)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(10)	(16)
Diminution de 25 % des taux de remboursement anticipé	(2)	(3)

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux titres garantis par des créances (TGC) et aux prêts hypothécaires

Certaines activités et transactions que nous effectuons nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition nette aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 382 millions de dollars, représente moins de 0,1 % du total de notre actif au 31 janvier 2013, par rapport à 1 347 millions, ou 0,2 %, à l'exercice précédent. La diminution de 965 millions de dollars tient principalement à la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis conclue au deuxième trimestre de 2012.

Premier trimestre de 2013 par rapport au premier trimestre de 2012

Le total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles illustré dans le tableau ci-dessus pourrait être exposé aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Au 31 janvier 2013, notre exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain s'est établie à 176 millions de dollars, en baisse de 56 millions, ou 24 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la vente de certains titres. Relativement à ces risques, une tranche de 65 millions de dollars, ou 37 %, de nos placements connexes présentait une note A ou mieux, soit une diminution de 8 millions par rapport à l'exercice précédent.

Au 31 janvier 2013, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain qui présentaient une note AAA représentaient 9 % du total des placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à 2 % à l'exercice précédent. Au 31 janvier 2013, notre exposition aux prêts à risque aux États-Unis se chiffrait à 7 millions de dollars, soit une diminution de 150 millions par rapport à l'exercice précédent, qui reflète principalement la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis dont il est fait mention ci-dessus.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 156 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 131 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la vente de certains de nos placements au cours de 2012. Environ 33 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et par la suite, comparativement à 43 % à l'exercice précédent. Au 31 janvier 2013, notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 28 millions de dollars, a diminué de 627 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis dont il est fait mention ci-dessus.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 15 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, résultat relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent. Au 31 janvier 2013, la juste valeur des TGC de sociétés, qui se composent principalement de titres garantis par des prêts de sociétés, se chiffrait à 1,9 milliard de dollars, soit une baisse de 0,4 milliard par rapport à l'exercice précédent.

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 janvier 2013, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types de financement. Ils ne comprennent ni le financement de première qualité, ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de commandite liée aux placements privés. Au 31 janvier 2013, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 11,4 milliards de dollars, soit une hausse de 4,4 milliards par rapport à l'exercice précédent, qui reflète l'accroissement des volumes de transactions des clients. Au 31 janvier 2013, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés représentait 1,4 % du total de l'actif, comparativement à 0,9 % à l'exercice précédent.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 152 millions de dollars au 31 janvier 2013.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

D'importants transferts d'instruments entre les niveaux 1, 2 et 3 ont eu lieu ce trimestre, selon la hiérarchie de la juste valeur définie dans IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 3 de nos états financiers résumés.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2013				
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	Total
Actifs financiers					
Valeurs mobilières évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	130 758 \$	45 %	54 %	1 %	100 %
Disponibles à la vente	37 962	19	64	17	100
Prêts de gros	1 586	0	70	30	100
Dérivés	117 574	1	98	1	100
Autres actifs	738	60	38	2	100
Passifs financiers					
Dépôts	59 753 \$	0 %	84 %	16 %	100 %
Dérivés	122 331	1	97	2	100

(1) Juste valeur des actifs et des passifs en pourcentage du total de l'actif et du passif évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour les catégories présentées dans le tableau ci-dessus; ne reflète pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Sommaire des méthodes comptables et des estimations

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers résumés, ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

Changements de méthodes comptables et informations à fournir

Modifications apportées à IAS 1, *Présentation des états financiers*

Ce trimestre, nous avons adopté IAS 1, *Présentation des états financiers* (modifications d'IAS 1), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) en juin 2011. En vertu des modifications, les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global doivent être classés différemment selon qu'ils seront reclassés ou non en résultat net à une date future. L'adoption de la norme n'a eu aucune incidence sur nos résultats financiers.

Modifications apportées à IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Ce trimestre, nous avons adopté IAS 12, *Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents* (modifications d'IAS 12), publiée par l'IASB en décembre 2010. Les modifications prévoient des lignes directrices concernant l'impôt différé lié à un immeuble de placement évalué selon le modèle de la juste valeur, ainsi que les actifs non amortissables évalués selon le modèle de la réévaluation. L'adoption de la norme n'a eu aucune incidence sur nos résultats financiers.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2013, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2013.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Nos politiques et procédures relatives aux transactions entre parties liées n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 octobre 2012. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 29 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
Actif			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	13 741 \$	12 617 \$	12 005 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	8 499	10 255	5 844
Valeurs mobilières (note 4)			
Titres détenus à des fins de transaction	130 758	120 783	123 565
Titres disponibles à la vente	38 467	40 828	41 621
	169 225	161 611	165 186
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	121 333	112 257	96 212
Prêts (note 5)			
Prêts de détail	302 193	301 185	287 164
Prêts de gros	80 745	79 056	68 739
	382 938	380 241	355 903
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(1 954)	(1 997)	(1 965)
	380 984	378 244	353 938
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	406	383	343
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 312	9 385	7 980
Dérivés (note 6)	87 243	91 293	103 341
Locaux et matériel, montant net	2 678	2 691	2 614
Goodwill	7 459	7 485	7 608
Autres immobilisations incorporelles	2 698	2 686	2 124
Actifs liés aux activités abandonnées	–	–	26 324
Participations dans des entreprises associées	129	125	153
Coût des prestations de retraite payé d'avance	999	1 049	302
Autres actifs	32 879	35 019	31 042
	143 397	149 733	181 488
Total de l'actif	837 585 \$	825 100 \$	815 016 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts (note 7)			
Particuliers	184 330 \$	179 502 \$	172 104 \$
Entreprises et gouvernements	313 256	312 882	300 100
Banques	17 075	15 835	17 623
	514 661	508 219	489 827
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	406	383	343
Autres			
Acceptations	9 312	9 385	7 980
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 062	40 756	37 358
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	64 329	64 032	53 562
Dérivés (note 6)	92 262	96 761	106 763
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 956	7 921	7 681
Passifs liés aux activités abandonnées	–	–	19 488
Charge à payer au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitués	1 628	1 729	1 609
Autres passifs	39 552	41 371	38 031
	265 101	261 955	272 472
Débitures subordonnées (note 9)	9 441	7 615	8 744
Titres de fiducie de capital	900	900	900
Total du passif	790 509	779 072	772 286
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
Actions privilégiées	4 813	4 813	4 813
Actions ordinaires (émises – 1 446 267 084, 1 445 302 600 et 1 440 856 913) (note 9)	14 367	14 323	14 113
Actions propres – privilégiées [détenues – 44 805, (41 632) et (3 793)]	(1)	1	–
– ordinaires [détenues – 326 556, (543 276) et (295 128)]	(22)	30	15
Bénéfices non distribués	25 375	24 270	21 364
Autres composantes des capitaux propres	780	830	667
	45 312	44 267	40 972
Participations ne donnant pas le contrôle	1 764	1 761	1 758
Total des capitaux propres	47 076	46 028	42 730
Total du passif et des capitaux propres	837 585 \$	825 100 \$	815 016 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
Revenu d'intérêt			
Prêts	4 054 \$	4 026 \$	3 907 \$
Valeurs mobilières	961	913	1 031
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	249	249	217
Dépôts	13	14	16
	5 277	5 202	5 171
Frais d'intérêt			
Dépôts	1 423	1 468	1 544
Autres passifs	477	475	527
Débentures subordonnées	92	84	97
	1 992	2 027	2 168
Revenu net d'intérêt	3 285	3 175	3 003
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 021	1 098	1 550
Revenus tirés des activités de négociation	356	258	396
Commissions de gestion de placements et de services de garde	609	566	497
Revenus tirés des fonds communs de placement	594	569	499
Commissions de courtage en valeurs mobilières	321	330	287
Frais bancaires	354	362	334
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	469	375	294
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	175	203	146
Revenus sur cartes	254	234	237
Commissions de crédit	286	220	188
Profit net sur les titres disponibles à la vente (note 4)	66	80	15
Quote-part des bénéfiques (pertes) des entreprises associées	6	(1)	10
Autres	114	49	118
Revenus autres que d'intérêt	4 625	4 343	4 571
Total des revenus	7 910	7 518	7 574
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 5)	349	362	267
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	705	770	1 211
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	2 632	2 332	2 329
Matériel	291	293	258
Frais d'occupation	287	288	264
Communications	161	209	177
Honoraires	160	216	154
Impartition de services de traitement	60	55	65
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	135	142	129
Autres	325	338	295
	4 051	3 873	3 671
Bénéfice avant impôt lié aux activités poursuivies	2 805	2 513	2 425
Impôt sur le résultat	735	602	549
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 070	1 911	1 876
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(21)
Bénéfice net	2 070 \$	1 911 \$	1 855 \$
Bénéfice net attribuable aux :			
Actionnaires	2 045 \$	1 888 \$	1 830 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	25	23	25
	2 070 \$	1 911 \$	1 855 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 10)	1,37 \$	1,26 \$	1,23 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,37	1,26	1,24
Perte de base par action liée aux activités abandonnées (en dollars)	–	–	(0,01)
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 10)	1,36	1,25	1,22
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,36	1,25	1,23
Perte diluée par action liée aux activités abandonnées (en dollars)	–	–	(0,01)
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,60	0,60	0,54

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
Bénéfice net	2 070 \$	1 911 \$	1 855 \$
Autres éléments (de la perte globale) du bénéfice global, déduction faite de l'impôt			
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future			
Variation nette des (pertes) profits latents sur les titres disponibles à la vente	2	83	57
Profits nets latents sur les titres disponibles à la vente	(50)	(32)	(14)
Reclassement en résultat de profits nets sur les titres disponibles à la vente	(48)	51	43
Écarts de change			
(Pertes) profits de change latents	(51)	144	51
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	37	(89)	(3)
Reclassement en résultat de pertes sur les activités de couverture des investissements nets	–	–	1
	(14)	55	49
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie			
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	24	(20)	67
Reclassement de (profits) pertes sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(12)	(11)	19
	12	(31)	86
Total des autres éléments (de la perte globale) du bénéfice global, déduction faite de l'impôt	(50)	75	178
Total du bénéfice global	2 020 \$	1 986 \$	2 033 \$
Total du bénéfice global attribuable aux :			
Actionnaires	1 995 \$	1 963 \$	2 007 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	25	23	26
	2 020 \$	1 986 \$	2 033 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
(Économie) charge d'impôt liée aux profits nets latents sur les titres disponibles à la vente	(9)\$	36 \$	15 \$
Charge d'impôt liée au reclassement en résultat de profits nets sur les titres disponibles à la vente	(5)	(1)	(7)
Économie d'impôt liée aux (pertes) profits de change latents	(1)	–	–
Charge (économie) d'impôt liée aux profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	13	(14)	13
Charge d'impôt liée au reclassement en résultat de pertes sur les activités de couverture des investissements nets	–	–	(3)
Charge (économie) d'impôt liée aux profits (pertes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	8	(7)	23
(Charge) économie d'impôt liée au reclassement en résultat de (profits) pertes sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(4)	(4)	8
Total de la charge d'impôt	2 \$	10 \$	49 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres			
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres								
en millions de dollars canadiens)																	
Solde au 31 octobre 2011	4 813 \$	14 010 \$	– \$	8 \$	20 381 \$	259 \$	71 \$	160 \$	490 \$	39 702 \$	1 761 \$	41 463 \$					
Variations des capitaux propres																	
Capital social émis	–	103	–	–	–	–	–	–	–	103	–	103					
Actions propres – ventes	–	–	29	1 795	–	–	–	–	–	1 824	–	1 824					
Actions propres – achats	–	–	(29)	(1 788)	–	–	–	–	–	(1 817)	–	(1 817)					
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	(2)					
Dividendes	–	–	–	–	(842)	–	–	–	–	(842)	(46)	(888)					
Autres	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	(3)	16	13					
Bénéfice net	–	–	–	–	1 830	–	–	–	–	1 830	25	1 855					
Autres composantes des capitaux propres																	
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	–	–	–	–	–	43	–	–	43	43	1	44					
Écarts de change	–	–	–	–	–	–	48	–	48	48	1	49					
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	–	–	–	–	86	86	86	–	86					
Solde au 31 janvier 2012	4 813 \$	14 113 \$	– \$	15 \$	21 364 \$	302 \$	119 \$	246 \$	667 \$	40 972 \$	1 758 \$	42 730 \$					
Solde au 31 juillet 2012	4 813 \$	14 279 \$	(2) \$	13 \$	23 310 \$	367 \$	140 \$	248 \$	755 \$	43 168 \$	1 757 \$	44 925 \$					
Variations des capitaux propres																	
Capital social émis	–	44	–	–	–	–	–	–	–	44	–	44					
Actions propres – ventes	–	–	20	778	–	–	–	–	–	798	–	798					
Actions propres – achats	–	–	(17)	(761)	–	–	–	–	–	(778)	–	(778)					
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(4)	–	–	–	–	(4)	–	(4)					
Dividendes	–	–	–	–	(932)	–	–	–	–	(932)	–	(932)					
Autres	–	–	–	–	8	–	–	–	–	8	(19)	(11)					
Bénéfice net	–	–	–	–	1 888	–	–	–	–	1 888	23	1 911					
Autres composantes des capitaux propres																	
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	–	–	–	–	–	52	–	–	52	52	–	52					
Écarts de change	–	–	–	–	–	–	55	–	55	55	–	55					
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	–	–	–	–	(32)	(32)	(32)	–	(32)					
Solde au 31 octobre 2012	4 813 \$	14 323 \$	1 \$	30 \$	24 270 \$	419 \$	195 \$	216 \$	830 \$	44 267 \$	1 761 \$	46 028 \$					
Variations des capitaux propres																	
Capital social émis	–	44	–	–	–	–	–	–	–	44	–	44					
Actions propres – ventes	–	–	45	636	–	–	–	–	–	681	–	681					
Actions propres – achats	–	–	(47)	(688)	–	–	–	–	–	(735)	–	(735)					
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	(2)					
Dividendes	–	–	–	–	(933)	–	–	–	–	(933)	(47)	(980)					
Autres	–	–	–	–	(5)	–	–	–	–	(5)	25	20					
Bénéfice net	–	–	–	–	2 045	–	–	–	–	2 045	25	2 070					
Autres composantes des capitaux propres																	
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente	–	–	–	–	–	(48)	–	–	(48)	(48)	–	(48)					
Écarts de change	–	–	–	–	–	–	(14)	–	(14)	(14)	–	(14)					
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	–	–	–	–	12	12	12	–	12					
Solde au 31 janvier 2013	4 813 \$	14 367 \$	(1) \$	(22) \$	25 375 \$	371 \$	181 \$	228 \$	780 \$	45 312 \$	1 764 \$	47 076 \$					

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Bénéfice net	2 070 \$	1 911 \$	1 855 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet de trésorerie et autres			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	349	362	350
Amortissement	112	122	108
Impôt différé	114	(165)	178
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	135	142	144
(Profit) perte à la vente de locaux et de matériel	(1)	4	7
Profit sur les titres disponibles à la vente	(79)	(97)	(50)
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	13	15	16
Quote-part des bénéficiaires (pertes) des entreprises associées	(6)	1	(9)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs opérationnels			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	35	(44)	562
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(406)	124	(429)
Impôt exigible	382	(110)	(814)
Actifs dérivés	4 050	11 964	(3 694)
Passifs dérivés	(4 499)	(12 058)	6 241
Titres détenus à des fins de transaction	(9 975)	(3 733)	4 079
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(2 697)	(5 088)	(6 058)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	(9 076)	(4 416)	(11 265)
Variation des dépôts	6 442	5 415	10 247
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	297	8 124	10 781
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	9 306	(2 806)	(6 926)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	490	(312)	883
Autres	(453)	1 844	(4 548)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités opérationnelles	(3 397)	1 199	1 658
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	1 756	1 131	616
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	3 099	2 281	1 856
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	11 152	11 506	11 990
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(12 217)	(12 994)	(15 169)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	150	–	131
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(126)	–	(155)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(249)	(312)	(371)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	3 565	1 612	(1 102)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Émission de débentures subordonnées	2 046	–	–
Émission d'actions ordinaires	44	44	44
Actions propres – ventes	681	798	1 824
Actions propres – achats	(735)	(778)	(1 817)
Dividendes versés	(932)	(888)	(783)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(47)	–	(46)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(97)	49	(13)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	960	(775)	(791)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4)	(5)	51
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 124	2 031	(184)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période (1)	12 617	10 586	15 144
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période (1)	13 741 \$	12 617 \$	14 960 \$
Trésorerie et montants à recevoir de banques	13 741 \$	12 617 \$	12 005 \$
Trésorerie et montants à recevoir de banques compris dans les actifs liés aux activités abandonnées	–	–	2 955
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période (1)	13 741 \$	12 617 \$	14 960 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles comprennent les éléments suivants :			
Intérêts versés	2 371 \$	1 558 \$	2 599 \$
Intérêts reçus	5 064	4 714	5 184
Dividendes reçus	369	322	317
Impôt sur le résultat payé	260	865	1 326

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,5 milliards de dollars au 31 janvier 2013 (2,1 milliards au 31 octobre 2012; 2,2 milliards au 31 juillet 2012; 2,1 milliards au 31 janvier 2012; 2,0 milliards au 31 octobre 2011).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2012 audités et les notes annexes présentés aux pages 98 à 192 de notre rapport annuel 2012. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 27 février 2013, le conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés au moyen de méthodes comptables cohérentes par rapport à celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels 2012 audités.

Changements de méthodes comptables**Modifications à IAS 1, Présentation des états financiers**

Au cours du trimestre, nous avons adopté les modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers* (les modifications à IAS 1) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) en juin 2011. Ces modifications exigent que les éléments présentés dans l'état du résultat global soient répartis par catégorie, selon que ces éléments seront reclassés en résultat à une date ultérieure ou non. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur nos résultats financiers.

Modifications à IAS 12, Impôts sur le résultat

Au cours du trimestre, nous avons adopté les modifications à IAS 12, *Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents, Impôts sur le résultat* (les modifications à IAS 12), publiées par l'IASB en décembre 2010. Ces modifications fournissent des directives sur l'impôt différé lié aux immeubles de placement évalués selon le modèle de la juste valeur et sur l'impôt différé lié aux actifs non amortissables évalués selon le modèle de la réévaluation. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur nos résultats financiers.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier.

	Au 31 janvier 2013							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction			
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	120 963 \$	9 795 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	130 758 \$	130 758 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	37 982	–	–	485	38 467	38 467
	120 963	9 795	37 982	–	–	485	169 225	169 225
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	92 262	–	29 071	29 071	–	121 333	121 333
Prêts								
Prêts de détail	–	–	–	301 055	298 154	–	301 055	298 154
Prêts de gros	71	1 515	–	78 343	77 930	–	79 929	79 516
	71	1 515	–	379 398	376 084	–	380 984	377 670
Autres								
Dérivés	87 243	–	–	–	–	–	87 243	87 243
Autres actifs	–	738	–	35 506	35 506	–	36 244	36 244
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	7 219 \$	– \$	177 111 \$	177 324 \$	– \$	184 330 \$	184 543 \$
Entreprises et gouvernements (1)	–	47 281	–	265 975	266 355	–	313 256	313 636
Banques (2)	–	5 253	–	11 822	11 822	–	17 075	17 075
	–	59 753	–	454 908	455 501	–	514 661	515 254
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 062	–	–	–	–	–	50 062	50 062
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	57 205	–	7 124	7 124	–	64 329	64 329
Dérivés	92 262	–	–	–	–	–	92 262	92 262
Autres passifs	65	31	–	45 380	45 380	–	45 476	45 476
Débitures subordonnées	–	110	–	9 331	9 231	–	9 441	9 341
Titres de fiducie de capital	–	–	–	900	933	–	900	933

	Au 31 octobre 2012							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti		
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	111 114 \$	9 669 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	120 783 \$	120 783 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	40 320	–	–	508	40 828	40 828
	111 114	9 669	40 320	–	–	508	161 611	161 611
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	86 918	–	25 339	25 339	–	112 257	112 257
Prêts								
Prêts de détail	–	–	–	300 043	297 490	–	300 043	297 490
Prêts de gros	–	1 232	–	76 969	76 506	–	78 201	77 738
	–	1 232	–	377 012	373 996	–	378 244	375 228
Autres								
Dérivés	91 293	–	–	–	–	–	91 293	91 293
Autres actifs	–	705	–	36 600	36 600	–	37 305	37 305
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	7 167 \$	– \$	172 335 \$	172 625 \$	– \$	179 502 \$	179 792 \$
Entreprises et gouvernements (1)	–	49 336	–	263 546	263 909	–	312 882	313 245
Banques (2)	–	2 524	–	13 311	13 311	–	15 835	15 835
	–	59 027	–	449 192	449 845	–	508 219	508 872
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 756	–	–	–	–	–	40 756	40 756
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 709	–	5 323	5 323	–	64 032	64 032
Dérivés	96 761	–	–	–	–	–	96 761	96 761
Autres passifs	101	29	–	47 635	47 635	–	47 765	47 765
Débitures subordonnées	–	122	–	7 493	7 405	–	7 615	7 527
Titres de fiducie de capital	–	–	–	900	941	–	900	941

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 janvier 2012							Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur		Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti		
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction				
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	113 230 \$	10 335 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	123 565 \$	123 565 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	41 138	–	–	–	483	41 621	41 621
	113 230	10 335	41 138	–	–	–	483	165 186	165 186
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés									
	–	81 052	–	15 160	15 160	–	–	96 212	96 212
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	285 998	284 573	–	–	285 998	284 573
Prêts de gros	319	1 275	–	66 346	64 913	–	–	67 940	66 507
	319	1 275	–	352 344	349 486	–	–	353 938	351 080
Autres									
Dérivés	103 341	–	–	–	–	–	–	103 341	103 341
Autres actifs	–	518	–	31 908	31 908	–	–	32 426	32 426
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	5 127 \$	– \$	166 977 \$	167 360 \$	– \$	– \$	172 104 \$	172 487 \$
Entreprises et gouvernements (1)	–	57 518	–	242 582	242 901	–	–	300 100	300 419
Banques (2)	–	2 694	–	14 929	14 929	–	–	17 623	17 623
	–	65 339	–	424 488	425 190	–	–	489 827	490 529
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 358	–	–	–	–	–	–	37 358	37 358
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	46 169	–	7 393	7 393	–	–	53 562	53 562
Dérivés	106 763	–	–	–	–	–	–	106 763	106 763
Autres passifs	84	9	–	43 512	43 512	–	–	43 605	43 605
Débiteures subordonnées	–	115	–	8 629	8 453	–	–	8 744	8 568
Titres de fiducie de capital	–	–	–	900	958	–	–	900	958

(1) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(2) Les banques désignent les banques réglementées.

Juste valeur des actifs et des passifs classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (« IFRS 7 »). IFRS 7 exige que tous les instruments financiers évalués à la juste valeur soient classés dans l'un des trois niveaux de la hiérarchie décrite ci-dessous aux fins de la présentation d'informations. Chaque niveau correspond à un degré de transparence des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs :

- Niveau 1 – Les données correspondent à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – Une ou plusieurs données importantes utilisées dans la technique d'évaluation sont non observables aux fins du calcul de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 janvier 2013						31 octobre 2012					
	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3				
Actifs financiers												
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	670 \$	– \$	670 \$	\$	670 \$	– \$	120 \$	– \$	120 \$	\$	120 \$
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)												
Gouvernement fédéral	8 310	6 199	–	14 509		14 509	8 158	7 234	–	15 392		15 392
Provinces et municipalités	–	10 120	–	10 120		10 120	–	8 465	–	8 465		8 465
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	4 442	17 420	42	21 904		21 904	2 287	18 364	99	20 750		20 750
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	4 845	8 955	330	14 130		14 130	3 781	7 754	375	11 910		11 910
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	798	122	920		920	–	693	55	748		748
Titres adossés à des actifs												
TGC (4)	–	–	41	41		41	–	–	59	59		59
Titres non garantis par des créances	–	839	189	1 028		1 028	–	700	23	723		723
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	188	23 623	417	24 228		24 228	62	21 972	397	22 431		22 431
Titres de participation	41 487	2 133	258	43 878		43 878	37 924	2 079	302	40 305		40 305
	59 272	70 087	1 399	130 758		130 758	52 212	67 261	1 310	120 783		120 783
Titres disponibles à la vente (5)												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)												
Gouvernement fédéral	404	10 438	–	10 842		10 842	367	10 914	–	11 281		11 281
Provinces et municipalités	–	1 057	–	1 057		1 057	–	1 785	–	1 785		1 785
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	23	3 802	1 764	5 589		5 589	23	3 856	1 906	5 785		5 785
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	6 420	4 347	–	10 767		10 767	6 081	3 744	–	9 825		9 825
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	237	–	237		237	–	263	–	263		263
Titres adossés à des actifs												
TGC	–	–	1 854	1 854		1 854	–	–	1 996	1 996		1 996
Titres non garantis par des créances	–	188	317	505		505	–	180	645	825		825
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	3 587	1 586	5 173		5 173	–	5 062	1 446	6 508		6 508
Titres de participation	129	681	906	1 716		1 716	266	603	948	1 817		1 817
Titres de substitut de prêt	198	24	–	222		222	192	25	–	217		217
	7 174	24 361	6 427	37 962		37 962	6 929	26 432	6 941	40 302		40 302
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	92 262	–	92 262		92 262	–	86 918	–	86 918		86 918
Prêts	–	1 118	468	1 586		1 586	–	829	403	1 232		1 232
Autres												
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	14	87 714	771	88 499		88 499	5	99 062	842	99 909		99 909
Contrats de change	–	24 679	82	24 761		24 761	–	19 126	118	19 244		19 244
Dérivés de crédit	–	160	89	249		249	–	167	125	292		292
Autres contrats	1 592	2 640	413	4 645		4 645	1 699	2 296	448	4 443		4 443
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(23)	(348)	(209)	(580)		(580)	(23)	(321)	(282)	(626)		(626)
Total des dérivés, montant brut	1 583	114 845	1 146	117 574		117 574	1 681	120 330	1 251	123 262		123 262
Ajustements de compensation					(30 331)	(30 331)					(31 969)	(31 969)
Total des dérivés						87 243						91 293
Autres actifs	443	283	12	738		738	394	297	14	705		705
	68 472	303 626	9 452	381 550	(30 331)	351 219	61 216	302 187	9 919	373 322	(31 969)	341 353
Passifs financiers												
Dépôts												
Particuliers	– \$	245 \$	6 974 \$	7 219 \$		7 219 \$	– \$	327 \$	6 840 \$	7 167 \$		7 167 \$
Entreprises et gouvernements	–	44 618	2 663	47 281		47 281	–	46 817	2 519	49 336		49 336
Banques	–	5 253	–	5 253		5 253	–	2 524	–	2 524		2 524
Autres												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 296	18 766	–	50 062		50 062	27 365	13 383	8	40 756		40 756
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	57 205	–	57 205		57 205	–	58 709	–	58 709		58 709
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	8	81 137	1 248	82 393		82 393	2	91 180	1 329	92 511		92 511
Contrats de change	–	31 793	261	32 054		32 054	–	28 016	316	28 332		28 332
Dérivés de crédit	–	205	106	311		311	–	188	147	335		335
Autres contrats	1 455	4 830	1 288	7 573		7 573	1 370	4 501	1 500	7 371		7 371
Total des dérivés, montant brut	1 463	117 965	2 903	122 331		122 331	1 372	123 885	3 292	128 549		128 549
Ajustements de compensation					(30 069)	(30 069)					(31 788)	(31 788)
Total des dérivés						92 262						96 761
Autres passifs	–	31	65	96		96	–	29	101	130		130
Déventures subordonnées	–	–	110	110		110	–	–	122	122		122
	32 759	244 083	12 715	289 557	(30 069)	259 488	28 737	245 674	12 882	287 293	(31 788)	255 505

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2012					
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers						
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	1 166 \$	– \$	1 166 \$		1 166 \$
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)						
Gouvernement fédéral	8 171	9 200	–	17 371		17 371
Provinces et municipalités	–	8 351	3	8 354		8 354
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	4 260	13 968	38	18 266		18 266
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	4 144	9 410	–	13 554		13 554
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	411	42	453		453
Titres adossés à des actifs						
TGC (4)	–	–	150	150		150
Titres non garantis par des créances	–	656	102	758		758
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 596	22 273	504	24 373		24 373
Titres de participation	37 514	2 480	292	40 286		40 286
	55 685	66 749	1 131	123 565		123 565
Titres disponibles à la vente (5)						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)						
Gouvernement fédéral	852	10 357	–	11 209		11 209
Provinces et municipalités	–	1 228	–	1 228		1 228
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	25	2 393	2 537	4 955		4 955
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	5 834	2 861	–	8 695		8 695
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	164	177	341		341
Titres adossés à des actifs						
TGC	–	–	2 161	2 161		2 161
Titres non garantis par des créances	–	190	664	854		854
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	8 637	1 467	10 104		10 104
Titres de participation	158	353	845	1 356		1 356
Titres de substitut de prêt	195	26	–	221		221
	7 064	26 209	7 851	41 124		41 124
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés						
Prêts	–	81 052	–	81 052		81 052
Autres	–	862	732	1 594		1 594
Dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	7	99 758	592	100 357		100 357
Contrats de change	–	24 600	70	24 670		24 670
Dérivés de crédit	–	273	247	520		520
Autres contrats	1 147	3 662	397	5 206		5 206
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(47)	(263)	(287)	(597)		(597)
Total des dérivés, montant brut	1 107	128 030	1 019	130 156		130 156
Ajustements de compensation					(26 815)	(26 815)
Total des dérivés						103 341
Autres actifs	379	139	–	518		518
	64 235 \$	304 207 \$	10 733 \$	379 175 \$	(26 815)	352 360 \$
Passifs financiers						
Dépôts						
Particuliers	– \$	146 \$	4 981 \$	5 127 \$		5 127 \$
Entreprises et gouvernements	–	55 230	2 288	57 518		57 518
Banques	–	2 694	–	2 694		2 694
Autres						
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	24 382	12 976	–	37 358		37 358
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	46 169	–	46 169		46 169
Dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	2	91 908	863	92 773		92 773
Contrats de change	–	31 634	48	31 682		31 682
Dérivés de crédit	–	238	301	539		539
Autres contrats	1 077	5 268	1 524	7 869		7 869
Total des dérivés, montant brut	1 079	129 048	2 736	132 863		132 863
Ajustements de compensation					(26 100)	(26 100)
Total des dérivés						106 763
Autres passifs	–	9	84	93		93
Débitures subordonnées	–	–	115	115		115
	25 461 \$	246 272 \$	10 204 \$	281 937 \$	(26 100)	255 837 \$

- (1) Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués si la juste valeur est obtenue au moyen des cours du marché sur les marchés actifs. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 122 millions de dollars, présentées au poste Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction, ont été transférées du niveau 2 aux soldes du niveau 1 correspondants. En outre, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 167 millions de dollars et de 95 millions, présentées au poste Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction et au poste Engagements afférents à des titres vendus à découvert, respectivement, ont été transférées du niveau 1 aux soldes du niveau 2 correspondants.
- (2) Au 31 janvier 2013, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans les titres détenus à des fins de transaction étaient de 7 321 millions de dollars et de 115 millions (7 761 millions et 78 millions au 31 octobre 2012; 7 893 millions et 49 millions au 31 janvier 2012), respectivement, et ceux inclus dans les titres disponibles à la vente se chiffraient à 3 715 millions et à 37 millions (3 682 millions et 42 millions au 31 octobre 2012; 1 290 millions et 52 millions au 31 janvier 2012), respectivement.
- (3) OCDE signifie « Organisation de coopération et de développement économiques ».
- (4) TGC signifie « titres garantis par des créances ».
- (5) Ne comprend pas les titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 20 millions de dollars et de 485 millions, respectivement (18 millions et 508 millions au 31 octobre 2012; 14 millions et 483 millions au 31 janvier 2012), qui sont comptabilisés au coût.

Variations de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations à la juste valeur pour les instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur. Dans les tableaux suivants, les transferts d'instruments dans le niveau 3 et les sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat du tableau de rapprochement, alors que pour les sorties du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette colonne du tableau de rapprochement.

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour le trimestre clos le 31 janvier 2013
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2012	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts d'instruments dans le niveau 3	Sorties d'instruments du niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2013	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	99	1	–	148	(241)	35	–	42	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	375	–	–	200	(90)	–	(155)	330	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	55	4	–	–	76	1	(14)	122	2
Titres adossés à des actifs									
TGC	59	2	–	–	(20)	–	–	41	2
Titres non garantis par des créances	23	–	–	1 188	(1 009)	1	(14)	189	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	397	17	(4)	206	(193)	8	(14)	417	18
Titres de participation	302	5	–	29	(80)	2	–	258	8
	1 310	29	(4)	1 771	(1 557)	47	(197)	1 399	30
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 906	–	1	–	(143)	–	–	1 764	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 996	1	7	–	(150)	–	–	1 854	s.o.
Titres non garantis par des créances	645	(1)	9	–	(336)	–	–	317	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 446	(3)	(11)	514	(380)	20	–	1 586	s.o.
Titres de participation	948	35	(39)	4	(42)	–	–	906	s.o.
	6 941	32	(33)	518	(1 051)	20	–	6 427	s.o.
Prêts – Prêts de gros	403	–	(1)	71	(5)	–	–	468	–
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(2 041)	109	(15)	88	15	(8)	95	(1 757)	182
Autres actifs	14	(2)	–	–	–	–	–	12	1
	6 627 \$	168 \$	(53) \$	2 448 \$	(2 598) \$	59 \$	(102) \$	6 549 \$	213 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(6 840) \$	(282) \$	123 \$	(1 564) \$	1 583 \$	– \$	6 \$	(6 974) \$	(225) \$
Entreprises et gouvernements	(2 519)	34	15	(358)	153	–	12	(2 663)	8
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(8)	10	–	(72)	66	–	4	–	–
Autres passifs	(101)	33	–	–	3	–	–	(65)	35
Déventures subordonnées	(122)	(3)	15	–	–	–	–	(110)	(3)
	(9 590) \$	(208) \$	153 \$	(1 994) \$	1 805 \$	– \$	22 \$	(9 812) \$	(185) \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2012

	Juste valeur au 1 ^{er} août 2012	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts d'instruments dans le niveau 3	Sorties d'instruments du niveau 3	Juste valeur au 31 octobre 2012	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour le trimestre clos le 31 octobre 2012
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	3	–	–	–	–	–	(3)	–	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	52	–	–	42	(47)	61	(9)	99	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	85	290	–	–	375	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	38	1	–	19	(3)	–	–	55	1
Titres adossés à des actifs									
TGC	88	2	–	–	(31)	–	–	59	2
Titres non garantis par des créances	41	2	–	743	(746)	–	(17)	23	(2)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	716	(5)	5	25	(340)	29	(33)	397	(5)
Titres de participation	288	(1)	(1)	23	(37)	33	(3)	302	(1)
	1 226	(1)	4	937	(914)	123	(65)	1 310	(5)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 270	2	(10)	79	(435)	–	–	1 906	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	2 009	–	30	–	(43)	–	–	1 996	s.o.
Titres non garantis par des créances	665	1	17	23	(61)	–	–	645	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 632	–	4	132	(322)	–	–	1 446	s.o.
Titres de participation	940	–	28	12	(32)	–	–	948	s.o.
	7 516	3	69	246	(893)	–	–	6 941	s.o.
Prêts – Prêts de gros	455	1	1	–	(54)	–	–	403	3
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(2 088)	(4)	(4)	(9)	76	(3)	(9)	(2 041)	44
Autres actifs	13	1	–	–	–	–	–	14	1
	7 122 \$	– \$	70 \$	1 174 \$	(1 785) \$	120 \$	(74) \$	6 627 \$	43 \$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(5 959) \$	(184) \$	8 \$	(1 839) \$	1 130 \$	– \$	4 \$	(6 840) \$	(123) \$
Entreprises et gouvernements	(2 550)	4	46	(69)	142	(119)	27	(2 519)	(44)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	(2)	2	(8)	–	(8)	–
Autres passifs	(126)	25	–	–	–	–	–	(101)	25
Débitures subordonnées	(123)	(2)	3	–	–	–	–	(122)	(2)
	(8 758) \$	(157) \$	57 \$	(1 910) \$	1 274 \$	(127) \$	31 \$	(9 590) \$	(144) \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2012

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2011	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts d'instruments dans le niveau 3	Sorties d'instruments du niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2012	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour le trimestre clos le 31 octobre 2012
Actif									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Gouvernement fédéral	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Provinces et municipalités	4	–	–	1	(2)	–	–	3	–
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	86	(6)	1	54	(55)	–	(42)	38	(3)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	47	–	–	–	–	–	(47)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	45	(2)	–	–	(2)	–	1	42	(2)
Titres adossés à des actifs									
TGC	371	–	2	–	(223)	–	–	150	(2)
Titres non garantis par des créances	138	–	–	637	(682)	19	(10)	102	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	720	39	(2)	161	(422)	50	(42)	504	12
Titres de participation	352	(48)	3	2	(9)	1	(9)	292	(15)
	1 763	(17)	4	855	(1 395)	70	(149)	1 131	(10)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 691	–	11	69	(127)	–	(107)	2 537	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	184	–	3	–	(10)	–	–	177	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 932	–	24	–	205	–	–	2 161	s.o.
Titres non garantis par des créances	673	(5)	2	–	(6)	–	–	664	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 478	–	5	104	(120)	–	–	1 467	s.o.
Titres de participation	863	(5)	(21)	17	(4)	–	(5)	845	s.o.
	7 821	(10)	24	190	(62)	–	(112)	7 851	s.o.
Prêts – Prêts de gros	563	(36)	1	218	(14)	–	–	732	(35)
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 936)	(16)	(9)	(58)	269	–	33	(1 717)	(97)
	8 211 \$	(79)\$	20 \$	1 205 \$	(1 202)\$	70 \$	(228)\$	7 997 \$	(142)\$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(3 615)\$	(105)\$	(27)\$	(1 275)\$	41 \$	– \$	– \$	(4 981)\$	(102)\$
Entreprises et gouvernements	(3 435)	(15)	(5)	(132)	570	(324)	1 053	(2 288)	(7)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(68)	(17)	–	–	1	–	–	(84)	(12)
Débitures subordonnées	(111)	(1)	(3)	–	–	–	–	(115)	(1)
	(7 229)\$	(138)\$	(35)\$	(1 407)\$	612 \$	(324)\$	1 053 \$	(7 468)\$	(122)\$

(1) Comprend les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les pertes latentes sur les titres disponibles à la vente se sont établies à 23 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 (profits de 94 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2012; pertes de 23 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012), à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2013 comprend des actifs dérivés de 1 146 millions de dollars (1 251 millions au 31 octobre 2012; 1 019 millions au 31 janvier 2012) et des passifs dérivés de 2 903 millions (3 292 millions au 31 octobre 2012; 2 736 millions au 31 janvier 2012).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, les transferts importants comprenaient des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 155 millions de dollars qui ont été sorties du niveau 3 en raison de l'accroissement des activités sur le marché. Certains actifs dérivés et passifs dérivés ont également été sortis du niveau 3, la plupart des transferts se rapportant à des dérivés dont les prix sont devenus observables, car les durées à l'échéance sont devenues plus courtes en raison du temps écoulé.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Variation de la juste valeur positive et négative des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles**

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peut avoir une incidence importante sur l'évaluation de la juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons pris en considération les soldes qui se compensaient lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation compensait la juste valeur positive et négative, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

	Au 31 janvier 2013			Au 31 octobre 2012		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	42	–	–	99	–	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	330	1	(1)	375	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	122	4	(4)	55	1	(1)
Titres adossés à des actifs	230	4	(4)	82	3	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	417	49	(37)	397	40	(32)
Titres de participation	258	1	(1)	302	2	(2)
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 764	28	(51)	1 906	25	(48)
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs	2 171	24	(28)	2 641	29	(37)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 586	10	(9)	1 446	13	(12)
Titres de participation	906	14	(13)	948	20	(24)
Prêts	468	10	(10)	403	3	(3)
Dérivés	1 146	106	(113)	1 251	106	(117)
Autres actifs	12	1	(1)	14	1	(1)
	9 452 \$	252 \$	(272)\$	9 919 \$	243 \$	(280)\$
Dépôts	(9 637)\$	98 \$	(98)\$	(9 359)\$	84 \$	(84)\$
Dérivés	(2 903)	48	(75)	(3 292)	41	(60)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débiteures subordonnées	(175)	4	(4)	(231)	8	(8)
	(12 715)\$	150 \$	(177)\$	(12 882)\$	133 \$	(152)\$

	Au 31 janvier 2012		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)			
Valeurs mobilières			
Titres détenus à des fins de transaction			
Créances d'entités gouvernementales canadiennes	3 \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	38	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	42	–	–
Titres adossés à des actifs	252	6	(5)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	504	26	(22)
Titres de participation	292	–	–
Titres disponibles à la vente			
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 537	30	(70)
Titres adossés à des créances hypothécaires	177	3	(3)
Titres adossés à des actifs	2 825	32	(45)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 467	13	(11)
Titres de participation	845	13	(13)
Prêts	732	14	(15)
Dérivés	1 019	120	(135)
Autres actifs	–	–	–
	10 733 \$	257 \$	(319)\$
Dépôts	(7 269)\$	67 \$	(68)\$
Dérivés	(2 736)	88	(114)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débetures subordonnées	(199)	1	(1)
	(10 204)\$	156 \$	(183)\$

Sensibilité

Au 31 janvier 2013, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 252 millions de dollars et une diminution de 272 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 76 millions et une tranche de 101 millions seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres. Au cours du trimestre, les variations positive et négative de la juste valeur de nos actifs de niveau 3 n'ont pas changé de façon importante par suite des modifications d'une autre hypothèse raisonnablement possible.

Données utilisées lors de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approche utilisée pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles

Les instruments de niveau 3 se composent principalement de titres adossés à des actifs, y compris des titres garantis par des prêts et des titres garantis par des créances, des titres à enchères, des obligations municipales, des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, des titres d'emprunt de pays non membres de l'OCDE et de sociétés assortis de longues échéances et comportant des écarts importants non observables, des placements dans des fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains titres d'emprunt structurés, des titres de placements privés, des dérivés liés à la performance de certains titres garantis par des créances, des dérivés sur marchandises, des swaps de taux d'intérêt et des options non classiques, des contrats d'assurance vie détenus par des banques, des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt et des billets de dépôt assortis de longues échéances et comportant des écarts importants non observables.

Les données non observables utilisées pour les instruments de niveau 3 et l'approche adoptée pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous :

La juste valeur des titres adossés à des créances hypothécaires à risque, Alt-A et de bonne qualité, des titres garantis par des prêts, des titres garantis par des créances, des obligations de sociétés et prêts à celles-ci, des billets à taux variable, des titres d'emprunt de gouvernements de pays non membres de l'OCDE et des obligations municipales est évaluée selon les prix fournis par des services d'établissement des prix et/ou des courtiers. Ces titres sont classés dans le niveau 3 en raison d'un manque de prix observables sur le marché. Les sensibilités positives et négatives sont déterminées en utilisant un écart type positif ou négatif des écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur ou des prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.

La juste valeur de certains titres à enchères liés aux prêts aux étudiants et municipaux est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie liés aux actifs sous-jacents aux titres à enchères sont estimés d'après des paramètres non observables, tels que les manquements, les paiements anticipés et les arriérés, et sont actualisés selon un taux d'intérêt observable sur le marché et une marge d'escompte non observable. En calculant la sensibilité de ces titres à enchères, nous avons diminué la marge d'escompte pour l'établir entre 0,2 % et 1,2 % et l'avons augmentée pour l'établir entre 0,5 % et 2,0 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier.

Les titres de participation détenus à des fins de transaction comprennent principalement des parts de fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives. Les valeurs liquidatives des fonds et les dérivés sur actions correspondants inclus au poste Dérivés (passifs) liés aux valeurs liquidatives ne sont pas considérés comme observables, car nous ne pouvons pas racheter ces fonds de couverture à la valeur liquidative. Les valeurs liquidatives des titres de placements privés disponibles à la vente sont également non observables en raison du nombre peu élevé de transactions récentes sur le marché pour soutenir leurs valeurs. Nous n'avons pas appliqué d'autre hypothèse raisonnablement possible à ces

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

positions de titres de placements privés, car les valeurs liquidatives sont fournies par le gestionnaire du fonds. Cette approche s'applique aussi à nos dérivés liés aux fonds de couverture et à nos dérivés sur actions.

Nos actifs et passifs dérivés comprennent principalement des dérivés liés aux TGC, des dérivés sur marchandises, des swaps de taux d'intérêt et des options non classiques, des swaps liés aux fonds de couverture et des contrats d'assurance vie détenus par des banques. La valeur des dérivés est ajustée pour tenir compte des ajustements au titre de l'évaluation des dérivés de crédit. Les données des TGC sont basées sur la corrélation des défaillances. Les données des dérivés sur marchandises correspondent aux prix des contrats et aux prix de certains contrats à long terme pour lesquels les prix ne sont pas observables. Dans le cas de la sensibilité de nos dérivés sur marchandises, nous appliquons un écart type aux prix des marchandises. Les swaps de taux d'intérêt et les options non classiques sont classés dans le niveau 3 si les taux d'intérêt sont non observables à plus long terme ou comportent des caractéristiques particulières, respectivement. Les données non observables des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des options non classiques comprennent les taux d'intérêt et/ou la volatilité, et la sensibilité est dérivée au moyen d'un écart type positif ou négatif de ces données et d'un montant basé sur l'incertitude du modèle et des paramètres, le cas échéant. Dans le cas des contrats d'assurance vie détenus par des banques, les données non observables comprennent les taux de manquement et les taux de paiement anticipé, de même que la probabilité de rachat et l'ampleur des taux de perte. Pour la sensibilité, la fourchette de valeurs est déterminée en fonction des autres hypothèses raisonnablement possibles en ajustant une ou plusieurs données de 10 %. Dans le cas des ajustements au titre de l'évaluation des dérivés de crédit, les données non observables comprennent les écarts de taux liés aux contreparties et nos écarts de taux, ainsi que la corrélation de crédit. La sensibilité de l'ajustement au titre de l'évaluation des dérivés de crédit est calculée en combinant une hausse de 9,3 % de l'écart de crédit relatif et un montant pour l'incertitude du modèle.

Les dépôts comprennent des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, ainsi que des billets comportant des écarts importants non observables et pour lesquels les activités sur le marché sont limitées. Dans le cas des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, les données du modèle comprennent les volatilités des titres de participation et des taux de change, les taux de dividende, les paramètres des taux d'intérêt, la corrélation et la courbe de financement. Les sensibilités sont dérivées en ajustant les données selon un écart type positif ou négatif et, dans le cas des dépôts, en faisant varier la courbe de financement par certains points de base positifs ou négatifs.

Note 4 Valeurs mobilières**Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente** (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2013				31 octobre 2012			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	10 559 \$	443 \$	(2)\$	11 000 \$	10 927 \$	513 \$	–	11 440 \$
Provinces et municipalités	1 050	7	–	1 057	1 774	11	–	1 785
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	5 726	14	(151)	5 589	5 929	13	(157)	5 785
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	10 806	24	(13)	10 817	9 856	25	(6)	9 875
Titres adossés à des créances hypothécaires	220	18	(1)	237	253	13	(3)	263
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 790	69	(5)	1 854	1 943	61	(8)	1 996
Titres non garantis par des créances	602	9	(106)	505	932	12	(119)	825
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	5 446	46	(42)	5 450	6 806	49	(48)	6 807
Titres de participation	1 503	242	(9)	1 736	1 584	269	(18)	1 835
Titres de substitut de prêt	208	14	–	222	209	8	–	217
	37 910 \$	886 \$	(329)\$	38 467 \$	40 213 \$	974 \$	(359)\$	40 828 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2012			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes				
Gouvernement fédéral	10 757 \$	616 \$	(4)\$	11 369 \$
Provinces et municipalités	1 207	21	–	1 228
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	5 105	9	(160)	4 954
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	8 773	29	(58)	8 744
Titres adossés à des créances hypothécaires	346	16	(21)	341
Titres adossés à des actifs				
TGC	2 159	17	(15)	2 161
Titres non garantis par des créances	981	8	(135)	854
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	10 460	45	(126)	10 379
Titres de participation	1 205	189	(25)	1 369
Titres de substitut de prêt	212	10	–	222
	41 205 \$	960 \$	(544)\$	41 621 \$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à leur échéance de 485 millions de dollars au 31 janvier 2013 (508 millions au 31 octobre 2012; 483 millions au 31 janvier 2012).

(2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se sont chiffrés à 36 millions de dollars, à 1 million et à 37 millions, respectivement, au 31 janvier 2013 (41 millions, 1 million et 42 millions au 31 octobre 2012; 50 millions, 2 millions et 52 millions au 31 janvier 2012).

(3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, ainsi que des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Profit net et perte nette sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier	le 31 octobre	le 31 janvier
	2013	2012	2012
Profits réalisés	83 \$	99 \$	32 \$
Pertes réalisées	(4)	(4)	(6)
Pertes de valeur	(13)	(15)	(11)
	66 \$	80 \$	15 \$

(1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils ne sont pas constatés au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente. Ils sont constatés au poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des comptes consolidés de résultat : les profits réalisés étaient de néant pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 (2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 octobre 2012; 6 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012). Il n'y a eu aucune perte réalisée ni aucune perte de valeur relativement à nos activités d'assurance au cours des trimestres clos le 31 janvier 2013, le 31 octobre 2012 et le 31 janvier 2012.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré.

Au 31 janvier 2013, le total du coût/coût amorti du portefeuille de titres disponibles à la vente a diminué de 2,3 milliards de dollars, ou 6 %, par rapport au 31 octobre 2012, principalement en raison du montant net des titres d'emprunt de sociétés et autres créances arrivés à échéance ainsi que des ventes et de l'arrivée à échéance de créances d'entités gouvernementales canadiennes, lesquels ont été contrebalancés en partie par les achats nets de créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE.

Au 31 janvier 2013, les profits bruts latents, qui se sont établis à 886 millions de dollars, ont diminué de 88 millions, ou 9 %, par rapport au 31 octobre 2012, principalement en raison de la baisse de la juste valeur attribuable à la hausse des taux d'intérêt à moyen ou à long terme sur certaines créances du gouvernement fédéral canadien, ainsi que des profits réalisés sur les ventes et les distributions de certains titres de participation.

Au 31 janvier 2013, les pertes brutes latentes ont diminué de 30 millions de dollars, soit 8 %, par rapport au 31 octobre 2012, pour s'établir à 329 millions. Cette diminution reflète principalement les améliorations de la juste valeur découlant du resserrement des écarts de taux des titres adossés à des actifs et les pertes réalisées sur les titres de capitaux propres.

La direction est d'avis qu'il n'y a pas d'indication objective de dépréciation des titres susmentionnés qui affichaient une perte latente au 31 janvier 2013.

Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance comptabilisés au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme ayant subi une perte de valeur lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. La direction est d'avis qu'il n'y a pas d'indication objective de dépréciation de nos placements détenus jusqu'à leur échéance au 31 janvier 2013.

Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, des profits nets de 66 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 80 millions au cours du trimestre précédent. Les résultats de la période considérée reflètent un profit net réalisé sur les ventes de 79 millions de dollars, principalement composé des profits sur les ventes et des distributions de certains titres de participation et sur les ventes de certains titres adossés à des actifs. Le profit net réalisé sur les ventes a été neutralisé en partie par des réductions de valeur de 13 millions de dollars de titres considérés comme ayant subi une perte de valeur, principalement des titres de participation et des titres d'emprunt de sociétés et autres créances.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	124 \$	10 \$	(5)\$	– \$	(5)\$	1 \$	125 \$
Prêts aux particuliers	543	105	(124)	22	(3)	(5)	538
Prêts sur cartes de crédit	403	89	(114)	25	–	(1)	402
Prêts aux petites entreprises	72	8	(8)	2	–	(1)	73
	1 142	212	(251)	49	(8)	(6)	1 138
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	853	137	(171)	7	(13)	1	814
Prêts aux banques (2)	2	–	–	–	–	–	2
	855	137	(171)	7	(13)	1	816
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 997	349	(422)	56	(21)	(5)	1 954
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 088 \$	349 \$	(422)\$	56 \$	(21)\$	(5)\$	2 045 \$
Évalués individuellement	298 \$	122 \$	(157)\$	4 \$	(7)\$	(3)\$	257 \$
Évalués collectivement	1 790	227	(265)	52	(14)	(2)	1 788
Total de la provision pour pertes sur créances	2 088 \$	349 \$	(422)\$	56 \$	(21)\$	(5)\$	2 045 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 octobre 2012						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	140 \$	20 \$	(12)\$	– \$	(8)\$	(16)\$	124 \$
Prêts aux particuliers	541	103	(122)	21	(6)	6	543
Prêts sur cartes de crédit	422	90	(115)	26	–	(20)	403
Prêts aux petites entreprises	73	11	(13)	2	(1)	–	72
	1 176	224	(262)	49	(15)	(30)	1 142
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	759	138	(65)	8	(21)	34	853
Prêts aux banques (2)	2	–	–	–	–	–	2
	761	138	(65)	8	(21)	34	855
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 937	362	(327)	57	(36)	4	1 997
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 028 \$	362 \$	(327)\$	57 \$	(36)\$	4 \$	2 088 \$
Évalués individuellement	232 \$	93 \$	(30)\$	3 \$	(15)\$	15 \$	298 \$
Évalués collectivement	1 796	269	(297)	54	(21)	(11)	1 790
Total de la provision pour pertes sur créances	2 028 \$	362 \$	(327)\$	57 \$	(36)\$	4 \$	2 088 \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2012							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	112 \$	9 \$	(3)\$	– \$	(9)\$	3 \$	112 \$
Prêts aux particuliers	557	111	(120)	20	(4)	(1)	563
Prêts sur cartes de crédit	415	104	(129)	25	–	–	415
Prêts aux petites entreprises	75	8	(8)	2	–	(1)	76
	1 159	232	(260)	47	(13)	1	1 166
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	775	35	(45)	11	(9)	(1)	766
Prêts aux banques (2)	33	–	–	–	–	–	33
	808	35	(45)	11	(9)	(1)	799
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 967	267	(305)	58	(22)	–	1 965
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 058 \$	267 \$	(305)\$	58 \$	(22)\$	– \$	2 056 \$
Évalués individuellement	252 \$	20 \$	(26)\$	7 \$	(3)\$	3 \$	253 \$
Évalués collectivement	1 806	247	(279)	51	(19)	(3)	1 803
Total de la provision pour pertes sur créances	2 058 \$	267 \$	(305)\$	58 \$	(22)\$	– \$	2 056 \$

- (1) Comprend une provision pour pertes sur créances de 5 millions de dollars relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevées par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs au 31 janvier 2013 (5 millions au 31 octobre 2012; 4 millions au 31 janvier 2012).
- (2) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.
- (3) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte dans les Autres passifs.

Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2013				31 octobre 2012			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 jours à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 jours à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 032 \$	1 366 \$	370 \$	4 768 \$	2 954 \$	1 350 \$	393 \$	4 697 \$
Prêts de gros	480	273	–	753	416	221	–	637
	3 512 \$	1 639 \$	370 \$	5 521 \$	3 370 \$	1 571 \$	393 \$	5 334 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 janvier 2012			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 jours à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 176 \$	1 433 \$	488 \$	5 097 \$
Prêts de gros	522	259	–	781
	3 698 \$	1 692 \$	488 \$	5 878 \$

Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
	Prêts de gros		
Prêts aux entreprises (2)	879 \$	981 \$	869 \$
Prêts aux organismes souverains (3)	–	–	1
Prêts aux banques (4)	3	2	34
	882 \$	983 \$	904 \$

- (1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 933 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 (903 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2012; 922 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012).
- (2) Comprend des soldes de prêts douteux évalués individuellement d'un montant brut de 42 millions de dollars (50 millions au 31 octobre 2012; 52 millions au 31 janvier 2012) et d'un montant net de 37 millions (45 millions au 31 octobre 2012; 49 millions au 31 janvier 2012), relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevées par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
- (3) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
- (4) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments dérivés et non dérivés

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 janvier 2013				31 octobre 2012				31 janvier 2012			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture
Actif												
Instruments dérivés	726 \$	1 463 \$	73 \$	84 981 \$	837 \$	1 894 \$	5 \$	88 557 \$	1 135 \$	2 242 \$	99 \$	99 865 \$
Passif												
Instruments dérivés	525	373	82	91 282	680	284	144	95 653	963	320	35	105 445
Instruments non dérivés	–	–	16 774	–	–	–	16 777	–	–	–	17 230	–

Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat global

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 31 janvier 2013			le 31 octobre 2012			le 31 janvier 2012		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
Couvertures de la juste valeur									
(Pertes) profits sur les instruments de couverture	(288)\$	s.o. \$	s.o. \$	(79)\$	s.o. \$	s.o. \$	145 \$	s.o. \$	s.o. \$
Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	276	s.o.	s.o.	60	s.o.	s.o.	(159)	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	(12)	s.o.	s.o.	(19)	s.o.	s.o.	(14)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie									
Tranche inefficace	1	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.	3	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	24	s.o.	s.o.	(20)	s.o.	s.o.	67
Reclassées en résultat au cours de la période	s.o.	17	s.o.	s.o.	15	s.o.	s.o.	(27)	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Tranche inefficace	–	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
(Pertes) profits de change	s.o.	s.o.	(51)	s.o.	s.o.	144	s.o.	s.o.	51
Profits (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	37	s.o.	s.o.	(89)	s.o.	s.o.	(3)
	(11)\$	17 \$	10 \$	(18)\$	15 \$	35 \$	(11)\$	(27)\$	115 \$

s.o. sans objet

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 janvier 2013				31 octobre 2012				31 janvier 2012			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	16 746 \$	26 669 \$	43 828 \$	87 243 \$	12 958 \$	29 957 \$	48 378 \$	91 293 \$	17 570 \$	33 711 \$	52 060 \$	103 341 \$
Passifs dérivés	17 923	31 029	43 310	92 262	14 429	35 362	46 970	96 761	19 260	37 103	50 400	106 763

Note 7 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts :

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2013				31 octobre 2012			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	107 152 \$	14 641 \$	62 537 \$	184 330 \$	104 079 \$	13 893 \$	61 530 \$	179 502 \$
Entreprises et gouvernements	130 818	1 361	181 077	313 256	128 943	1 393	182 546	312 882
Banques	4 149	8	12 918	17 075	4 621	18	11 196	15 835
	242 119 \$	16 010 \$	256 532 \$	514 661 \$	237 643 \$	15 304 \$	255 272 \$	508 219 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	57 912 \$	137 \$	– \$	58 049 \$	56 706 \$	82 \$	– \$	56 788 \$
États-Unis	1 315	8	–	1 323	1 188	6	–	1 194
Europe (5)	3 344	1	–	3 345	3 935	1	–	3 936
Autres pays	3 657	411	–	4 068	3 332	439	–	3 771
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	143 362	11 742	208 543	363 647	136 703	11 024	204 507	352 234
États-Unis	3 116	566	33 262	36 944	3 410	584	33 303	37 297
Europe (5)	26 250	59	8 267	34 576	29 143	50	10 072	39 265
Autres pays	3 163	3 086	6 460	12 709	3 226	3 118	7 390	13 734
	242 119 \$	16 010 \$	256 532 \$	514 661 \$	237 643 \$	15 304 \$	255 272 \$	508 219 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2012			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	99 486 \$	12 721 \$	59 897 \$	172 104 \$
Entreprises et gouvernements	108 269	1 617	190 214	300 100
Banques	4 570	23	13 030	17 623
	212 325 \$	14 361 \$	263 141 \$	489 827 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)				
Canada	53 460 \$	155 \$	– \$	53 615 \$
États-Unis	1 028	5	–	1 033
Europe (5)	2 600	–	–	2 600
Autres pays	3 220	568	–	3 788
Dépôts productifs d'intérêts (4)				
Canada	127 091	9 984	206 190	343 265
États-Unis	3 380	703	36 516	40 599
Europe (5)	17 335	52	11 455	28 842
Autres pays	4 211	2 894	8 980	16 085
	212 325 \$	14 361 \$	263 141 \$	489 827 \$

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 31 janvier 2013, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme de 112 milliards de dollars (114 milliards au 31 octobre 2012; 108 milliards au 31 janvier 2012).
- (4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés.
- (5) L'Europe comprend le Royaume-Uni, la Suisse et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme :

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
Moins de 1 an :			
Moins de 3 mois	60 496 \$	55 274 \$	72 368 \$
De 3 mois à 6 mois	20 072	22 493	18 358
De 6 mois à 12 mois	41 245	43 286	32 770
De 1 an à 2 ans	51 959	49 920	51 673
De 2 ans à 3 ans	24 731	24 011	27 750
De 3 ans à 4 ans	21 250	21 134	21 806
De 4 ans à 5 ans	16 877	18 568	20 978
Plus de 5 ans	19 902	20 586	17 438
	256 532 \$	255 272 \$	263 141 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	224 000 \$	223 000 \$	226 000 \$

Note 8 Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les charges au titre de ces régimes d'avantages sont présentées dans le tableau suivant.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
Coût des services rendus	73 \$	55 \$	56 \$	9 \$	5 \$	4 \$
Coût financier	103	134	104	18	21	19
Rendement prévu de l'actif des régimes	(135)	(153)	(122)	–	–	–
Amortissement de la perte actuarielle nette (du gain actuariel net)	12	10	–	1	1	–
Comptabilisation du coût des services passés	–	1	–	–	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	53	47	38	28	27	23
Charge au titre des régimes à cotisations définies	35	25	28	–	–	–
	88 \$	72 \$	66 \$	28 \$	27 \$	23 \$

La charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi a augmenté par rapport au trimestre précédent. La charge au titre des régimes à prestations définies a augmenté, principalement en raison d'un accroissement de la participation. La charge au titre des régimes à cotisations définies a augmenté en raison de la hausse des avantages et de la participation.

Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Le 1^{er} novembre 2012, nous avons émis 300 millions de dollars de Trinité-et-Tobago (47 millions de dollars) de débentures subordonnées à Trinité-et-Tobago. Les billets portent intérêt à un taux fixe de 4,75 % par année jusqu'à leur échéance le 1^{er} novembre 2027.

Le 6 décembre 2012, nous avons également émis 2 milliards de dollars de débentures subordonnées. Les billets portent intérêt à un taux fixe de 2,99 % par année jusqu'au 6 décembre 2019 et, par la suite, ils porteront intérêt au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,10 % jusqu'à leur échéance le 6 décembre 2024.

Le tableau suivant présente les actions ordinaires émises au cours des périodes présentées :

Actions ordinaires émises

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 31 janvier 2013		le 31 octobre 2012		le 31 janvier 2012	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	–	– \$	–	– \$	1 329	59 \$
Options sur actions exercées (2)	964	44	1 003	44	1 152	44
	964	44 \$	1 003	44 \$	2 481	103 \$

(1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos le 31 janvier 2013 et le 31 octobre 2012, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen de l'émission d'actions propres.

(2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

Note 10 Bénéfice par action

	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2013	le 31 octobre 2012	le 31 janvier 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)			
Bénéfice de base par action			
Bénéfice net	2 070 \$	1 911 \$	1 855 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(21)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 070	1 911	1 876
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(65)	(64)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(25)	(23)	(25)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	1 980	1 823	1 787
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 445 489	1 444 189	1 439 252
Bénéfice (perte) de base par action			
Activités poursuivies (en dollars)	1,37 \$	1,26 \$	1,24 \$
Activités abandonnées (en dollars)	–	–	(0,01)
	1,37 \$	1,26 \$	1,23 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	1 980 \$	1 823 \$	1 787 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	13	13	13
Bénéfice net lié aux activités poursuivies disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	1 993	1 836	1 800
Perte nette liée aux activités abandonnées attribuable aux actionnaires ordinaires	–	–	(21)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 445 489	1 444 189	1 439 252
Options sur actions (1)	2 084	1 665	1 620
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	203	394	526
Actions échangeables (2)	21 554	23 056	26 129
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 469 330	1 469 304	1 467 527
Bénéfice (perte) dilué par action			
Activités poursuivies (en dollars)	1,36 \$	1,25 \$	1,23 \$
Activités abandonnées (en dollars)	–	–	(0,01)
	1,36 \$	1,25 \$	1,22 \$

(1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Les montants suivants ont été exclus du calcul du bénéfice dilué par action : pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, un nombre moyen d'options en cours de néant; pour le trimestre clos le 31 octobre 2012, un nombre moyen d'options en cours de 41 124 ayant un prix d'exercice de 57,90 \$; pour le trimestre clos le 31 janvier 2012, un nombre moyen d'options en cours de 7 680 583 ayant un prix d'exercice de 53,95 \$.

(2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

Note 11 Garanties, engagements, actifs donnés en garantie et éventualités**Garanties et engagements**

Nous avons recours à des garanties et à d'autres instruments de crédit hors bilan afin de répondre aux besoins de financement de nos clients.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de notre risque maximal de pertes sur créances lié aux garanties et aux engagements que nous avons fournis à des tiers. Le risque de crédit maximal lié à une garantie est le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison d'actifs détenus en garantie ou affectés en garantie. Le risque maximal de crédit lié à un engagement de prêt correspond au montant intégral de l'engagement. Dans les deux cas, le risque maximal est considérablement plus élevé que le montant comptabilisé à titre de passif dans nos bilans consolidés.

	Risque maximal de pertes sur créances		
	Au		
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
(en millions de dollars canadiens)			
Garanties financières			
Lettres de crédit de soutien financier	15 030 \$	14 683 \$	12 628 \$
Engagements de crédit			
Facilités de garantie de liquidités	28 534	30 317	25 725
Rehaussements de crédit	3 652	3 708	3 471
Lettres de crédit documentaire	146	186	243
Autres engagements de crédit	100 854	94 198	77 026
Autres engagements			
Engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres (1)	61 372	56 141	59 456
Garanties de bonne fin	5 182	5 396	4 913

(1) Pour les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres avant le 31 juillet 2012, une tranche de 50 % représentait notre risque de perte par l'intermédiaire de notre ancienne coentreprise, RBC Dexia.

Note 11 Garanties, engagements, actifs donnés en garantie et éventualités (suite)**Actifs donnés en garantie et actifs affectés en garantie**

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons en garantie des actifs et concluons des conventions d'affectation d'actifs en garantie conformément à des modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt, d'emprunt et de négociation comptabilisées dans nos bilans consolidés. Voici des exemples des modalités générales liées aux actifs donnés en garantie et aux actifs affectés en garantie :

- Les risques et les avantages liés aux actifs donnés en garantie reviennent à l'emprunteur.
- Les actifs donnés en garantie sont réattribués à l'emprunteur lorsque les modalités obligatoires ont été respectées.
- Le droit du créancier de revendre les actifs ou de les affecter de nouveau en garantie dépend de l'entente particulière en vertu de laquelle l'actif est donné en garantie.
- S'il n'y a eu aucun manquement, le créancier doit redonner un actif comparable à l'emprunteur lorsque les obligations ont été respectées.

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les actifs donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, le montant des actifs donnés en garantie n'est pas inclus dans le tableau ci-dessous. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, nous avons donné en moyenne des actifs de 2,7 milliards de dollars en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour (2,9 milliards au 31 octobre 2012; 3,4 milliards au 31 janvier 2012). Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalente des actifs donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'avait été prise au 31 janvier 2013, au 31 octobre 2012 et au 31 janvier 2012.

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs et des actifs détenus ou donnés de nouveau en garantie sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Au		
	31 janvier 2013	31 octobre 2012 (1)	31 janvier 2012 (1)
(en millions de dollars canadiens)			
Sources d'actifs donnés en garantie et affectés en garantie			
Actifs de la Banque			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	99 \$	94 \$	128 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	553	424	495
Garanties en espèces de titres empruntés	7 608	7 866	8 143
Prêts	63 521	65 077	58 516
Valeurs mobilières	36 881	38 438	40 120
Autres actifs	17 034	19 411	15 125
	125 696 \$	131 310 \$	122 527 \$
Titres des clients			
Biens reçus en garantie et disponibles à la vente ou à la remise en garantie	167 572 \$	159 745 \$	136 820 \$
Moins : actifs non vendus ou qui n'ont pas été donnés de nouveau en garantie	(51 602)	(51 138)	(36 519)
	115 970 \$	108 607 \$	100 301 \$
	241 666 \$	239 917 \$	222 828 \$
Utilisations d'actifs donnés en garantie et affectés en garantie			
Titres prêtés	11 472 \$	12 957 \$	11 681 \$
Titres empruntés	33 278	33 059	43 189
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 062	40 756	37 358
Engagements afférents à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat	56 643	58 943	47 017
Titrisation	50 829	51 959	48 155
Obligations couvertes	11 821	13 276	10 494
Transactions sur dérivés	21 130	22 124	20 432
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 150	2 608	2 512
Systèmes de compensation, systèmes de paiements et dépositaires	4 281	4 235	1 959
Autres	–	–	31
	241 666 \$	239 917 \$	222 828 \$

(1) Certains montants ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.

Litiges

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes. Par conséquent, la Banque Royale du Canada et ses filiales ont fait et font l'objet de différentes plaintes et enquêtes dans divers territoires. La direction revoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les poursuites et exercera son jugement afin de les résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Nos procédures judiciaires importantes sont décrites ci-dessous. Nous nous défendons vigoureusement dans chacun de ces litiges.

Enquêtes et litiges relatifs au LIBOR

Diverses autorités de réglementation et autorités en matière de concurrence et d'exécution de la loi dans le monde, y compris au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis, mènent des enquêtes liées à certaines soumissions effectuées dans le passé par un groupe de banques relativement à la fixation du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) libellé en dollars américains. Étant donné que la Banque Royale du Canada est un membre de certains comités du LIBOR, y compris du comité du LIBOR libellé en dollars américains, nous avons fait l'objet de demandes d'information réglementaires et nous collaborons à ces enquêtes. En outre, la Banque Royale du Canada et d'autres banques du comité du LIBOR libellé en dollars américains ont été désignées comme défenderesses dans des litiges de droit privé engagés aux États-Unis concernant la fixation du LIBOR, y compris

dans un certain nombre de recours collectifs qui ont été regroupés devant le tribunal de district des États-Unis du district sud de New York. Les plaintes dans ces actions font état de revendications à notre encontre et à l'encontre d'autres banques du comité en vertu de diverses lois américaines, y compris la législation antitrust américaine, la Commodity Exchange Act des États-Unis et la loi de l'État. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible pour le moment de prédire la résolution de ces enquêtes réglementaires et de ces litiges de droit privé, ni le moment auquel ils seront réglés et l'incidence éventuelle sur la Banque Royale du Canada.

Litiges relatifs à la CFTC

La Banque Royale du Canada est devenue défenderesse dans une poursuite en responsabilité intentée par la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis. Le libellé de la poursuite allègue que certaines transactions entre sociétés liées étaient en fait des transactions fictives inappropriées, qui ont été effectuées à l'abri de la concurrence. En outre, la plainte allègue que nous avons fait délibérément des déclarations fausses, fictives ou frauduleuses à la Chicago Mercantile Exchange quant à la manière dont nous prévoyions structurer ces transactions et à la manière dont nous l'avons fait. Il nous est impossible de prédire le dénouement de ces procédures, ni le moment auquel elles seront réglées. Cependant, nous réfutons totalement ces allégations. À l'heure actuelle, la direction estime que le règlement final de cette poursuite n'aura pas d'incidence défavorable importante sur notre situation financière ni sur nos résultats opérationnels consolidés.

Litige relatif aux districts scolaires du Wisconsin

La Banque Royale du Canada est défenderesse dans le cadre d'un recours relativement au rôle que nous avons joué dans des transactions portant sur des placements réalisés par un certain nombre de districts scolaires du Wisconsin dans certains titres garantis par des créances. Ces transactions ont également fait l'objet d'une enquête réglementaire. Bien que nous ayons conclu un accord avec la Securities and Exchange Commission en septembre 2011, dont le montant a été versé aux districts scolaires par l'intermédiaire d'un fonds d'indemnisation, le recours se poursuit. Il nous est impossible de prédire le dénouement de ces procédures, ni le moment auquel elles seront réglées. La direction estime toutefois que le règlement final de ce litige n'aura pas d'incidence défavorable importante sur notre situation financière ni sur nos résultats opérationnels consolidés.

Autres litiges

Nous sommes défenderesse dans un certain nombre d'autres poursuites qui allèguent que certaines de nos pratiques et mesures sont inappropriées. Les poursuites portent sur diverses questions complexes, et le moment auquel elles seront réglées demeure variable et incertain. La direction est d'avis que nous parviendrons, à terme, à résoudre ces poursuites, dans la mesure où nous pouvons les évaluer, sans subir d'incidence financière importante. Il s'agit, toutefois, de questions qui font largement appel à l'exercice du jugement, et les obligations éventuelles pouvant découler de ces poursuites pourraient influencer de façon importante sur nos résultats opérationnels pour toute période donnée.

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos autres pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites, dans la mesure où nous pouvons l'évaluer, ne sera pas important à l'égard de notre situation financière ou de nos résultats opérationnels consolidés.

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 314 \$	96 \$	– \$	175 \$	738 \$	(38)\$	3 285 \$
Revenus autres que d'intérêt	931	1 244	1 021	275	1 169	(15)	4 625
Total des revenus	3 245	1 340	1 021	450	1 907	(53)	7 910
Dotations à la provision pour pertes sur créances	241	–	–	–	109	(1)	349
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	705	–	–	–	705
Frais autres que d'intérêt	1 493	1 023	135	341	1 051	8	4 051
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 511	317	181	109	747	(60)	2 805
Charge (économie) d'impôt	391	84	17	29	283	(69)	735
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 120	233	164	80	464	9	2 070
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net							2 070 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	63 \$	33 \$	4 \$	15 \$	6 \$	126 \$	247 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	344 200 \$	20 500 \$	12 300 \$	84 300 \$	362 200 \$	14 100 \$	837 600 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif							837 600 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	343 000 \$	20 400 \$	12 300 \$	84 400 \$	362 000 \$	(31 600)\$	790 500 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées	–	–	–	–	–	–	–
Total du passif							790 500 \$

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2012

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 302 \$	95 \$	– \$	172 \$	663 \$	(57)\$	3 175 \$
Revenus autres que d'intérêt	927	1 166	1 098	242	893	17	4 343
Total des revenus	3 229	1 261	1 098	414	1 556	(40)	7 518
Dotation à la provision pour pertes sur créances	298	–	–	–	63	1	362
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	770	–	–	–	770
Frais autres que d'intérêt	1 526	972	134	316	916	9	3 873
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 405	289	194	98	577	(50)	2 513
Charge (économie) d'impôt	371	82	–	26	167	(44)	602
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 034	207	194	72	410	(6)	1 911
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							–
Bénéfice net							1 911 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	72 \$	33 \$	3 \$	15 \$	8 \$	133 \$	264 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	343 100 \$	22 000 \$	12 300 \$	77 200 \$	355 200 \$	15 300 \$	825 100 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total de l'actif							825 100 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	342 000 \$	22 000 \$	12 400 \$	77 300 \$	355 100 \$	(29 700)\$	779 100 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							779 100 \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2012

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 203 \$	102 \$	– \$	180 \$	604 \$	(86)\$	3 003 \$
Revenus autres que d'intérêt	883	1 086	1 550	145	859	48	4 571
Total des revenus	3 086	1 188	1 550	325	1 463	(38)	7 574
Dotation à la provision pour pertes sur créances	251	–	–	–	17	(1)	267
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 211	–	–	–	1 211
Frais autres que d'intérêt	1 454	939	129	214	930	5	3 671
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 381	249	210	111	516	(42)	2 425
Charge (économie) d'impôt	369	61	20	28	145	(74)	549
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 012	188	190	83	371	32	1 876
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							(21)
Bénéfice net							1 855 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	58 \$	33 \$	4 \$	18 \$	7 \$	110 \$	230 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	324 400 \$	23 600 \$	11 800 \$	70 700 \$	342 200 \$	16 000 \$	788 700 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							26 300
Total de l'actif							815 000 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	323 200 \$	23 600 \$	11 800 \$	70 800 \$	342 200 \$	(18 800)\$	752 800 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							19 500
Total du passif							772 300 \$

(1) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 s'élève à 90 millions de dollars (104 millions au 31 octobre 2012; 121 millions au 31 janvier 2012).

Note 13 Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Avec prise d'effet pour le trimestre considéré, nous sommes tenus de calculer nos ratios de capital et notre coefficient actif-capital en nous fondant sur le cadre de l'accord de Bâle III. En vertu de l'accord de Bâle III, le capital réglementaire inclut les capitaux propres ordinaires de première catégorie, le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie. Les capitaux propres ordinaires de première catégorie se composent essentiellement d'actions ordinaires, de bénéfices non distribués et d'autres composantes des capitaux propres. La portée des ajustements réglementaires en vertu de l'accord de Bâle III s'est élargie pour inclure la déduction intégrale des immobilisations incorporelles (en excluant les droits de service des prêts hypothécaires), de certains actifs d'impôt différé, des actifs et passifs des régimes de retraite à prestations définies et des participations non importantes dans des entités de services bancaires, financiers et d'assurance. Le capital de première catégorie a été redéfini et comprend essentiellement les capitaux propres ordinaires de première catégorie et d'autres éléments composés d'instruments de capital comme certaines actions privilégiées, ainsi que certaines participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales. Le capital de deuxième catégorie inclut les débetures subordonnées qui répondent à certains critères et certaines provisions pour pertes sur prêts. Le capital total représente la somme des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie. Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total par l'actif pondéré en fonction des risques.

Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) établit des objectifs précis pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, selon les objectifs prévus, le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie doit être supérieur ou égal à 7 %, le ratio du capital de première catégorie doit être supérieur ou égal à 6 % et le ratio du capital total doit être supérieur ou égal à 8 %. De plus, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif-capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Au cours du premier trimestre de 2013, nous nous sommes conformés à toutes les exigences en matière de capital imposées par le BSIF.

	Bâle III	Bâle II	
		Au	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2012
Capital			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	28 115 \$	s.o. \$	s.o. \$
Capital de première catégorie	34 769	36 807	34 727
Capital total	43 287	42 347	41 462
Actif pondéré en fonction des risques			
Risque de crédit	223 318 \$	209 559 \$	211 604 \$
Risque de marché	38 099	30 109	33 549
Risque opérationnel	41 711	40 941	40 355
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	303 128 \$	280 609 \$	285 508 \$
Ratios de capital et coefficients			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,3 %	s.o.	s.o.
Ratio du capital de première catégorie	11,5 %	13,1 %	12,2 %
Ratio du capital total	14,3 %	15,1 %	14,5 %
Coefficient actif-capital (1)	16,2 X	16,7 X	16,6 X

(1) Avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire en vertu des lignes directrices du BSIF. La méthode transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application progressive des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.

s.o. sans objet

Note 14 Événements postérieurs à la date du bilan**Activités canadiennes de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial Inc.**

Le 1^{er} février 2013, nous avons conclu l'acquisition de 100 % des actions liées aux activités canadiennes de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial Inc., pour une contrepartie en espèces de 3,7 milliards de dollars. Les activités canadiennes d'Ally fournissent des services financiers, y compris le financement des stocks, directement aux concessionnaires automobiles et elles offrent également du financement aux consommateurs par l'intermédiaire des concessions. Dans le cadre de cette acquisition, GM Financial aura la possibilité d'acquies une partie des activités de financement des stocks. Cette acquisition accroît l'envergure de nos activités actuelles de financement automobile aux particuliers et aux entreprises. Nous n'avons pas terminé la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises, car l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris n'a pas été achevée, et les actifs devant être acquis par GM Financial n'ont pas été déterminés.

Rachat de débetures subordonnées

Le 11 février 2013, nous avons annoncé notre intention de racheter toutes les débetures subordonnées à 4,84 % échéant le 11 mars 2018 en circulation, d'un montant de 1 milliard de dollars, pour un prix équivalent à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat. Le rachat aura lieu le 13 mars 2013.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie
Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis) ou
514-982-7555 (appels
internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni



Inscriptions en Bourse

(Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la TSX.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis)
ou 416-263-9394 (appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2013

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ, AL, AN, AP, AR, AT, AV et AX	22 janvier 23 avril 23 juillet 22 octobre	24 janvier 25 avril 25 juillet 24 octobre	22 février 24 mai 23 août 22 novembre

À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2012, nous pourrions racheter aux fins d'annulation jusqu'à 30 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2013

Premier trimestre	28 février
Deuxième trimestre	30 mai
Troisième trimestre	29 août
Quatrième trimestre	5 décembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC ASSURANCES et RBC SERVICES AUX INVESTISSEURS, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.